
HONI SOIT QUI MAL Y PENSE



HISTOIRE

DE BOLIVAR.

TOME II.

IMPRIMERIE DE AUGUSTE AUFFRAY,
PASSAGE DU CAIRE, N° 54.

HISTOIRE
DE BOLIVAR,

PAR

LE GÉNÉRAL DUCOUDRAY HOLSTEIN;

CONTINUÉE JUSQU'A SA MORT

PAR ALPHONSE VIOLLET.

Tome deuxième.



PARIS.
ALPHONSE LEVAVASSEUR, LIBRAIRE,
AU PALAIS-ROYAL.

1831.

HISTOIRE

DE BOLIVAR.

CHAPITRE XVI.

Évacuation de Carupano. — Combat d'Ocumare. — Bolivar se retire dans l'île d'Haïti. — Mac Gregor se cantonne dans les environs de Barcelona.

Nous avons vu quelle fut la conduite du général Bolivar, à Carupano, combien il était jaloux de son autorité, et comme il récompensa mes services, marqués par tant de fatigues et de dégoûts. La crainte où il était que la création d'une légion étrangère ne compromît son autorité, décèle assez le peu de confiance qu'il avait dans son propre mérite. On ne se ferait vraiment pas l'idée de quinze cents étrangers, donnant la loi au

général Bolivar; et, comme il le disait en particulier, la lui donnant dans son pays, en face de ses compatriotes, se pressant autour de sa personne, et applaudissant aux efforts par lesquels il commençait à affermir sa puissance. Si, pendant la guerre de la révolution de l'Amérique du nord, George Washington s'était opposé au débarquement des troupes françaises, parce qu'elles étaient étrangères, combien cette opposition ne serait-elle pas devenue préjudiciable à ses desseins? Quelle différence entre la réception faite à ces troupes auxiliaires et les traitemens de Bolivar à l'égard d'étrangers qui lui ont rendu les plus éminens services!

Le général Bolivar n'est pas le seul homme de sa nation qui se laisse dominer par un sentiment excessif de jalousie envers les étrangers. Cette cruelle maladie de l'âme est fort commune parmi les chefs de la Colombie. Les préjugés dont ces peuples sont imbus, l'éducation négligée qu'ils reçoivent, leur peu d'aptitude aux sciences, l'ignorance dans laquelle ils croupissent, sont les suites immédiates du système espagnol, dans ces contrées

de l'Amérique, où toute étincelle d'intelligence supérieure, d'esprit d'invention et d'industrie a presque entièrement disparu. Chez eux, une connaissance superficielle dans quelques sciences est regardée comme un phénomène, comme un prodige. Cependant, le petit nombre ne peut élever la voix contre un million d'hommes abrutis ou passionnés; il doit se taire. On sait, du reste, que les arrestations, les exils, les supplices, sont la vie du gouvernement militaire où les baïonnettes ont force de loi. Il est de fait, que la plupart des officiers, originaires de la Colombie, se déclarent contre les Européens qui servent dans leurs rangs, avec une partialité effrénée, et que la seule qualité d'étranger suffit pour s'exposer à l'exil, aux violences juridiques ou particulières : le peuple lui-même, plus équitable d'ordinaire, dans ses jugemens, crie à haute voix qu'ils ont servi mollement la cause de l'indépendance, parce qu'ils n'étaient point du pays. Ce qu'il y a de certain, c'est que la Colombie leur est redevable de son existence politique. Mais per-

sonne ne s'est montré plus ingrat et plus persécuteur que le chef suprême.

Labatut [1] s'était emparé de Santa Martha, en 1813; mais, bientôt, les sourdes pratiques de ses subordonnés, l'obligèrent d'évacuer cette place. Il fut arrêté et exilé. Louis Aury avait eu la gloire d'empêcher l'évacuation de Carthagena : on sait comment il en fut récompensé par Bolivar. Ducoudray Holstein [2] fut, en dernier lieu, commandant de la même place; des milliers de familles respiraient en paix sous sa protection, dans Boca Chica : il fut menacé d'être fusillé. Louis Brion a fait à la cause de la République le sacrifice de son immense fortune; il était entièrement dévoué à Bolivar; il appuyait tous ses desseins ostensiblement favorables à la liberté : il fut indignement traité par lui à Savanilla, et il est mort de douleur à Curaçao : il mourut pauvre, et il ne laissa pas de quoi payer les frais de son enterrement. Le général Piar qui combattait vaillamment en 1814 et 1815, pendant que Bolivar fuyait à Venezuela; Piar qui, de con-

[1] Français.

[2] L'auteur de cette histoire.

cert avec Brion, a conquis la riche et belle province de Guayana; Piar a été jeté dans les fers, puis jugé et fusillé. A qui la Colombie doit-elle la conquête de la Nouvelle Grenade? N'est-ce pas aux legions étrangères? N'est-ce pas encore à la légion levée et commandée par Ducoudray Holstein, qu'on est redevable du gain de la bataille de Carabobo? Des milliers de ces braves soldats ont péri de misère ou de maladies causées par la fatigue. Aujourd'hui, les Colombiens revendiquent pour eux-mêmes la gloire de leur indépendance; ils croient n'avoir plus besoin de se souvenir des services rendus par des étrangers à leur patrie. Ingrats [1]!

Nous avons laissé le général Bolivar près

[1] La diatribe du général est ici des plus virulentes; mais est-elle bien fondée? Les exemples de persécution donnés par l'auteur, et chargés de présomptions morales contre le gouvernement de Simon Bolivar, n'approchent point de la preuve historique, essentiellement dépendante de la connaissance positive des motifs publics qui ont déterminé des actes. Quand on accuse, il faut des preuves; autrement on s'expose à être taxé de calomnie. L'auteur est-il plus raisonnable, quand il représente Bolivar fuyant de Venezuela? Il me semble tout simple dans un général de ne pas ajouter au malheur d'une défaite par la honte de la capti-

de s'embarquer à Carupano pour gagner Ocumare. Sur ces entrefaites, la défection des généraux Marinno et Piar produisit dans l'armée les conséquences les plus fâcheuses : les approvisionnemens manquèrent ; la disette excita des mécontentemens, des murmures ; elle causa des maladies ; les liens de la discipline et de l'obéissance se relâchèrent. La plupart de ceux qui étaient venus, sous les drapeaux de Bolivar, des Cayes et de Margarita à Carupano, périrent de maladie ou abandonnèrent leur général. Les ennemis, profitant des fautes de Bolivar, de sa faiblesse dans l'adversité, de ses irrésolutions dans la conduite des affaires et de son inhabileté dans la guerre, avaient augmenté leurs forces autant que Bolivar avait eu la douleur de voir diminuer les siennes. L'histoire de la campagne de 1816 n'est qu'une copie de la campagne de 1813 à 1814. Elle se termine de même : fuite et embarquement du général Bolivar, et rien de plus.

vité. Après le désastre de Moscou, Napoléon revint à Paris, personne, que je sache, ne lui a reproché de ne s'être pas laissé emmener en Sibérie. (*N. d. T.*)

Le général en chef ayant enfin reconnu qu'il n'avait à espérer, où il était, ni levée d'hommes ni secours des généraux Marinno et Piar, prit enfin le parti de suivre les conseils de l'amiral Brion : il quitta Carupano pour aller prendre terre dans un lieu plus favorable à ses vues. Ce lieu fut Ocumare, où il se flattait de trouver des ressources et de faire des recrues. Il débarqua sans obstacle sur une plage protégée par un petit fort de peu d'importance. Il arriva le 3 juillet 1816, au village d'Ocumare, avec treize vaisseaux, dont sept armés en guerre.

Il fit paraître, aussitôt après son arrivée, la pièce suivante :

PROCLAMATION.

Quartier-général d'Ocumare, 6 juillet 1816.

SIMON BOLIVAR, CHEF SUPRÊME, ETC. ETC.

AUX HABITANS DE VENEZUELA :

« Une armée pourvue de munitions de » guerre de toutes espèces est en marche et

» sous mes ordres pour vous donner la li-
» berté.

» Je veux exterminer vos tyrans; je veux
» vous rétablir dans tous vos droits, recon-
» quérir la patrie et la paix. De votre côté,
» vous cesserez à l'instant de tuer les prison-
» niers de guerre. Nous promettrons d'accor-
» der un pardon général à ceux qui se sou-
» mettront, jamais aux Espagnols d'Europe.

» Toute troupe de l'ennemi qui se joindra
» à nous participera aux avantages et aux
» récompenses qu'on peut attendre du pays
» et de ses habitans.

» Aucun Espagnol ne sera mis à mort, si
» ce n'est pour fait de résistance à main ar-
» mée. Il ne sera fait aucun mal aux naturels
» qui se trouvent dans l'armée ennemie.

» Nos malheureux frères, qui endurent l'es-
» clavage, sont, dès ce moment, déclarés libres.
» Les lois de la nature et de l'humanité, et le
» gouvernement lui-même réclament leur
» liberté. Désormais il n'y aura dans Vene-
» zuela qu'une classe d'habitans : tous seront
» citoyens.

» Aussitôt que nous nous serons emparés

» de la capitale, nous convoquerons le peuple » pour la nomination de ses députés au con- » grès.

» Pendant que je marcherai sur Caracas, » le général Marinno assiégera Cumana; le » général Piar, secondé des généraux Roxas » et Monaga, se rendra maître des terres et » marchera en personne contre Barcelona, » tandis que le général Arismendy se main- » tiendra, avec son armée victorieuse, dans » l'île de Margarita.

» Bolivar. »

Cette proclamation emphatique peut imposer aux personnes dénuées d'instruction sur les faits, et à celles qui sont éloignées du théâtre des événemens. L'armée dont parle Bolivar consistait en six cent cinquante hommes, dont trois cents n'avaient jamais paru sur un champ de bataille; une grande partie des officiers ne savaient pas commander.

« *J'exterminerai vos tyrans*, » dit le général Bolivar : c'était le 6 juillet, et, le 10, il était battu par trois cents hommes rassemblés à la

hâte et dépêchés contre lui par Morales et Gomez; et, le 10, il fuyait de ses positions à bride abattue; il se dirigeait vers la baie d'Ocumare; il s'embarquait pour Buenos-Ayres, île hollandaise. Nous donnerons la relation de sa fuite du champ de bataille et de sa retraite en lieu de sûreté.

« *Aussitôt que nous aurons pris possession* » *de la capitale* (Caracas), *nous convoquerons* « *le peuple, pour qu'il nomme ses députés au* » *congrès*, » disait encore le général. Mais comment cette déclaration pouvait-elle n'être pas suspecte? Il tenait, en 1813, le même langage; et, lorsqu'il fut en son pouvoir de remplir sa promesse, il ne parla plus de congrès. En 1815, il viola ouvertement les ordres du congrès de la Nouvelle-Grenade, en mettant le siége devant Carthagena, au lieu de faire celui de Santa Martha. Rappelé au pouvoir, en 1817, sous la condition de convoquer un congrès, il n'en fit rien; ce qu'il fit, ce fut de rompre celui qui se tenait à Cariaco; et, l'année suivante, les membres de l'assemblée dissoute furent en butte à ses persécutions. Les événemens successifs de cette

histoire apprendront ce qu'a voulu être Bolivar, au lieu de ce qu'il a voulu paraître; on verra qu'il était secrètement opposé à la formation de tout congrès national. Si, quelquefois soumettant sa politique à l'urgence des conjonctures, il a souffert l'existence passagère d'une assemblée représentant le peuple, il a toujours su rendre dérisoire cette représentation nationale, par l'appareil menaçant du pouvoir militaire; le sénat et la chambre des représentans n'existaient que de nom, humblement soumis aux ordres du président libérateur.

« *Pendant que je marcherai contre Caracas,* » *le général Marinno assiégera Cumana; le* » *général Piar, secondé, etc. etc.* »

Autre déception, car, quelques jours avant l'évacuation de Carupano, Bolivar me disait à moi-même qu'il était désolé de l'esprit d'opposition que montraient Marinno et Piar; que ses deux officiers ne tenaient aucun compte de ses ordres; la retraite eut lieu, et l'on sait que ce fut leur défection qui l'y contraignit.

Tout militaire sachant son métier trouvera, dans les remarques qu'il nous reste à faire

ici, que Bolivar n'avait ni l'énergie ni la capacité d'un commandant en chef. Loin d'employer son autorité pour forcer Marinno et Piar à rentrer dans le devoir, il approuva, en termes formels, le parti qu'ils avaient pris d'agir contre ses ordres; c'était les encourager à marcher sans lui dans des voies d'indépendance.

Si, à cette époque, Marinno eût différé le siége de Cumana, et qu'il eût rejoint Bolivar, leurs forces, rassemblées sur un même point du théâtre de la guerre, auraient suffi pour opérer la prise de Valencia, qui n'avait pas dans ses murs deux cents hommes armés pour la défendre; ensuite l'armée se serait portée, sans rencontrer d'obstacles, sur Caracas, où il ne se trouvait pas alors plus de cinq cents soldats. Les forces espagnoles, dispersées de toutes parts, auraient pu être surprises et aisément coupées par les patriotes, qui auraient détruit leurs colonnes l'une après l'autre. Ces opérations auraient ranimé le courage des habitans, qui ne manquaient pas de patriotisme, mais de confiance dans la bravoure de Bolivar, dans son expérience des armes et

sa science du gouvernement. La faiblesse des actes du dictateur et sa honteuse fuite leur inspirèrent le dégoût du service; ils s'abandonnèrent alors au découragement et à un sentiment général de crainte.

Cependant, la proclamation du 6 juillet réunit, autour du général Bolivar, quelques centaines d'esclaves à qui l'on distribua promptement des armes, et qu'il incorpora dans ses troupes. Il se trouva ainsi maître d'environ huit cents hommes, pourvus d'armes, il est vrai, mais sans instruction, sans discipline, sans uniforme. Il se mit à la tête de ces bandes tumultueuses, auxquelles il donna le nom d'armée libératrice, et il s'avança assez hardiment d'Ocumare dans la direction de Valencia, où il y avait moins de deux cents hommes en état de lui résister. La possession de Valencia, place située entre Caracas, les plaines et la forteresse de Porto Cabello, eût été pour lui de la plus grande importance; il aurait pu faire venir des renforts de ces plaines où Paez, Zarasa, Roxas, Sedenno, etc. avaient tenu ferme contre les forces imposantes de Morillo.

Cependant, Morales, étant entré dans Valencia, y apprit que Bolivar était débarqué à Ocumare. A cette nouvelle, il se mit aussitôt en marche pour Ocumare, à la tête de deux cents hommes seulement.

Le major de la milice, Jose Guerro, le rejoignit bientôt conduisant une centaine de miliciens. Ce fut à la tête de cette poignée d'hommes, que Morales résolut d'attaquer le général Bolivar. Il le rencontra, le 10 juillet, non loin du village d'Ocumare, posté sur une éminence qui commande le lac de Valencia. Morales n'eut pas plus tôt découvert l'avant-garde de Soublette, qu'il fit placer des tirailleurs entre des arbres, d'où ils se dérobaient à la vue des patriotes dans les buissons de la colline qu'il s'agissait de monter; il y prit une position avantageuse. Il y avait à peine un quart-d'heure que les avant-postes des deux partis étaient engagés, quand un homme, sorti comme transfuge des rangs de Morales, fut amené devant le général Bolivar, et lui donna avis qu'il avait affaire au général en chef des troupes espagnoles. Au premier bruit de la mousqueterie, Soublette prit la fuite, selon

sa coutume, et Bolivar, étonné de la dispersion subite de son avant-garde, perdit toute présence d'esprit : il ne prononça pas un mot, détourna son cheval, et chercha aussi son salut dans une fuite précipitée, du côté d'Ocumare. Le colonel Boe, beau-frère du maréchal Lefebvre, duc de Dantzick, lequel était présent à l'affaire, m'a raconté, quelque temps après, que Bolivar était si troublé, qu'en fuyant, il choqua, de son cheval le mulet du colonel qu'il précipita au bas de la montagne, sans ralentir un instant sa fuite. Il traversa ainsi, au grand galop, le village d'Ocumare. Arrivé en lieu de sûreté, à la baie du même nom, à deux lieues de distance du village, il sauta de dessus son cheval, se jeta dans un esquif, et fut amené à bord du vaisseau de guerre, *la Diane,* d'où il était descendu, trois heures auparavant.

J'avais rencontré sur la route un capitaine de vaisseau français, M. Duclerc, qui se rendait d'Ocumare à Saint-Thomas. Il me fit le plus gracieux accueil, m'offrant de me prendre gratuitement sur son bord. En faisant route, le capitaine et moi nous fûmes fort sur-

pris de voir l'escadre entière de Morales côtoyant Bonnaire, tout proche de la baie d'Ocumare; j'appris en cet endroit des particularités que je dois rapporter.

Quand Bolivar abandonna sa position des environs d'Ocumare, il fut saisi d'une si grande terreur panique, et sa fuite fut tellement rapide, que de six aides-de-camp qu'il avait, un seul parvint à le suivre. Cet aide-de-camp était le lieutenant-colonel Perez, qui monta avec lui à bord de *la Diane*. A peu de distance de la baie, à l'opposite du petit fort de défense, se trouvait une maison de ferme, sous l'avant-toit de laquelle reposait, étendu sur un matelas, le major Picard, qui avait été blessé et désarmé, dans une surprise d'avant-garde de cavalerie, près de Carupano, que j'ai mentionnée au chapitre précédent. Incapable de se mouvoir, le major avait été mis sur un cheval et transporté hors du lieu de l'action, soutenu par l'espérance de trouver quelque part du soulagement à ses souffrances. Lorsqu'il aperçut Bolivar fuyant à toute bride, Perez appela le général, il le supplia, il le conjura d'ordonner, pour l'amour de Dieu, qu'il

fut transporté à *la Diane*. Le chef suprême n'eut point l'oreille frappée de la prière de cet officier, ou n'y voulut point entendre, et il passa outre. Un autre officier français, aide-de-camp de Bolivar, le capitaine Demarquet, étant arrivé à la baie d'Ocumare, quelques minutes après l'embarquement, pressait le pilote de ramener un peu le vaisseau, pour qu'il montât à bord, Bolivar ordonna alors au pilote d'obtempérer à cette demande; mais, au bout de quelques minutes, le dictateur, ayant changé d'avis, ordonna au capitaine du vaisseau, M. Debouille, de mettre à la voile sur-le-champ. Le vaisseau cingla alors vers les côtes de Buenos-Ayres, où l'on débarqua, dans l'après-midi du dixième jour de juillet. Depuis 1812, c'était la cinquième fois que Bolivar abandonnait son armée.

Lorsque Brion, après avoir quitté Curaçao, arriva à Buenos-Ayres, quel fut son étonnement de trouver dans ces parages l'escadre de Bolivar! Il s'empressa de monter sur le vaisseau amiral où le général était resté au lit, toute la journée. Il lui reprocha sans ménagement sa désertion; il lui reprocha avec

amertume d'avoir employé l'escadre à protéger la fuite d'un seul homme, et de n'avoir rien fait pour ses compagnons d'armes qu'il abandonnait, privés de tout secours, à la fureur de l'ennemi.

Après que la première vivacité de son indignation fut un peu calmée, l'amiral exhorta Bolivar à faire face aux événemens. Il lui représenta avec tant de chaleur la situation des affaires, la nécessité de son retour sur les côtes de Cumana et Barcelona, qu'il le tira de sa stupeur et lui inspira le désir de réparer ses pertes. Bolivar se mit alors en devoir de gagner les côtes de Cumana sur le même vaisseau, *la Diane,* tandis que Brion, avec le reste de l'escadre, se rendait à Margarita, afin de la faire radouber.

Dès que Bolivar reparut dans les parages d'Ocumare, où se trouvaient Piar et Marinno, il eut à essuyer de leur part, au sujet de sa nouvelle désertion, les plus outrageantes expressions de colère et de mépris. Piar le menaça de le traduire devant une cour martiale et de le faire passer par les armes pour avoir compromis la sûreté des troupes par sa

lâcheté. Bolivar, profondément offensé, sentit néanmoins qu'il devait songer à la retraite; il prit le large sans délai, mais son orgueil blessé d'une menace d'accusation, ne la pardonna jamais. Nous apprendrons par les événemens ultérieurs que Piar fut mis en jugement, condamné à mort, et la sentence exécutée.

La scène que nous venons de rapporter, plongea Bolivar dans un accablement voisin du désespoir. Il craignait de n'être pas mieux reçu par les autres officiers de l'armée qu'il ne l'avait été par Piar et Marinno. Plus il réfléchissait à sa situation présente, plus il trouvait difficile de raviver la confiance des troupes et de ressaisir l'autorité suprême. Il tomba bientôt dans un si grand découragement qu'il donna l'ordre à Debouille de retourner, sans retard aux Cayes, dans l'île d'Haïti, d'où le général en chef était parti, quelques mois avant la ruine entière de ses projets. La réception que lui fit le président d'Haïti, Alexandre Petion, ne fut point assez flatteuse pour qu'il dût rien espérer de son appui.

Telle fut l'issue d'une entreprise que le gé-

néral Bolivar mettait au nombre des plus hautes conceptions politiques et militaires, lorsqu'il partait des Cayes pour renverser tous les obstacles et consommer la ruine de ses ennemis; entreprise, toutefois, qui, dans l'espace de quelques mois, entraîna des frais immenses sans amener d'autre résultat que l'anéantissement de ses desseins; et si l'on cherche à qui l'on peut attribuer ces revers désastreux, on verra que c'est à lui seul. Ainsi, après cette investigation consciencieuse, on sera fondé à reprocher au chef suprême ses fausses mesures dans les momens critiques, l'impuissance de son génie contre les soulèvemens populaires, une ambition démesurée qui supposait des vues profondes et un courage inébranlable; son élévation gigantesque qui demandait les talens et l'expérience du capitaine et de l'homme d'état. Nous demande-t-on quelques faits? rappelons-nous le combat naval du 2 mai où Bolivar perdit l'estime et la confiance de tous les combattans. Pourquoi? parce qu'il y manqua de courage. Il n'eut pas toujours, dit-on, le pouvoir de prévenir ou de réprimer de graves désordres. Il

l'eût eu ce pouvoir si nécessaire pour l'accomplissement de vastes desseins, s'il ne se fût pas abandonné avec une faiblesse sans exemple aux conseils perfides de ses flatteurs; il aurait fait le bien, s'il eût eu assez de fermeté, de constance et de suite dans ses actions pour établir l'ordre, l'instruction et la discipline parmi ces bandes d'hommes, qui se croyaient propres à tout sans rien savoir; qui, étrangers aux plus simples notions de l'art de la guerre, se donnaient les noms de généraux, de colonels, d'officiers de tous les grades. Quelle fatale obstination que de s'être constamment opposé à l'organisation de légions étrangères! ces légions auraient donné à l'armée les exemples de subordination et de dévouement dont elles avaient besoin; elles y auraient fait renaître l'amour de la gloire. Et, quand on ne saurait douter que cette obstination ne procédait que de la crainte et de l'envie, on n'est guère disposé à croire au grand homme.

La relation que j'ai donnée jusqu'à présent des actions du général Bolivar pourra paraître invraisemblable, partiale, exagérée; elle n'en est

pas moins très véridique. Une foule de témoins ont vu ce que j'ai dit et ce que j'ai vu moi-même : c'est une vérité incontestable à Buenos Ayres, aux Cayes, à Jacquemel, à Port-au-Prince. Les papiers publics de la Havanne, des mois de juillet, août et septembre 1816, ont rendu compte des événemens d'Ocumare ; que l'on compare ma narration avec ces documens publics, et l'on verra s'ils diffèrent entre eux. Mais, si le chef suprême ne sut pas profiter des secours que lui accorda généreusement le président Petion, il est juste de dire du moins qu'il tint fidèlement la promesse qu'il lui avait faite d'affranchir les esclaves. Les proclamations de Bolivar à Margarita, à Carupano et à Ocumare, renferment des passages qui prouvent qu'il ordonna leur affranchissement; il donna l'exemple lui-même en mettant en liberté ses esclaves de San Mateo : c'est un fait qui l'honore.

Lorsque Bolivar eut pris la fuite aux environs d'Ocumare, et que tous les vaisseaux eurent mis à la voile, Mac Gregor rassembla les divers détachemens des troupes du général et dirigea leur retraite. Les gazettes

d'Europe ont fait grand bruit de cette marche, qui ne fut accompagnée d'aucune circonstance remarquable. D'après ces feuilles, c'est l'action la plus héroïque de Mac Gregor; on la compare tout simplement à la retraite de Xénophon et à celle de Moreau. Le fait est qu'il ne restait à Mac Gregor qu'à périr ou à marcher en avant, à la tête de ces malheureux soldats succombant de fatigue, jusqu'à ce qu'il eût pu les réunir aux troupes de Piar, postées à peu de distance de Barcelona. Il eut le bonheur d'opérer cette jonction, mais voilà tout.



CHAPITRE XVII.

Causes du retour du général Bolivar sur le Continent. — Son arrivée à Barcelona. — Siége et occupation de Barcelona par les Espagnols. — Conduite du général Bolivar à Barcelona. (1816, 1817.)

Cependant, le général en chef avait repris un peu d'assurance dans sa retraite de Port-au-Prince; il y passait des jours agréables et tranquilles. L'amiral Brion lui avait promis qu'il persuaderait les officiers restés à Venezuela de l'importance de son rappel. C'est à Brion que Bolivar fut redevable de l'équipement de la flotte qui partit des Cayes pour affranchir la Colombie. Nous avons vu quel

fut le résultat de cette expédition. Mais bien que la haute opinion qu'il s'était faite des talens du chef suprême fût alors singulièrement diminuée, son amitié pour lui n'avait point souffert de ses revers. Combien de fois ne m'a-t-il pas dit, après qu'il eut cessé de voir le libérateur à travers le prisme trompeur de la gloire, qu'il ne connaissait encore aucun chef colombien plus capable que Bolivar de se donner de l'autorité sur l'esprit de la population, et j'avoue que, après avoir examiné ensemble, homme par homme, le personnel des officiers de l'armée, je m'aperçus que Bolivar, avec tous ses défauts, était encore supérieur à tous ses compétiteurs.

Ainsi convaincu que la délivrance de la Colombie ne pouvait s'opérer que par le chef suprême, Brion, après deux mois de pourparlers avec les chefs influens, parvint à former, en faveur du général, une majorité imposante. Les chefs principaux de cette majorité étaient Via, Arismendy, Paez, Zarasa, Sedenno, Bermudes, Roxas et Monagas. Tous devaient reconnaître Bolivar pour leur général en chef, à condition qu'il assemble-

rait un congrès, que son autorité serait toute militaire, et qu'il ne s'immiscerait, sous aucun prétexte, dans l'administration civile. Bolivar, après avoir adhéré à cette espèce de traité, fit ses préparatifs d'embarquement sur *la Diane.* Avant son départ, il communiqua les dépêches de son rappel au président Petion, dont il obtint de nouveau des secours de toute espèce.

Bolivar mit à la voile, le 26 décembre 1816, au port Jacquemel, sur *la Diane.* Il était accompagné de trois de ses aides-de-camp, Perez, Chamberlain et Palacios, son neveu; des deux frères Pineres, et de plusieurs de ses gens qui voulaient rentrer dans leur patrie. Il arriva, le 31, à Barcelona. Les armes et les munitions de toute sorte qu'il devait à la bienveillance du président Petion y furent débarquées, à la grande satisfaction des patriotes qui manquaient de beaucoup de choses.

A peine arrivé à Barcelona, il convoqua un nouveau congrès, proclama un gouvernement provisoire dont il se déclara le président, sous le titre de chef suprême de la république de Venezuela.

Arismendy partit, le 2 janvier 1817, avec deux cents hommes, pour rejoindre Bolivar. C'est le même général qui avait accablé de ses reproches les deux dictateurs, à leur départ de Cumana. Dans le temps où s'agitait la question du rappel de Bolivar, l'amiral Brion, qui n'était pas en parfaite intelligence avec le gouverneur de Margarita, ne pouvait guère espérer de le mettre dans les intérêts du général en chef. Pour gagner Arismendy et le ramener ouvertement à la cause de Bolivar, il eut recours à l'entremise de Villaret, major-général de la flotte, qui avait toute sa confiance. Villaret parvint, en effet, à présenter et à faire goûter à Arismendy la mesure du rappel du libérateur. En apprenant l'heureux succès de cette démarche, Bolivar fut saisi de la joie la plus vive; il sentait que le pouvoir lui revenait. Aussi, dès le 4 janvier, le chef suprême fit proclamer, avec la loi martiale, la réunion des trois pouvoirs en sa personne.

Bolivar n'était pas aimé dans Barcelona; mais, fort de l'ascendant que lui donnait son autorité rajeunie, il fit prendre les armes à

un certain nombre d'habitans, il en forma un petit corps de troupes qui se grossit d'autant d'esclaves qu'on en put rassembler. Le 5 janvier, ces soldats marchèrent aux postes d'observation des Espagnols, près de Clarins. Le 9, Bolivar, à la tête d'environ trois cents hommes armés, suivis d'une pièce de canon, ordonna l'attaque. Les Espagnols étaient commandés par le colonel Ximenes, au nombre d'environ cinq cents hommes d'une bravoure éprouvée. Ce fut le général Arismendy qui commanda dans cet engagement, Bolivar étant resté sur les derrières. Arismendy soutint un combat de quatre heures; à la fin, sa petite troupe, prise à la fois en queue et en flanc, fut forcée de battre en retraite avec perte de son canon, du bagage, etc. Le général Bolivar n'eut pas plutôt appris que ses troupes étaient tombées dans une embuscade et se mettaient en déroute, que, sans penser à marcher en avant pour les rallier et dégager Arismendy, il tourna bride et se sauva, entraînant à sa suite plusieurs officiers jusqu'à Barcelona, où il se tint en sûreté. Des papiers et les plans d'opération, dont étaient

porteurs les officiers patriotes, tombèrent dans les mains du vainqueur.

Quand le bruit de la victoire remportée sur les troupes de Bolivar se répandit dans Caracas, les Espagnols se cotisèrent et réunirent une somme de mille écus en argent qu'ils partagèrent entre les officiers qui, n'ayant point de commission, étaient entrés, en qualité de volontaires, dans le corps du colonel Ximenes. Le gouvernement leur donna des brevets à tous. Nous ne saurions citer un seul exemple d'encouragement de cette espèce du côté des patriotes.

Ainsi, abandonnés par leur général en chef, les Indépendans s'enfuirent en désordre du côté de Texas, vivement poursuivis par Ximenes. La plupart des trois cents hommes qu'Arismendy avait menés au combat, mirent bas les armes et se rendirent. Le pardon fut offert aux fuyards, à condition qu'ils entreraient au service d'Espagne; on fusilla les prisonniers pris les armes à la main.

Cette victoire rétablit les communications entre Ximenes et Morales; celui-ci en profita aussitôt : il rassembla des forces considé-

rables, marcha contre le misérable corps de troupes que commandait Zarasa, et le dispersa. Ces deux succès remirent les Espagnols en possession de toute la province de Barcelona, à l'exception de la capitale.

Pendant ce temps-là, San Yago Marinno tenait à part la campagne dans la province de Cumana, son pays natal. Il en assiégea la capitale. Dans une attaque qu'il fit sur cette place, il fut repoussé par le général Pardo qui y commandait, jusque dans son camp retranché des savannes de Cantaroc.

Toutefois, le général Bolivar s'employait à des préparatifs de défense. Il ordonna de construire promptement à Barcelona un vaste bâtiment, isolé de tout autre, pour servir d'hôpital militaire. Ce bâtiment fut appelé *la Charité*. Divers corsaires se présentèrent à Barcelona avec leurs officiers d'équipage, des armes et des munitions de toute espèce. Ils furent bien reçus. Ce puissant secours était encore dû à la sollicitude empressée et à l'activité prodigieuse de l'amiral Brion. Six canons de gros calibre furent transportés du vaisseau amené au port, dans le bâtiment de

la Charité, où on les mit en batterie, et où les soldats et les nouvelles recrues furent aussitôt casernés. La garnison se composa alors de près de mille hommes, au nombre desquels on doit compter quatre cent cinquante étrangers, pris dans l'équipage des corsaires.

Sur l'avis reçu par le général Pascal Real, commandant en chef de l'armée espagnole d'Orient, que Bolivar se mettait à couvert dans le bâtiment de la Charité, il résolut d'attaquer sur-le-champ Barcelona avec les forces réunies de Bause, Ximenes et du général François Thomas Morales. Bolivar se mit d'abord en devoir de défendre les approches du port; mais, après cette démonstration, il rentra dans la Charité. A partir du 10 février, l'armée ennemie manœuvra secrètement pour s'établir autour de la ville qui se trouva investie. Cependant, une grande faute accompagna ce mouvement du général espagnol : il laissa la route de Cumana entièrement dégarnie. Cette faute n'échappa point à Bolivar qui pria instamment Marinno de la faire tourner à leur avantage. En effet, Marinno alla par la route abandonnée, surpren-

dre Real qu'il força à la retraite, et, le 11 février, il entrait dans Barcelona. Le 14, un fort détachement de l'armée patriote se dirigea vers Saint Bernard. Il attaqua un corps de troupes espagnoles retranchées dans un couvent; mais, ayant été repoussé, il revint, la nuit, à Barcelona.

La flotte espagnole manœuvra enfin pour forcer l'entrée du port. Le 18 février, dix-sept vaisseaux de guerre dont se composait l'escadre, indépendamment des chaloupes armées, avancèrent vers le port. Ils lâchèrent une bordée aux vaisseaux des corsaires, et aux chaloupes en mer chargées d'empêcher la descente. Le combat devint terrible; l'escadre espagnole essuya une grande perte; elle ne put se sauver d'une entière destruction qu'en prenant le large. Les capitaines et les soldats, vainqueurs dans le combat, étaient des Français et des Américains du nord, engagés au service de la république.

Du côté de la terre, le général Real, après avoir réuni les débris de son armée, reçut des renforts qui le mirent en état de reprendre la campagne. Il se remit alors en marche

dans le dessein d'attaquer, une seconde fois, Barcelona. Il avança jusqu'à Tuacal, située à deux milles environ de cette place, et s'y retrancha.

Le 23 février, le corsaire *la Diane*, capitaine Thomas Debouille, se mit en mer et donna la chasse à un bâtiment royal qui surveillait près du port ce qui se passait dans l'escadre des patriotes. Debouille mit le feu au bâtiment d'observation, à la vue de tous les vaisseaux de l'ennemi. *La Diane* ne perdit dans l'action qu'une de ses voiles qui fut à moitié brûlée. Elle continua ensuite sa course pour se rendre à Margarita.

A l'approche de la nuit du 28 février, les Espagnols abandonnèrent leur camp, sans avoir osé tenter une attaque contre Barcelona, et se retirèrent aux environs de Caracas.

Le 4 mars, trois cents hommes d'infanterie descendirent des chaloupes de la république commandées par le capitaine Antonio Dias qui les conduisit à l'attaque d'une batterie placée au sommet d'une montagne appelée Moro, à peu de distance de Barcelona. L'opi-

niâtreté des assaillans se soutint inébranlable contre le feu de cette batterie, dont ils eurent beaucoup à souffrir. L'approche en était dangereuse; elle était protégée par dix-huit vaisseaux de la marine espagnole. Deux chaloupes des patriotes commencèrent à canonner la batterie, qui fut vivement attaquée sous le commandement du colonel indien Annario, par les soldats des huit autres chaloupes, descendus sur la rive, et qui, sous un feu roulant de mousqueterie, parvinrent au sommet des collines raboteuses et escarpées. L'audace de ces soldats fut couronnée du plus brillant succès; les Espagnols, saisis de frayeur, n'eurent que le temps d'abandonner leur batterie et les bords de la mer. Ce qu'il y eut de remarquable, c'est que les assaillans, conduits par Annario, ne perdirent que peu de monde dans cette attaque désespérée, tandis que les Espagnols jonchèrent de leurs morts le champ de bataille.

Le commandant en chef, Morillo, avait dans le courant de mars, fixé son quartier-général à Maracay. Ce fut là qu'il apprit la

fâcheuse issue du combat livré aux environs de Barcelona. A la nouvelle de la défaite de ses troupes, il entra dans une fureur qui approchait de la rage, et ordonna aussitôt l'arrestation du général Real et sa détention au fort de Colorados, à Laguaira. Le brigadier-général Morales, les colonels Urdaneta et Guerro, et le capitaine Alexo furent aussi arrêtés. On les conduisit à Porto Cabello, chargés du reproche d'avoir, par leur lâcheté, cédé la victoire aux ennemis. Tel était l'esprit capricieux et tyrannique de Morillo, que ce général ne daigna pas particulariser les fautes de ces officiers, et ne jugea pas nécessaire de fixer la durée de leur détention.

Enflés d'orgueil par le succès inespéré de leurs armes, Bolivar et Marinno passaient dans les fêtes le temps qu'ils auraient dû employer à joindre leurs forces pour marcher contre Cumana, éclairer la côte et les plaines, et chasser les Espagnols de la province de Barcelona. Peut-être ils auraient agi autrement, s'ils eussent été d'accord sur un même plan de campagne; mais Bolivar, conseillé par la jalousie qu'entretenait dans son esprit, toujours secrè-

tement inquiet, le grand crédit de Marinno parmi les habitans du territoire de Barcelona, refusait de concourir, avec lui, au siége de Cumana, insistant sur la nécessité d'agir contre Caracas où il savait que Marinno n'aurait aucune influence. Celui-ci, au contraire, s'était prononcé pour le siége de Cumana. Les mêmes causes de division entre ces deux chefs eurent alors les mêmes effets qu'en 1813. Marinno qui aspirait pour la seconde fois à l'indépendance, finit par donner à ses troupes l'ordre d'évacuer Barcelona. Néanmoins, ayant appris que les Espagnols commandés par le colonel Aldama étaient en marche pour revenir à l'attaque de cette ville, il campa tout près, en face de l'édifice où s'était retranché Bolivar.

Ainsi, Marinno ne craignit pas d'abandonner de nouveau son général en chef qui eut encore la faiblesse de tolérer cette défection. Ce fut en vain que Bolivar envoya des officiers à Marinno pour lui représenter, dans les termes les plus forts, et les avantages qui résulteraient de la jonction de leurs forces et les dangers imminens qu'entraînerait

leur séparation. Marinno se montra inflexible.

Morillo avait nommé, en remplacement du général Real, le colonel Juan d'Almada au commandement de la première division de l'armée d'orient. C'était cette division qui retournait à la charge contre Barcelona.

Elle s'était mise en mouvement, le 2 avril, aux environs de Picutu; le 6, elle entra dans cette ville, et les patriotes gagnèrent les retranchemens de la maison de charité. Bolivar, instruit de l'approche des ennemis, quitta secrètement son poste, dans la nuit du 5 au 6 avril; il fut accompagné d'un petit nombre d'officiers et d'un bon guide; tous bien montés. Il avait dit en partant au colonel Pedro Muria Freites, auquel il confiait le commandement de ce poste, pendant son absence, qu'il allait recruter des régimens, et qu'il ne tarderait pas à revenir avec une nombreuse et puissante armée. Après avoir ainsi masqué sa véritable intention, il courut se mettre en sûreté dans les plaines de Cumana.

Le 6 avril, le commandant espagnol offrit des conditions honorables au colonel Freites, et le somma de se rendre. Plein de confiance

dans la promesse que Bolivar avait faite d'amener de prompts secours, le colonel répondit par un refus. Les Espagnols s'élancèrent alors sur les retranchemens des patriotes qu'ils emportèrent après une vigoureuse résistance. Ils firent main-basse sur les vaincus. Le colonel Freites et l'intendant Francisco Esteban Ribas n'échappèrent à cette boucherie que pour être conduits, chargés de chaînes, à Caracas, où ils furent fusillés.

Cependant, le bruit des avantages remportés d'abord sur les Espagnols par les patriotes avait mis en mouvement la population de la Nouvelle-Grenade. Il s'était formé, dans les provinces d'Antiochia et Choco, des compagnies nombreuses de guerillas, qui firent essuyer de grandes pertes aux Espagnols. Les provinces de Quito et Popayan arborèrent le drapeau de l'insurrection et chassèrent les Espagnols de leur territoire. Enfin les colonnes des guerillas devinrent si formidables et si multipliées qu'elles coupèrent les communications de Bogota, Carthagena et Santa Martha.

CHAPITRE XVIII.

Conquête de la Guayana par le général Piar et l'amiral Brion. — Fuite du général Piar. — Bolivar et Marinno. — Anecdotes. (1817.)

Le général Piar ayant appris, en décembre 1816, que le colonel Miguel de La Torre, gouvernait seul la Guayana, résolut d'envahir cette fertile province. Il avait une si mince idée du courage et de la capacité militaire de cet officier, qu'il regardait la Guayana comme une conquête facile. Cette résolution de Piar lui avait été inspirée par un plan militaire du colonel Bidot, lequel avait été expédié à Bolivar, lorsqu'il était aux Cayes.

Bidot établissait dans ce plan que pour conquérir Venuezela, il fallait commencer par soumettre la Guayana, riche province, abondante en ressources de toute espèce, qui n'avait point été foulée par la guerre, et dont un grand nombre d'habitans, ennemis secrets des Espagnols, se déclareraient pour l'indépendance, aussitôt que le général Bolivar se montrerait dans le pays, ne fût-ce qu'à la tête de mille soldats. Il ajoutait, en outre, que la fausse sécurité du général en chef espagnol Morillo, avait été cause qu'on n'y avait laissé qu'un nombre de soldats insuffisant pour la défendre contre une première attaque. Le colonel regardait le succès de l'entreprise comme assuré, si Bolivar était chargé du commandement. Dès que Bolivar eut pris connaissance de ce projet, il le communiqua à la plupart d'entre nous. Ce projet nous parut à tous très praticable, et éminemment propre à produire les plus importans résultats, mais Piar fut celui qui insista le plus sur les avantages qu'il présentait. Cependant, Bolivar décida que la conquête de la Guayana n'aurait lieu qu'après celle de Caracas. Mal-

gré cette décision du chef suprême, Piar qui avait été vivement frappé des grands avantages que présentait le plan exposé par Bidot, jugea qu'il était temps de le mettre à exécution. Il en conféra avec le général Sedenno, et lui proposa de réunir leurs forces. Sedenno, officier actif, entreprenant, intrépide, accueillit cette proposition avec chaleur, et bientòt ces deux chefs, à la tête de deux mille hommes, entrèrent dans la magnifique province de la Guayana, le 10 mars 1817.

Dès que le général Miguel de La Torre, gouverneur de la province, fut instruit de cette irruption soudaine, il sortit de Saint-Thomas d'Angostura, à la tête de deux mille hommes, tant infanterie que cavalerie. Arrivé à quatre-vingt-dix milles de San Felix, il y trouva Piar et Sedenno, avec leurs troupes en ordre de bataille.

Ce fut le lieutenant-colonel Zerutti, commandant en second sous La Torre, qui engagea l'action; car, si j'en crois des témoins oculaires, le général de La Torre tremblant de peur sur son cheval, à une bonne distance des combattans, était incapable de donner des ordres.

Sa frayeur se manifesta par des mouvemens convulsifs si extraordinaires, qu'elle excita le rire de quelques-uns des officiers qui purent voir leur général dans ce singulier état. Cependant, les Espagnols, animés par l'exemple de leur brave commandant Zerutti, se battaient avec la plus grande valeur; de leur côté, les Indépendans combattaient avec un acharnement extraordinaire. Au plus fort de l'action, La Torre, cédant à sa frayeur, prit ouvertement la fuite, accompagné d'un petit nombre de ses officiers, et d'environ quarante soldats. Le terme de leur course fut la forteresse d'Angostura, où leur arrivée fut pour la garnison une première annonce de la perte de la bataille.

Des deux mille hommes qui avaient disputé la victoire aux troupes de Piar et Sedenno, il ne s'en échappa qu'une centaine; les autres furent pris ou tués. On fusilla les prisonniers. Au nombre de ceux-ci, le brave colonel Zerutti subit le sort commun. C'est à lui qu'avait été confié le commandement d'Angostura, et il le méritait comme un des officiers les plus distingués dans les troupes d'Espagne.

La bataille de San Felix décida du destin d'Angostura et de la Guayna; elle ouvrit les chemins à Piar et à Sedenno, qui s'approchèrent de la capitale, à une demi-portée de canon, du côté des vallées. Les patriotes, qui n'avaient pas une pièce d'artillerie, élevèrent des retranchemens où ils se mirent à couvert contre le canon de la forteresse.

Piar voulut prendre le fort par surprise, mais la vigilance et la bravoure du gouverneur Fitz-Gerald firent échouer toutes ses tentatives. Il convertit alors le siége en blocus.

Angostura est une petite ville; les rues en sont sales, les maisons assez petites et mal bâties. Les approches en sont défendues par la rivière d'Orinoco, par un bas fond bordé de ses eaux, et par une montagne au pied de laquelle s'étendent de belles vallées sous l'immense horizon qu'on découvre de son sommet. Angostura était médiocrement fortifié, et l'on n'y comptait pas plus de cent maisons. Le blocus fut si rigoureux qu'il était aussi impossible d'entrer au fort que d'en sortir. Un grand nombre des habitans d'Angostura

et des soldats de la garnison furent réduits à se laisser mourir d'inanition. On fit embarquer plus de quinze cents femmes et enfans pour les soustraire au même sort; mais il ne fut permis à aucun homme de les suivre. Fitz-Gerald, au sein de ces horreurs, resta ferme à son poste.

Cependant, l'amiral Brion, à la tête de son escadre, vint mouiller à l'embouchure de l'Orinoco. Il contribua puissamment à la conquête de la province envahie, en ouvrant le passage fermé par le fleuve et gardé par une nombreuse flottille espagnole. Le capitaine Debouille, qui avait acquis tant de gloire devant Barcelona, força ce passage, sous le feu épouvantable de l'escadre ennemie, brûla ou coula à fond trente vaisseaux ennemis et en prit huit autres.

Après la destruction de son escadre, le gouverneur Fitz-Gerald ne s'occupa plus que de dérober à la vengeance des vainqueurs le reste de la garnison. Il fit monter le petit nombre de soldats qui lui restaient sur plusieurs vaisseaux, et s'éloigna d'Angostura, à la faveur de la nuit. Il arriva sans obstacle à l'île

de Grenade. Le 18 juillet 1817, il entra dans Argos.

Le même jour, le général Piar faisait son entrée dans Angostura. Il y trouva beaucoup de morts et un grand nombre de personnes malades, faute de nourriture; ses troupes elles-mêmes furent émues à l'aspect horrible qu'offrait cette malheureuse cité.

La ville de la Vieille Guayana fut évacuée, le 30 août, et toute la province fut réunie à Venezuela. Dans les deux villes, les Espagnols trouvèrent une grande quantité de marchandises et de munitions de guerre, et plus de mille prisonniers parmi lesquels on comptait l'évêque, son clergé, et beaucoup d'officiers et de personnes de distinction, qui tous furent traités avec égard.

Cette brillante conquête fut effectuée, à l'insu du général Bolivar. On en fut entièrement redevable au courage et aux talens de deux étrangers, Brion et Piar. Les avantages qu'elle procura à la république furent considérables, et cependant quelle fut la récompense de ces deux généraux? Le premier mourut à Curaçao, pauvre et le cœur brisé de

douleur; le second fut fusillé par ordre du chef suprême.

Cependant, Bolivar avait perdu beaucoup de son influence depuis qu'il s'était enfui du champ de bataille d'Ocumare, et il n'avait pas fallu moins que tout le crédit dont jouissait Brion pour le faire revenir sur le continent. Le général Piar se montra fort opposé à ce rappel, et quand Bolivar eut repris son ancien titre de chef suprême, et eut proclamé la loi martiale, il ne se montra pas moins empressé à se répandre en discours injurieux contre lui. Après sa fuite de Barcelona, Bolivar se tenait si retiré dans les plaines que personne ne savait au juste ce qu'il était devenu. Le plus grand nombre des chefs patriotes partageaient secrètement les sentimens de Piar, et voyaient à regret au timon des affaires un homme qui, pour concentrer tous les pouvoirs dans sa personne, retardait par tous les moyens imaginables la convocation d'un congrès [1]. Ses amis les plus dévoués, Francisco

[1] Nous sommes loin de révoquer en doute la bonne foi de l'auteur quand il affirme, dans plusieurs endroits de son intéressant ouvrage, que Bolivar était opposé à toute con-

Antonio Zea et Jose Brion lui avaient représenté plusieurs fois la nécessité d'une telle mesure, mais inutilement; Bolivar s'était montré constamment sourd à leurs instances. On voit par là que le chef suprême se piquait peu de tenir ses promesses. Toutefois, ces deux personnages réunis à plusieurs membres de l'ancien congrès pensèrent qu'en l'absence de Bolivar ils pouvaient recourir à ce moyen

vocation de congrès. Mais pourquoi lui faire un crime de cette disposition qui n'était probablement que le résultat de ses constantes méditations sur le choix des mesures qui devaient produire la réunion de toutes les forces colombiennes, éparpillées sur une immense étendue de territoire? La concentration du pouvoir, dans un seul homme, pouvait être sa pensée dominante, il est vrai, mais comme moyen unique d'écraser plus promptement ses ennemis et d'affranchir irrévocablement la patrie. Toutefois, si nous avons cru devoir laver Bolivar d'une accusation sans portée, peut-être, nous ne balançons pas à déclarer de même en faveur de l'auteur, que si ses opinions diffèrent quelquefois des nôtres, nous n'en rendons pas moins justice à la pureté de ses intentions. Un vieux soldat qui a arrosé de son sang le sol de pays libres, dans les deux hémisphères, est aussi incapable de blesser la vérité que de manquer à l'honneur. Le succès immense qu'a obtenu son livre, justifie suffisamment notre assertion sur ce point important.

(N. d. T.)

qui, d'après leurs opinions personnelles, pouvait avoir la plus favorable influence sur les affaires de la république. Brion, Zea, Marinno et Arismendy étant tombés d'accord sur l'opportunité du moment, on convoqua le 8 de mai 1817, dans l'église cathédrale, une junte composée des habitans les plus respectables de Venezuela. L'assemblée fut très nombreuse. L'amiral Louis Brion, l'intendant Zea, Jose Cortes Madariaga, plus connu sous le nom du chanoine du Chili, adressèrent à l'assemblée des discours dans lesquels ils appuyaient sur la nécessité pressante d'établir un congrès. Cette nécessité était sentie par tous les membres de l'assemblée; aussi les paroles de ces membres furent-elles accueillies avec des démonstrations non équivoques de satisfaction. Le congrès fut donc rétabli, et les citoyens Francisco Xavier Maiz, Francisco Alcala, Diego Valenilla, Diego Alcala, Manuel Raba, Franc. de Paula Navas, D. B. Urbaneja et Man. Maneyn, furent proclamés membres de ce congrès. Cette élection n'était que provisoire, afin de donner le temps de convoquer tous les membres du premier congrès,

et ce corps devait être légalement constitué par les élections régulières du peuple.

Le pouvoir exécutif fut confié à Simon Bolivar, à Francisco del Toro, et à Franc. Xavier Maiz. A ceux qui seraient surpris de voir le nom de Bolivar figurer dans cette élection, nous dirons qu'il était à craindre qu'en l'écartant violemment du pouvoir il ne s'opposât à tous les actes de l'assemblée. Cette manifestation non équivoque des sentimens de la portion éclairée de la nation contre le despotisme militaire d'un seul ne fut pas cependant suivie d'une amélioration sensible dans l'ordre politique, car les opérations militaires exigeaient à chaque instant un changement de lieu, et dans ces mouvemens multipliés, le congrès sentit qu'il lui serait impossible de s'oçcuper avec succès de l'accomplissement de sa tâche. Après quelques mois d'efforts infructueux, il fut obligé de se dissoudre et de laisser les trois pouvoirs entre les mains du général Bolivar.

Aussitôt que Bolivar, retiré dans les plaines de Cumana, eut appris ce qui se passait, il entra dans une violente colère, et non seule-

ment il annula les actes du congrès, mais il en persécuta les membres les plus influens, particulièrement le chanoine du Chili, contre lequel sa haine paraissait très impatiente de s'assouvir. Brion et Zea, qui connaissaient parfaitement son humeur vindicative, s'empressèrent alors de l'apaiser, en lui assurant qu'ils avaient tous été persuadés qu'il avait été tué, et que dans cette idée il avait été de toute nécessité de convoquer un congrès qui pût s'occuper de l'institution d'un gouvernement. Bolivar parut se rendre à leurs raisons; mais, dès ce moment-là, il leur montra à l'un et à l'autre bien moins de confiance qu'auparavant. Il n'était pas mieux disposé en faveur de Marinno, qui plus tard fut impliqué dans le procès du général Piar, et qui aurait infailliblement perdu la vie, s'il ne s'était soustrait à propos par la fuite au sort qui le menaçait.

Le général Paez, à la tête de deux mille Llaneros, défit les Espagnols dans deux affaires brillantes, l'une à Guayabal, où le général Calzada avait réuni trois mille hommes, et l'autre à Calabozo, où Morillo commandait

en personne. Celui-ci, dont l'armée s'élevait à deux mille cinq cents hommes, vit ce nombre réduit à trois cents après la bataille. Il se retira alors en toute hâte sur Valencia. Ces deux victoires du général Paez, dans lesquelles il tua, blessa, prit et dispersa environ six mille hommes des meilleures troupes de Morillo, le rendirent l'effroi des Espagnols. Dans leur découragement, ceux-ci demandèrent à évacuer Caracas et Laguaira, pour se retirer ensuite dans la forte place de Porto Cabello. Cependant, dans ces conjonctures, Morillo reçut la nouvelle que trente bâtimens de transport lui apportaient trois mille hommes et une grande quantité d'armes et de munitions. Il vint alors lui-même, au commencement de juin, à Cumana, où ces bâtimens étaient arrivés; et après quelques jours de repos, ayant renforcé son armée de ce secours de troupes fraîches, il marcha contre Marinno, qui n'avait pas bougé de Cariaco. Il l'attaqua et le mit en déroute; puis, s'étant emparé de Cumanacoa et de Carupano, il y laissa des garnisons et revint à Cumana.

Au lieu de se préparer à marcher contre Paez, Morillo s'embarqua à bord des bâtimens de transport avec les quatre mille hommes environ, arrivés récemment d'Espagne, sous l'escorte de divers bâtimens armés.

Cette nouvelle expédition était dirigée contre la Margarita. En passant près de l'île de Coche, le général espagnol fit monter à son bord les troupes qui s'y trouvaient réunies sous les ordres du colonel Aldama.

En voyant ainsi Morillo concentrer autour de lui toutes les forces espagnoles en disponibilité, on pouvait supposer qu'il se préparait à une entreprise dont l'exécution présentait plus d'un obstacle. En effet, Morillo ne pouvait oublier la perte de trois mille hommes qu'il avait faite, en 1815, lors de sa première arrivée en Amérique. Il avait cru, à cette époque, que ce serait chose facile que de réduire la petite île de la Margarita. Arismendy, homme de tête et de cœur tout à la fois, profitant des avantages naturels que lui offraient des collines buissonneuses pour une guerre défensive, lui fit essuyer échec sur échec, et le força enfin à évacuer l'île. Morales

n'avait pas été plus heureux; aussi ces deux chefs étaient-ils singulièrement animés contre ces insulaires. Avant de s'embarquer pour cette nouvelle expédition, Morillo déclara hautement qu'il réduirait l'île en cendres, après avoir passé ses habitans au fil de l'épée. Malgré cette déclaration menaçante, les Margueritains, après deux mois de combats continuels, parvinrent à détruire la plus grande partie de l'armée de Morillo, dont les débris s'enfuirent précipitamment de cette île, qui n'avait jamais subi le joug espagnol. J'entrerai, au reste, dans de plus amples détails relativement à ces trois expéditions, quand, dans un article séparé, je parlerai du général Arismendy.

Après avoir perdu presque la totalité de ses quatre mille hommes dans cette sanglante campagne de deux mois, Morillo furieux mit le feu, dans sa retraite, à tout ce qu'il rencontrait sur son passage, et passa impitoyablement au fil de l'épée les habitans de la Margarita qui tombaient entre ses mains, sans distinction de sexe ni d'âge. Sa fureur alla si loin qu'il fit mettre à mort même les Margueritains qui avaient combattu vail-

lamment sous ses drapeaux, n'exceptant pas ceux d'entre eux qui, dans son expédition de 1815, s'étaient présentés à lui, encouragés par une promesse générale d'amnistie.

A la fin d'août, Morillo arriva dans la ville de Caracas de si mauvaise humeur que, pendant plusieurs jours, il ne voulut recevoir personne. Poursuivi par l'idée de la perte énorme qu'il venait de faire, dans deux mois de temps, et n'avisant, dans l'avenir, aucun moyen qui pût favoriser la cause royale, il était réduit à un état voisin de la démence. Pendant son absence, Paez avait battu les généraux espagnols, Calzada et Correo, à peu de distance de la ville de San Fernando de Apure. Le manque de provisions et d'argent avait produit la maladie et la désertion. Les patriotes s'étaient aussi répandus dans la province de Barinas, et, le 14 août, s'étaient emparés de la capitale et de la ville de Guanare où ils avaient trouvé toute sorte de munitions. Pour comble de malheur, Morillo apprit, peu après, que la riche province de de la Guayana, qui lui avait fourni, jusqu'à ce jour, une grande quantité d'argent, de mar-

chandises et de provisions, avait secoué tout-à-fait le joug. C'était peu pour remédier à tant de pertes que le colonel Ximenes eût battu le général San Yago Marinno, le 27 août, et pris d'assaut la ville de Guiria.

Dans ces critiques conjonctures, Morillo publia, à Caracas, le 23 septembre 1817, avec beaucoup de solennité, une amnistie générale en faveur de tous ceux qui avaient servi dans l'armée patriote. Il fut assez stupide pour croire que cette amnistie accordée à la condition expresse de retourner sous la domination espagnole, produirait une profonde impression sur l'esprit des Américains; il oubliait ainsi que les Venezueliens connaissaient assez le caractère des chefs espagnols et le sien en particulier pour ne pas accorder la plus légère confiance à ses promesses.

Pendant l'expédition de Morillo contre la Margarita, les patriotes parcouraient la province de la Guayana où ils trouvèrent des munitions de toute espèce, cette province n'ayant jamais souffert d'aucune invasion étrangère, avant cette guerre. Aussitôt que Bolivar fut informé qu'elle était devenue la conquête

de Piar et de Brion, sa jalousie fut excitée au plus haut degré, mais il dissimula et se hâta de se rendre à Angostura. Il reçut Piar très grâcieusement; mais celui-ci, naturellement d'une humeur froide et sévère, reçut ses complimens d'un air froid et dédaigneux qui produisit la plus fâcheuse impression sur l'esprit vain et hautain du chef suprême. Au reste, Piar se croyait bien supérieur au général Bolivar, sous le double rapport de la science militaire et du courage. C'est le même Piar qui avait été élevé au grade de major-général, quand Marinno, collègue et rival de Bolivar, exerçait la dictature sur les provinces orientales de Venezuela, dans les années 1813 et 1814.

A Angostura, Bolivar s'occupait activement de mettre à exécution son plan favori qui avait pour objet la délivrance de la capitale et de la province de Caracas. Il détacha d'abord le général Bermudes avec quatre mille hommes. Celui-ci partit, le 25 septembre, avec ordre de se joindre à la division de Zarasa qu'il trouva à Chaguaramas. Pendant ce temps-là, l'amiral Brion qui craignait que

le chef suprême ne conservât quelque rancuneux souvenir de la conduite qu'il avait tenue, lors de la convocation du congrès, surveillait, avec un zèle infatigable, la construction de plusieurs chaloupes canonnières qui devaient protéger l'Orinoco et maintenir la liberté des relations entre les habitans d'Angostura et des places étrangères.

Bermudes, après avoir joint Zarasa qui, avec deux mille Llaneros, occupait Calcuta et dont les postes avancés s'étendaient, d'un côté, jusqu'à El Raetro et, de l'autre, jusqu'à San Sebastiano, se dirigea sur Coloboza et San Carlos où il se réunit au général Paez. Pendant ce mouvement, le général Monagas recevait l'ordre de s'emparer de Barcelona. De son côté, le chef suprême avait rassemblé un corps nombreux de recrues dans la province de la Guayana, dans l'intention d'agir de concert avec toutes ces forces contre Caracas, ville ouverte et sans défense, au lieu de marcher contre Cumana que les Espagnols avaient fortifiée et contre Porto Cabello qui était aussi amplement pourvu de moyens de défense. Il paraissait si sûr d'être bientôt maître de Cara-

cas qu'il disait publiquement que les couleurs de la République allaient flotter incessamment sur la tour de la cathédrale de cette cité. Dans cette persuasion, il publia la proclamation suivante qui était adressée aux habitans de la vallée de Tuy :

« Caraguins!

» Le moment précieux, marqué par la divine Providence pour l'expulsion totale du gouvernement espagnol du territoire de Venezuela, est enfin arrivé. Les armes de la République ont triomphé partout. Nous avons été constamment victorieux depuis les plaines de Casanare jusqu'à l'embouchure de l'Orinoco. Vingt actions glorieuses ont consolidé le sort de Venezuela. Tous les chefs fameux que l'Espagne a envoyés, pour nous assujétir, ont été battus par nos troupes, excepté Morillo qui évite la bataille que nous brûlons de lui offrir. Cinq mille hommes protégent cette riche province (la Guayana); cinq mille autres, sous les

» ordres du général Marinno, sont prêts à
» marcher contre Cumana et à la délivrer.
» Plusieurs mille des braves habitans de Ma-
» turin, commandés par le général Roxas,
» sont également disposés à bien recevoir les
» Espagnols, si ceux-ci venaient à attaquer
» leur ville. L'intrépide général Monagas les
» harrasse avec sa brigade, près de Barcelona.
» La vaillante brigade commandée par le di-
» gne général Zarasa, forte de deux mille
» hommes, a marché à travers les plaines de
» Caracas pour délivrer ses habitans oppri-
» més. L'armée de Paez, dont le nom nous
» rappelle les défaites de Calzada, de Morillo,
» de Gorrin, de Lopez, de Ramos, de Reyes,
» de Gongorra et de beaucoup d'autres, est
» forte de quatre mille hommes. Ce général
» a fait briller les étincelles de la liberté sur
» une grande partie de la Nouvelle Grenade.
» Caraguins! Après avoir délivré la Guayana,
» je repasse l'Orinoco et je serai bientôt
» au milieu de votre capitale, avec une ar-
» mée plus formidable qu'aucune de celles
» qui existèrent jamais dans Venezuela. Les
» forces de Morillo ont été réduites à rien.

» Le misérable renfort que Capini a amené
» dernièrement d'Espagne n'est pas suffisant
» pour prendre le fort de Pompotar, dans
» l'immortelle Margarita. Caraguins! mépri-
» sez le pouvoir des Espagnols; tant que nous
» demeurerons unis, nous serons invincibles.

« *Signé*, SIMON BOLIVAR. »

Quartier-général de la Guayana, 1er juillet 1826.

En examinant attentivement cette pompeuse proclamation, nous la voyons comme celles que nous avons citées avant, remplie d'assertions un peu hasardées. Bolivar dit d'abord que vingt affaires glorieuses ont consolidé la destinée de Venezuela. Il est, cependant, notoire que depuis le jour de sa rentrée sur le territoire de Venezuela, le 31 décembre 1816, il n'y eut d'autres actions glorieuses que celles où le général Paez battit Aldama et Morillo, où Piar défit de La Torre et où le colonel Gomez remporta un avantage sur Morillo, dans l'île de la Margarita, mais ces actions ne s'élèvent pas en tout au-dessus de quatre.

En second lieu, la description pompeuse des forces de la république est fort éloignée de la vérité.

Je me contenterai d'ajouter que le nombre est trop élevé d'un tiers: et que ces formidables armées ne se composaient que de recrues mal habillées, rassemblées à la hâte et sans organisation ou instruction quelconque. Pour plus amples détails, le lecteur peut se reporter au chapitre XIII où j'ai déjà traité ce sujet.

Il dit plus loin : « L'armée du général Paez » nous rappelle les défaites de Calzada, de Mo- » rillo, de Gorrin, de Lopez, de Ramas, de » Reyes de Gongorra et de beaucoup d'au- » tres. » Cette nombreuse collection de noms sonores ne saurait imposer qu'à ceux qui, éloignés du théâtre de la guerre, n'ont d'autre connaissance des faits que celle qui lui est fournie par ces proclamations; mais pour les personnes qui ont vu les choses de près, il est indubitable que les victoires remportées sur Calzada et Morillo se réduisaient à de simples avantages. Mais la phrase suivante fournit le meilleur exemple de l'emphase prétentieuse du général : *Caraguins! après avoir*

délivré la Guayana, j'ai repassé l'Orinoco. Par cette phrase, on serait induit à croire qu'il veut faire entendre que lui, général Bolivar, avait délivré la Guayana, quand, au fond, il se trouvait à trois cent cinquante lieues environ du champ de bataille de la Guayana, dans les plaines de Cumana, après avoir été obligé d'abandonner Barcelona.

Dans sa proclamation, il nomme presque tous les chefs de Venezuela, et leur donne, à eux ou à leurs corps, de flatteuses épithètes, Il se vante d'avoir délivré la Guayana, et ne dit pas un mot de l'amiral Brion ou du général Piar, ses véritables libérateurs. Il est vrai que tous les deux étaient des étrangers et que les autres étaient des nationaux.

Brion et Piar furent également offensés de voir leurs noms retranchés d'une proclamation qui parlait de la délivrance de la Guayana, qui n'était due qu'à eux. Dans la vivacité de son dépit, Piar laissa échapper, contre le chef suprême, des propos empreints d'une amère ironie, qui lui furent bientôt rapportés; mais Bolivar dissimula, comme à l'ordinaire, et

reçut Piar avec les mêmes démonstrations d'amitié qu'auparavant.

Ce fut vers cette époque que l'on conseilla à Bolivar de former un gouvernement dont les pouvoirs seraient partagés entre plusieurs personnes, mais il montrait toujours le même éloignement pour la convocation d'un congrès; il prétendait, du reste, qu'il était trop difficile d'en réunir les membres pendant la guerre : il nomma à sa place un *conseil suprême de la nation.*

Bolivar était exclusivement chargé du pouvoir exécutif, sous le titre de président chef suprême. Ce conseil se divisait en deux sections : l'une, la section politique, avait pour président Antonio Francisco Zea; l'autre, la section militaire, était présidée par Louis Brion. Sûr de la soumission de ces deux présidens, Bolivar réunissait ainsi en sa personne tous les pouvoirs du gouvernement; aussi, rien ne se faisait sans sa sanction; quand il tenait la campagne, des courriers lui étaient incessamment expédiés pour signer des papiers relatifs aux départemens de Brion et de Zea. C'est dans cette puissance illimitée qu'il

faut chercher le principal motif de la condamnation de Piar. Je rapporterai ici ce fameux procès, dont les causes secrètes n'ont pas encore été divulguées. Ce récit d'ailleurs offrira plusieurs développemens du caractère du libérateur de la Colombie.

Manuel Piar naquit, en 1782, à l'île hollandaise de Curaçao. C'était un homme de couleur, et ses parens étaient pauvres et travaillaient pour vivre. Ils l'envoyèrent néanmoins à l'école, où on lui enseigna la lecture, l'écriture, les élémens de l'écriture, mais rien de plus. Né fier et orgueilleux, il éprouvait une aversion prononcée pour toute espèce de profession mécanique; aussi, à quinze ans, il quitta ses parens, passa sur le continent de l'Amérique espagnole, et y resta un long espace de temps, avant la révolution de Curaçao, courant d'un lieu à un autre, sans s'assujétir à aucune occupation fixe. Il revint à Curaçao, où il épousa une femme de couleur, qui lui apporta quelque bien; mais son humeur inquiète et ambitieuse ne lui permit pas de rester long-temps à Curaçao, où sa couleur et sa basse extraction ne lui permettaient ni de s'é-

lever ni de s'enrichir. Il parcourut une partie des Antilles à la recherche des affaires et de la fortune, jusqu'au moment de la révolution de Caracas. Il avait laissé sa femme et ses enfans à Curaçao dans la plus grande misère, tandis qu'il vivait avec une jeune et belle personne qu'il avait séduite, et qu'il entretenait sur le continent de l'Amérique avec la plus grande magnificence.

Ce fut au commencement de la révolution de Caracas, en 1810, que Piar débuta dans la carrière militaire, en qualité d'officier sans commission, comme je l'ai dit précédemment. Miranda avait une grande prédilection pour les étrangers qui avaient servi, et les préférait comme officiers à ses propres compatriotes, disant que ceux-ci devaient apprendre à obéir avant de commander. Il vit dans Piar un jeune homme plein de courage et d'ambition, qui passait les jours et les nuits à étudier la science militaire; il l'éleva par degrés au grade de colonel. Il se distingua sur le champ de bataille, acquérant par la pratique ce qui lui manquait en théorie. Son sang-froid au milieu du feu le plus vif, sa

promptitude à saisir les fautes de l'ennemi, et sa bravoure personnelle inspiraient à ses soldats la plus grande confiance. Il dut ainsi son avancement à son mérite, et non à l'intrigue qu'il méprisait. En 1812, Marinno passa à l'île de la Trinité, mais il revint bientôt à Cumana, où il forma un petit corps de jeunes gens, et s'intitula dictateur des provinces de Cumana et de Barcelona. Piar le joignit bientôt, et, l'année suivante, il se vit élevé au rang de major-général. Cependant, Piar n'ignorait pas la part active que Bolivar avait prise à l'arrestation du général Miranda, pour lequel Piar se sentait la plus grande vénération, et il détestait Bolivar à cause de cet acte de perfidie et de cruauté envers un vieillard sans défense. Piar ne tarda pas de prendre un entier ascendant sur l'esprit du faible Marinno, et ce fut lui sans doute qui engagea celui-ci à se détacher de Bolivar. De son côté, le chef suprême parlait de Piar comme d'un homme très dangereux, qui haïssait tous les blancs, et voyait avec la plus grande inquiétude l'intimité de Marinno avec lui. Brion était très animé contre Piar,

et, en me parlant de lui, il avait coutume de dire : « Ce mulâtre de général Piar est un grand » pillard, un grand vagabond. » Cependant Piar passait pour le plus habile général de la Colombie. Il était fort aimé de ses subalternes, particulièrement des étrangers, qui le préféraient à tout autre chef. Ses manières étaient froides, mais simples; rigide observateur de la discipline militaire, il ne laissait jamais impunie la plus légère faute commise sous les armes. Du reste, il montrait pour le bien-être du soldat une sollicitude soutenue. Il défendit constamment la cause de l'indépendance dans l'état de Venezuela, et se signala en plusieurs occasions, dans les années 1813 et 1814. Quand les deux dictateurs s'enfuirent, Piar resta, et remporta plusieurs avantages sur les Espagnols. Le plus bel éloge que nous puissions faire de Piar, c'est de rapporter que lui et Paez étaient considérés par Boves et les autres généraux ennemis, comme les deux chefs les plus redoutables de la Colombie.

Piar disait souvent, en parlant de Bolivar, que c'était un lâche, qui ne méritait pas de

commander, parce qu'il se cachait quand sa présence était le plus nécessaire; il disait aussi qu'il était incapable de combiner aucune opération militaire. Paez, ajoutait-il, quand il a commandé en chef, a remporté plusieurs victoires, mais Bolivar n'a jamais gagné de bataille, se tenant toujours à une distance trop respectueuse du canon [1]. Cependant, en lisant ses proclamations, on croirait qu'il combat à la tête de ses troupes, mais c'est son usage de déguiser la vérité, et dernièrement encore il insinuait qu'il avait délivré la Guayana, tandis qu'il était caché dans les plaines de Cumana. Il a aussi la ridicule manie de copier Napoléon.

Lorsque Bolivar arriva à Angostura, ces paroles de Piar lui furent officieusement rapportées, et produisirent une fâcheuse impression sur son esprit; mais ce qui l'irrita surtout, ce fut de voir combien il était tombé dans la considération publique. Depuis sa fuite de Barcelona, bien des personnes étaient

[1] Propos de soldat qui, selon nous, ne peuvent porter la moindre atteinte à la réputation du chef suprême.

(N. d. T.)

tellement revenues sur son compte qu'elles évitaient sa rencontre dans les diverses réunions de la ville. Piar, qui était alors gouverneur de la province, s'y faisait beaucoup d'amis par ses attentions cordiales envers chacun d'eux. Sa maison était constamment remplie d'étrangers, et ses soirées étaient beaucoup plus brillantes que celles du chef suprême. Cette préférence pour Piar était toute naturelle; il savait faire parfaitement les honneurs de sa maison, où chacun des invités se trouvait à l'aise, tandis que chez le chef suprême on observait une certaine étiquette qui déplaisait fort à tout le monde. Dans cet état de choses, le dictateur nourrissait contre Piar un ressentiment que quelques sarcasmes sanglans de celui-ci ne tardèrent pas à faire éclater; ce fut comme le signal de sa ruine.

Vers ce temps-là, beaucoup d'hommes de couleur étaient au service des patriotes, et principalement dans la division commandée par Piar. Beaucoup d'étrangers, habiles militaires, disaient hautement que le général Piar était supérieur au chef suprême en tout

ce qui concerne les affaires militaires, et qu'ils aimaient mieux servir sous les ordres du premier.

L'amiral Brion, comme le dictateur, haïssait Piar, et c'est à regret que je déclare qu'il contribua singulièrement à sa ruine. Ce fut lui qui le fit arrêter et juger devant une cour martiale; et, lorsque Bolivar, craignant les conséquences de ce procès, hésitait à prendre une mesure vigoureuse, ce fut Brion qui le décida. Ce fait m'a été affirmé par plus de vingt personnes dignes de foi. Entre autres propos qu'il tint contre Piar, on a retenu celui-ci. On demandait qui serait nommé président de la cour martiale qui jugerait ce général; Brion dit alors : si j'étais nommé président de la cour martiale, je n'accepterais que sous la condition que la cour martiale condamnerait Piar à la peine capitale. Les mêmes personnes m'assurèrent que Brion, ce soir-là, répéta ces paroles sanguinaires, et dans d'autres occasions il n'avait pas montré plus de retenue[1].

[1] Si Brion, que l'auteur a toujours représenté comme un brave militaire, comme un excellent patriote, se prononce

Quand les amis de Piar lui rapportèrent que Brion avait conseillé au général Bolivar de l'arrêter et de le traduire devant une cour martiale, comme un homme de couleur qui conspirait contre les blancs, et cherchait à renverser le gouvernement établi, il perdit sa présence d'esprit et son courage ordinaire. Il se ressouvenait de ce qu'il avait dit contre Bolivar, et savait bien que Brion était son ennemi. Dans la crainte que lui inspira leur pouvoir réuni, il prit le plus mauvais parti qu'un homme de son rang pût embrasser. Au lieu de consulter d'abord ses amis et ses partisans, de leur soumettre sa situation critique, et de former un parti puissant en sa faveur, s'il était nécessaire; au lieu de demander ensuite une explication au chef suprême et à Brion, il emporta tout son or, et partit clandestinement, dans la nuit, suivant le cours de

ainsi pour la peine capitale, n'est-il pas possible qu'il regarde Piar comme un traître? Au reste, la conduite politique de ce chef est déjà livrée à nos plus scrupuleuses investigations, et, dans *l'Histoire de la Colombie* que nous publierons prochainement, nous fixerons l'opinion sur ce point.

(*N. d. Tr.*)

l'Orinoco, afin de s'embarquer sur quelque vaisseau sur lequel il pourrait quitter le pays. Bolivar, qui l'avait entouré d'espions, fut bientôt informé de sa fuite. Il ordonna au général Sedenno de se mettre à la tête d'un corps considérable de cavalerie, de le poursuivre, de l'arrêter et de le ramener à la ville. Quelques personnes sont persuadées que Sedenno reçut l'ordre secret de tuer Piar partout où il le rencontrerait, mais ceci n'est pas certain, quoique Sedenno ait dit ensuite à quelques-uns de ses amis que cet ordre lui avait été donné en effet. Il est certain du moins que Sedenno, avec ses soldats, l'atteignit à environ six milles d'Angostura, et le força de revenir. En arrivant à la ville, il fut mis dans la prison publique, où la garde fut renforcée, et de nombreuses patrouilles parcoururent les rues, avec ordre de disperser tous les groupes qui pourraient se former autour de sa prison. Mais, comme il n'avait communiqué son plan à personne, tous ses amis furent étonnés à la nouvelle de son arrestation, mais ils n'étaient point préparés à le défendre.

Le chef suprême fut extrêmement satisfait, lorsqu'il apprit de Sedenno l'emprisonnement de Piar. Il ne prit point de repos toute la nuit qui suivit cet emprisonnement, craignant sans doute que quelque accident ne lui arrivât à lui-même; il doubla sa garde ordinaire et ordonna à ses gardes-du-corps de se tenir prêts au premier signal. Brion, fortement intéressé à la conservation de Bolivar, auquel il avait sacrifié toute sa fortune pour aider à l'exécution de ses opérations militaires, lui conseilla de frapper un coup décisif et de condamner Piar, afin, disait-il, d'effrayer Marinno, Arismendy et plusieurs autres généraux qui étaient secrètement ennemis du pouvoir du chef suprême. Cette considération fut pleine de force auprès de Bolivar, et, deux jours après l'arrestation de Piar, quand il vit qu'il ne se faisait aucun mouvement en faveur de ce général, sa détermination fut irrévocablement prise. Le fait est que, bien que plusieurs milliers d'individus fussent indignés de l'arrestation du général Piar, et plus encore de le voir traité comme un criminel ordinaire, il n'y avait

rien de préparé d'avance pour favoriser sa délivrance; point de chefs, aucun point de ralliement, aucun plan d'arrêté. Quelques-uns d'eux m'ont assuré qu'ils n'avaient jamais pu croire que l'on condamnât un homme tel que Piar, qui avait rendu des services si éclatans à la République; et, après sa condamnation, il était trop tard pour rien entreprendre, parce que le chef suprême, puissamment secondé par l'amiral, avait augmenté ses forces au moyen des équipages des vaisseaux, et en appelant dans la ville divers corps de troupes dispersés. Bientôt s'assembla un conseil de guerre dont l'amiral Brion fut président. Charles Soublette fut nommé par Bolivar, pour soutenir l'accusation contre Piar. Soublette, le plus vil des instrumens des désirs et des ordres de son maître s'était avancé rapidement, et était alors chef d'état-major et major-général de l'armée. Ce personnage, dans une longue série d'accusations contre Piar, inséra tant d'imputations odieuses, que celui-ci, ne pouvant maîtriser son indignation, le traita publiquement d'imposteur, de vil et d'infâme menteur; mais

Soublette n'en continua pas moins son accusation avec le plus grand sang-froid. Tout ce que Piar allégua pour sa défense fut inutile; son sort était décidé d'avance. Plusieurs faux témoins, séduits par de brillantes promesses, déposèrent sous le serment, que le général Piar leur avait proposé d'assassiner le chef suprême, disant que c'était un tyran, un usurpateur; et que Piar devait ensuite proclamer un gouvernement républicain. D'autres attestèrent que le général Piar avait formé une conspiration pour égorger tous les blancs, et établir une république de noirs et d'hommes de couleur, dont lui, Piar, devait être le président.

Parmi ces témoins se trouvaient le brigadier général Sedenno, le même qui avait aidé Piar dans la conquête de la Guayana, et qui, par suite de quelques altercations survenues entre eux, était très animé contre lui et l'avait arrêté, ainsi que je l'ai déjà rapporté. On remarquait aussi le lieutenant-colonel Hernandez, le docteur M..., et plusieurs autres. Ces deux derniers étaient des hommes de couleur. Piar fut étonné de les voir déposer

contre lui. Il dit dans sa défense que, s'il avait eu l'intention d'assassiner le chef suprême, il n'aurait pas eu besoin de l'aide de ces témoins, son intrépidité étant assez connue pour prouver l'absurdité de ces dépositions; et d'ailleurs qu'il ne fallait pas tant de personnes pour tuer un seul homme. Il dit que, relativement à l'infâme accusation d'avoir proposé d'égorger tous les blancs, il en appelait au témoignage de tous les officiers étrangers, employés sous ses ordres, lesquels pouvaient attester qu'il les avait, en toute circonstance, préférés aux officiers noirs ou de couleur; il ajouta ensuite, qu'il avait des officiers blancs parmi ses aides-de-camp. Il traita toute l'accusation, d'odieux et d'horrible complot formé contre lui qui avait combattu pour le pays avec tant de gloire. Il parla avec une éloquence si forte et si persuasive, que toute l'assemblée fut singulièrement prévenue en sa faveur, et entièrement convaincue de son innocence. Mais son discours et la défense de son avocat, nommé d'office, ne changèrent rien à la détermination anticipée des juges; il fut jugé coupable et condamné à être fusillé sur la place publi-

que, comme s'étant efforcé de porter atteinte à la sûreté de la République.

La veille de l'exécution du général Piar, dans l'après-midi, le docteur F..... alla lui rendre visite dans sa prison, pour lui rappeler qu'il lui était redevable de quelques centaines de dollars. Le docteur le trouva dans une disposition d'esprit très calme et très libre; Piar se flattait de n'être pas exécuté, et malgré tout ce que le docteur pouvait lui dire pour le désabuser, il paraissait persuadé qu'on se bornerait à le bannir. Il fondait ses espérances sur les services qu'il avait rendus, et particulièrement sur son innocence. Il parla avec chaleur et d'un ton ferme qui montrait qu'il n'éprouvait ni crainte ni inquiétude.

Le 16 octobre ayant été fixé pour l'exécution du général Piar, les plus fortes précautions avaient été prises pour empêcher qu'un mouvement ne s'opérât en sa faveur. Dès quatre heures du matin, les nombreuses troupes de la garnison étaient sous les armes, et formaient le carré sur la place publique. On envoya un fort détachement le prendre dans sa prison. Peu après, il parut au milieu

de la garde, enveloppé dans une espèce de redingote, ses bras croisés sur sa poitrine. Il marcha d'un pas ferme jusqu'au milieu du carré formé par les soldats où était placée une chaise qui lui était destinée. Quand il fut arrivé devant cette chaise, il pria instamment l'officier de lui faire parler au chef suprême, auquel il avait quelque chose de la plus grande importance à communiquer. L'officier lui refusa positivement cette demande, et l'engagea ensuite à s'asseoir. Quelqu'un s'approcha alors avec un mouchoir, pour lui bander les yeux, mais il ne voulut point le permettre, disant qu'il pouvait bien se dispenser d'une telle cérémonie, qu'il ne craignait pas, qu'il n'avait jamais craint de mourir. Mais, quand on insista sur ce point, il dit : « Eh bien! eh bien! faites comme il » vous plaira. » Plus de vingt-cinq fusils furent alors dirigés presque à bout portant contre lui; et quand l'officier eut achevé le commandement, Piar s'écria : « Viva la pa- » tria! » et tomba percé de balles. Les troupes, une grande foule de peuple s'écrièrent alors : « Viva la patria! viva la republica! viva la jus-

» ticia! » Peu après, son corps fut porté dans une chapelle qui n'était pas encore achevée, et enseveli avec beaucoup de solennité, mais sans aucune cérémonie particulière.

Ainsi mourut Piar, victime d'une vague accusation de conspiration dirigée contre lui par un ennemi tout puissant. Dans la nuit qui précéda le jour de l'exécution de ce général, le chef suprême ne put dormir une minute; il était constamment tourmenté par la crainte que quelque révolution ne se fît en faveur de Piar, bien que les troupes fussent sous les armes et prêtes à agir au premier signal.

Le général San Yago Marinno fut impliqué dans le procès de Piar, pour avoir tenté de provoquer la convocation d'un congrès en mai 1817, et à Cariaco et à Carupano, en 1816. Il était alors dans le voisinage de Cumana. Brion le haïssait et le méprisait, et en parlant de Piar, il proféra contre Marinno quelques menaces qui alarmèrent ses amis. Ils lui dépêchèrent sur-le-champ un messager fidèle pour lui donner avis du danger qu'il courait; sur quoi il partit pour l'île de la Trinité, où il était en sûreté.

Quelques jours après l'exécution de Piar, Bolivar publia la proclamation suivante :

« Soldats!

» Hier a été un jour de deuil pour mon » cœur. Le général Piar a été exécuté pour » ses crimes de haute trahison, de conspira- » tion et de désertion. Une cour équitable et » légalement formée a prononcé la peine de » mort contre cet infortuné citoyen qui, égaré » par un ardent désir de satisfaire son am- » bition, avait formé le plan d'enterrer le pays » sous ses ruines.

» Le général Piar, bien que sa conduite » ait été celle d'un factieux, avait sans doute » rendu de grands services à la République, » mais ses services ont toujours été raison- » nablement récompensés par le gouverne- » ment de Venezuela.

» Un des plus hauts grades de l'armée ne » suffisait pas à ce chef ambitieux; la seconde » magistrature de l'état, devenue vacante par » l'absence du général Marinno, lui était des- » tinée, mais elle n'aurait pu le satisfaire da-

» vantage; il aspirait au commandement su-
» prême, et, pour y parvenir, il tramait le
» plus atroce complot. Soldats! il ne voulait
» pas seulement allumer la guerre civile dans
» notre pays, il voulait encore y introduire
» l'anarchie à laquelle il aurait offert en sa-
» crifice ses propres frères et ses compagnons
» d'armes. Soldats! vous savez que la liberté
» et l'indépendance sont notre devise. Le genre
» humain n'a-t-il pas recouvré ses droits par
» l'établissement de nos lois? Nos bras n'ont-
» ils pas brisé les chaînes de l'esclavage? L'or-
» dre n'a-t-il pas été donné de respecter indis-
» tinctement toutes les propriétés nationales?
» Votre mérite n'a-t-il donc pas été suffisam-
» ment récompensé? que pouvait désirer de
» plus pour vous le général Piar? N'êtes-vous
» pas libres, indépendans, respectés et ho-
» norés? Piar pouvait-il vous promettre de
» plus grands bienfaits que ceux-ci? Non, non,
» non; Piar ne voulait autre chose que creuser
» le tombeau de la République.

» Le ciel a contemplé ce cruel parricide
» avec horreur; le ciel l'a livré à la vengeance
» des lois, et n'a pas permis qu'un homme

» qui offensait d'une manière si atroce Dieu
» et les hommes, souillât une minute de plus
» de ses crimes notre globe terrestre.

» Soldats! le Ciel protége et vous et le gou-
» vernement qui veille avec une sollicitude
» paternelle au maintien de votre tranquillité.
» Votre chef, qui est votre compagnon d'armes,
» et qui a toujours partagé, à votre tête, votre
» misère et vos dangers, aussi bien que vos
» triomphes, a placé sa confiance en vous.
» Comptez sur lui et soyez persuadés qu'il
» vous aime plus que s'il était ou votre père
» ou votre fils.

» *Signé*, SIMON BOLIVAR. »

Quartier-général d'Angostura, 17 octobre 1817.

Personne ne doutera assurément que le général Bolivar ne fît preuve d'une grande force de caractère dans cette pièce officielle. Quel autre homme aurait eu la hardiesse de déclarer, à la face du monde, que le jour de l'exécution du général Piar était un jour de deuil pour son cœur, quand personne n'ignorait les circonstances de cet acte rigoureux de pouvoir absolu, quand nul Américain ne dou-

tait que d'un seul mot il n'eût pu sauver la vie d'un homme dont les seuls crimes prouvés consistaient à s'être montré l'ami fidèle de la liberté constitutionnelle, et à n'être qu'un étranger? Si nous nous occupions maintenant à examiner la conduite d'Arismendy et de Bermudes à l'égard de Bolivar, nous verrions que ces deux chefs s'étaient prononcés bien plus fortement contre lui que Piar ne l'avait jamais fait. Arismendy, en août 1814, traita le dictateur de lâche qui méritait la mort, et déclara qu'il lui brûlerait la cervelle, s'il mettait jamais le pied sur le rivage. Bermudes tint les mêmes propos, en 1814, à Ocumare, et parla du dictateur en termes beaucoup plus injurieux encore à Maturin, en juin 1817.

Revenons maintenant aux grands actes de la vie politique du dictateur. Le lecteur se souviendra sans doute que Bolivar fut rappelé de Port-au-Prince, en décembre 1816, pour reprendre le commandement de l'armée, sous la condition expresse qu'il convoquerait un congrès et se bornerait à diriger les opérations militaires. Cependant la loi martiale ayant été proclamée, Bolivar reprit le pouvoir su-

prême et annula tout ce qui avait été fait à Cariaco par le congrès provisoire, instalé d'après le vœu émis par une assemblée générale, tenue dans la cathédrale, le 8 mai. On sait que la majorité de cette assemblée croyait alors que Bolivar était mort. Cependant, lorsqu'il apprit que le danger était passé, il se hâta de quitter les plaines de Cumana où il s'était retiré, et reparut de nouveau. Avec son retour de fortune revint aussi son humeur hautaine et despotique qui lui fit casser les actes de Cariaco. Ayant appris, peu après, que Piar avait fait la conquête de la Guayana, il quitta Barcelona pour se rendre dans cette province. Il trouva, au milieu de son voyage, le général Bermudes établi avec ses troupes à Maturin. Il n'ignorait pas que Bermudes penchait pour un gouvernement ou républicain ou constitutionnel; mais fort de sa nouvelle influence, il se flatta de faire revenir Bermudes à des principes politiques plus conformes aux siens. Cependant Bermudes et son état-major reprochèrent amèrement au chef suprême d'avoir abandonné Barcelona, de s'être caché

dans les plaines de Cumana, et d'avoir annulé les actes du congrès de Cariaco. Malgré ce déchaînement général contre lui, Bolivar parvint à gagner Bermudes, qui est faible et qui au fond n'a point de caractère. Comme ils dînaient tranquillement ensemble, Bermudes, qui est un grand buveur, s'échauffa peu à peu, et recommença à adresser des reproches à Bolivar, qu'il finit par traiter de déserteur, de lâche, de misérable. La colère de Bermudes alla si loin que, s'étant levé de table, il dit à Bolivar qu'il était tenté de le couper en morceaux, et que, s'il ne cédait à cette tentation, c'était parce qu'il n'avait pas oublié sa glorieuse marche de Carthagena à Caracas. Le chef suprême, pour mettre fin à l'entretien, sauta sur son cheval et décampa le plus promptement possible, de peur que Bermudes ne mît ses menaces à exécution, car il connaissait celui-ci pour un barbare capable de se porter aux dernières extrémités.

Je vais maintenant faire connaître au lecteur la conduite de San Yago Marinno, qui pendant long-temps fut l'égal et le rival de Simon Bolivar.

Aussitôt que Marinno fut arrivé à la Trinité, il écrivit à Bolivar une lettre de suppliant, dans laquelle il avouait que ses actions avaient pu lui aliéner l'affection du chef suprême, mais qu'il ne fallait les attribuer qu'aux perfides conseils de Piar, il ajoutait qu'à l'avenir il ne prendrait pour guide que le chef suprême, aux ordres duquel il était fermement décidé à se conformer dans toutes les circonstances. Bolivar fut très satisfait du contenu de cette lettre, et pensa avec raison que Marinno sans Piar n'aurait jamais pu porter obstacle à ses vues; il lui rendit grâcieusement son rang et son ancien commandement. Marinno fit paraître peu après la proclamation suivante :

« San Yago Marinno, général en chef des
» armées de la République, aux officiers
» et soldats composant sa division.

» Officiers et soldats !

» Je ne puis me défendre d'une émotion
» profonde, quand je pense qu'hier encore ni

» vous ni moi-même n'étions comptés au
» nombre de cette grande famille, qui, sous
» la direction du chef suprême de la répu-
» blique, combat pour la liberté et l'indé-
» pendance. Combien sont délicieux les sen-
» timens qui remplissent aujourd'hui mon
» cœur, quand je vois le gouvernement sem-
» blable à un bon père, compter sur mes
» promesses, et oubliant tout ce qui s'est
» passé, nous recevoir sous sa protection,
» me placer de nouveau à votre tête, et me
» rendre le commandement de toute la pro-
» vince! [1].

» Officiers et soldats! si par un concours
» de circonstances fâcheuses nous avons été
» considérés jusqu'à ce jour comme des mé-
» contens; si par ce titre-là même nous avons
» attiré l'attention publique, que ce soit
» maintenant, et dès ce moment même, notre
» devoir le plus sacré de devenir des modèles
» de soumission et d'obéissance au chef su-
» prême. Mon plus ardent désir est que le
» monde entier soit convaincu de la sincérité

[1] Cumana.

» de nos intentions, et trouve en nous les
» plus fermes appuis de notre gouvernement.
» Je jure par les cendres d'un si grand nombre
» de nos fameux compagnons d'armes; je
» jure sur mon honneur et sur tout ce qui
» est sacré sur la terre, que c'est maintenant
» la seule félicité que j'envie. J'ai reçu de
» vous de nombreuses preuves d'affection et
» de dévouement; je vous en demande une
» aujourd'hui plus forte que toutes celles-là;
» c'est une franche coopération à l'exécution
» des ordres du chef suprême. Séparés depuis
» près d'un an du gouvernement, du père
» du peuple et des armées, et n'étant que
» d'aujourd'hui réincorporés dans la grande
» et libre famille de Venezuela, nous devons
» sentir battre nos cœurs à l'idée de cette
» réunion si désirée. Vive la République!
» vive le chef suprême! vive le général Bo-
» livar.

» *Signé*, San Yago Marinno. »

Quartier-général de San Francisco, 26 janvier 1818.

CHAPITRE XIX.

Campagne de 1818. — Légions étrangères. — Conspiration contre Bolivar.

Au commencement de 1818, la situation des patriotes, grâce, en grande partie, à la conquête de la Guayana, s'était singulièrement améliorée. Cette riche province seule leur fournissait plus de ressources que les sept autres provinces de Venezuela prises ensemble. Les amis de l'indépendance conçurent alors les plus vives espérances de voir enfin leurs oppresseurs chassés du territoire qu'ils avaient souillé par leur cruauté et leur barbarie, durant ces dernières années de guerre et de misère.

Je donnerai ici une courte esquisse de la situation du parti royaliste, pour que le lecteur soit dans le cas de juger si ces espérances étaient bien fondées, et auraient pu se réaliser sous un autre chef que Bolivar, qui n'aurait pas été aussi décidé à persévérer dans son systême. Malheureusement pour la cause de la liberté et de l'indépendance, les districts de Venezuela étaient sous l'autorité du chef suprême. Je dis malheureusement, parce que l'indépendance et la liberté de cet état étaient ainsi complètement perdues. L'histoire de cette campagne est à peu près la répétition de celle qui eut lieu sous la dictature de Bolivar, dans les années 1813 et 1814, quand tout, comme à présent, semblait disposé en faveur de ses opérations militaires. Malheureusement, Bolivar ne sut pas profiter de l'expérience du passé, et perdit une seconde fois l'occasion de chasser l'ennemi du territoire de Venezuela. Nous justifierons ces réflexions par la narration des faits qui seront contenus dans ce chapitre.

Dans sa désastreuse expédition contre l'île de la Margarita, Morillo avait perdu près de

quatre mille hommes de ses meilleures troupes; Miguel de La Torre, par une conduite aussi inepte que lâche, s'était laissé enlever la riche province de la Guayana, et les deux tiers des provinces de Venezuela étaient entre les mains des patriotes qui marchaient contre les Espagnols avec des forces supérieures. Le commerce et l'industrie étaient anéantis par les taxes, les contributions et un changement continuel de maître. Le défaut de bras et le manque total de sécurité, laissaient les royalistes dépourvus des moyens de réparer les pertes immenses qu'ils venaient récemment d'essuyer. Les magasins d'approvisionnement et le trésor étaient vides; le général en chef, lui-même, paraissait découragé, et les soldats n'avaient plus en lui la même confiance qu'il leur avait jadis inspirée. Cette réunion de circonstances fâcheuses produisait de fréquentes désertions, et, souvent dans un seul jour, trente à quarante matelots passaient aux patriotes.

Cependant, malgré ce triste état de choses, les partisans de la cause royale, dans l'Amérique du sud, ne crurent pas devoir désespérer

de son salut. Les Européens espagnols de la Colombie étaient devenus ennemis de l'émancipation de leur pays, non parce qu'ils ne n'aimaient pas la liberté, mais parce qu'ils ne voyaient pas de chefs capables de leur assurer un bon gouvernement à la place de celui sous lequel ils existaient alors. A une époque moins reculée, nous avons vu un grand nombre de ces Espagnols combattre vaillamment pour la défense de la liberté : mais alors leur haine pour Bolivar leur dicta une autre conduite. Cette haine leur fut d'abord inspirée par la fuite de ce général de Porto Cabello, en 1812; elle s'augmenta ensuite à la publication de son décret sanguinaire de février 1814, qui enjoignait non-seulement de mettre à mort tous les prisonniers de guerre, mais encore les habitans des villes ou des campagnes dont la plupart n'avaient jamais pris la moindre part aux hostilités. Dès ce moment, la haine succéda à cette admiration qui avait été excitée par les rapides succès de sa campagne de 1813. Riches et pauvres, toutes les familles espagnoles du continent firent les plus grandes sacrifices pour mettre Morillo dans le cas de tenir

la campagne et de commencer avec une nouvelle vigueur les opérations militaires.

Lorsque cette résolution unanime de résister, jusqu'à la dernière extrémité, aux nombreuses armées patriotes, se fut manifestée, on convoqua, pour le 16 janvier, une assemblée générale des autorités civiles et militaires de Caracas. D'après le triste exposé qui fut donné de la cause royale, on résolut unanimement de prendre des mesures promptes et vigoureuses. On s'efforça d'améliorer la condition du soldat, en lui donnant de meilleures rations, une meilleure paie ; et, si on ne lui payait tout d'un coup sa solde arriérée, au moins on lui en allouait une assez grande partie, pour apaiser son mécontentement. En cas de désertion, on payait aux habitans de la ville où le déserteur s'était enrôlé, la valeur de son uniforme et de son équipement, et les habitans étaient tenus à fournir un autre homme à sa place, jusqu'à ce qu'il fût retrouvé. Tout jeune homme qui arrêtait un déserteur était déclaré exempt de service. La cavalerie fut réorganisée, et tous les moyens possibles furent employés pour rétablir la confiance et rani-

mer l'esprit public. Le plus heureux succès couronna leurs efforts : de grosses contributions se firent volontairement; un grand nombre de dames s'empressèrent de donner leurs bijoux et leurs diamans; beaucoup de riches propriétaires ne se contentèrent pas de donner de l'argent, ils mirent encore à la disposition du chef militaire, leurs récoltes, leurs esclaves, leurs chevaux, leurs mulets, leur bétail; les marchands offrirent de l'argent et des provisions de tout genre; enfin, on fit dans totues les classes les plus grands sacrifices pour se mettre en état de soutenir la guerre. Beaucoup de personnes qui étaient à Caracas et à Laguaira, à cette époque, m'ont assuré que, pendant plusieurs jours et plusieurs nuits, ces deux villes présentaient le tableau le plus fidèle de villes assiégées. Jetons maintenant les yeux sur la Nouvelle Grenade Le vice-roi Samano, résidant à Bogota et qui avait été nommé dernièrement à cet emploi, écrivit au général Montalvo Torrez, gouverneur de Carthagena, qu'il lui serait impossible de se maintenir plus long-temps dans cette capitale ou dans le royaume, une de ses

divisions ayant été détruite dans les plaines de Casanare, et, peu après, qu'une seconde division envoyée par lui dans les mêmes plaines eut trouvé le même sort. Ce fut le général Urdaneta qui remporta ces deux victoires, en octobre et en décembre 1817.

La tyrannie des Espagnols, les cruautés qu'ils exercèrent sur les habitans de la Nouvelle Grenade, le sort déplorable d'un grand nombre des plus respectables habitans de Bogota qui, pendant le séjour que Morillo fit dans leur ville, furent arrêtés dans leurs maisons et fusillés par son ordre, sans que leur exécution pût même être faite sous quelque prétexte plausible, avaient rendu le nom espagnol tellement odieux, que les femmes même leur firent beaucoup de mal. Une d'elles se procura une liste détaillée des forces espagnoles qui se trouvaient dans la capitale, et eut assez de courage pour entreprendre de la porter aux patriotes à Casenare. Malheureusement, cette généreuse femme fut arrêtée par les Espagnols, et la liste ayant été trouvée entre son bas et son soulier, elle fut publiquement exécutée. Son supplice, au reste,

ne fit qu'augmenter encore l'exaspération générale contre les oppresseurs du pays.

La garnison de Mompox, forte de quatre cents hommes, fut surprise, de nuit, par les habitans, qui la passèrent au fil de l'épée. Un grand nombre de femmes combattirent vaillamment dans cette occasion, et contribuèrent beaucoup au succès de l'entreprise.

La ville de Carthagena, alors au pouvoir des Espagnols, était travaillée d'une fermentation secrète. Aussitôt que les habitans de cette ville eurent appris la victoire que le général Urdaneta avait remportée sur les Espagnols, le 6 octobre 1817, et que, par suite de cette victoire, les patriotes s'étaient emparés de la province de Pampelune, la garnison et son cruel et lâche gouverneur, Montalvo Torres, furent terriblement alarmés et forcèrent les habitans à donner de grandes contributions pour se procurer des provisions de toute espèce, en cas qu'ils fussent assiégés. Les habitans souffraient, d'ailleurs, très impatiemment la tyrannie de Montalvo et celle du président de la cour criminelle, Cano. On trouva affichés aux portes des églises et sur

les murailles de Carthagena des placards qui excitaient à tuer les deux tyrans du peuple. Malgré les recherches les plus minutieuses et l'offre des plus grandes récompenses, on ne put jamais découvrir les auteurs de cette tentative menaçante. On crut alors que ces placards avaient été affichés par quelques officiers sans brevet ou par quelques soldats mécontens de leur condition. On vit de nombreuses patrouilles parcourir jour et nuit les rues de Carthagena pour conserver l'ordre et la tranquillité.

Pendant ce temps-là, se formaient dans les provinces de la Nouvelle Grenade, plusieurs bandes de guerillas qui harcelaient sans cesse les Espagnols. Venezuela en comptait encore de plus nombreuses et de plus formidables.

Telle était la situation de la cause royale dans ces deux états vers la fin de 1817. Ce fut à cette époque que Bolivar commença ses opérations contre Venezuela.

Après avoir donné à ces différentes divisions les ordres nécessaires pour marcher sur différens points, le général Bolivar partit d'Angostura avec son état-major, une nombreuse

garde, vers la fin de décembre 1817, et dirigea sa marche vers les riches plaines d'Apure. Il laissa environ dix-huit cents hommes pour protéger la province de la Guayana, et réunit ses forces (environ trois mille hommes), à celles des généraux Paez, Monagas et Sedenno. Il arriva, le 12 février, devant la ville de Calabozo, où Morillo avait fixé son quartier-général.

Quand il fut arrivé à Sombrero, il publia, le 17 février, la proclamation suivante :

AUX HABITANS DES PLAINES :

« Votre territoire est purgé d'ennemis. Les » armées de la République ont glorieusement » triomphé des Espagnols depuis le milieu » de la Nouvelle Grenade jusqu'à Maturin et » l'embouchure de l'Orinoco. Les armées de » Boves et de Morillo, qui, avant, étaient très » nombreuses, sont maintenant enterrées dans » les champs consacrés à la liberté. Les villes » de Calabozo et de San Fernando ont été

» prises sous la protection de la République,
» et les débris des armées de Morillo, défaites
» les 12 et 16 janvier par le général Paez,
» fuient devant nous pour chercher un abri
» dans Porto Cabello; mais c'est en vain, car
» bientôt elles seront jetées de là dans la mer.
» Il est impossible de résister à une armée
» d'hommes libres, braves et victorieux. La
» gloire guidera nos pas, et les cruels oppres-
» seurs de Venezuela seront forcés de se rendre
» ou de mourir.

» Habitans des plaines! vous êtes invin-
» cibles; vos chevaux, vos lances et vos dé-
» serts vous protégent contre vos ennemis.
» Vous devez être absolument indépendans,
» en dépit de l'orgueilleuse Espagne. Le gou-
» vernement républicain garantit vos droits,
» votre prospérité et vos vies. Réunissez-vous
» sous les bannières de Venezuela, votre glo-
» rieuse patrie, et cette campagne se termi-
» nera par la reddition de la capitale. Vous
» jouirez de nouveau de la paix, de l'industrie
» et du bonheur d'être libres. Soyez recon-
» naissans envers la Providence qui vous a

» donné un sage gouvernement, incessamment
» occupé de votre bien-être à tous.

» *Signé*, BOLIVAR. »

Quartier-général de Sombrero, 7 février 1818.

Le style de cette proclamation est évidemment calqué sur celui de Napoléon. La vérité est, que les débris des *armées* de Morillo qui fuyaient *devant ses troupes victorieuses*, consistaient seulement en petits corps de fourrageurs que Morillo avait détachés de son quartier-général. Morillo était si loin d'avoir pris la fuite, qu'il est incontestable qu'il resta tranquillement à son quartier-général de Venezuela. C'est encore une méprise du chef suprême, que d'assurer que les villes de Calabozo et de San Fernando furent prises sous la protection de la République. Le 7 février, la première était dans la tranquille possession de Morillo qui y avait établi son quartier-général. Bolivar aurait dû être instruit de ce fait, car il marcha contre Cala-

bozo, et n'arriva devant cette petite ville que le 12, époque à laquelle *Morillo n'avait pas encore bougé.* Morillo, il est vrai, ordonna d'évacuer San Fernando, mais ce fut seulement pour concentrer ses forces : c'est ainsi et non autrement que cette ville était placée sous la *protection de la République.*

Les débris des armées de Boves et de Morillo, dit-il plus loin, *fuient devant vous pour chercher un refuge dans les murailles de Porto Cabello; mais c'est en vain, car bientôt elles seront jetées de là dans la mer :* ce n'est là qu'une pauvre imitation du style de Napoléon. Elle manque, surtout dans la partie essentielle, dans l'accomplissement de la promesse; Napoléon tenait ordinairement parole.

Le premier bulletin publié par l'armée libératrice, daté des environs de la ville Calabozo, et signé Charles Soublette, renferme les paragraphes suivans qui ne sont pas moins curieux : « L'armée libératrice, » dit ce général, « commandée par le chef su- » prême, quitta, le 31 décembre, la ville » d'Angostura pour marcher vers les plaines

» d'Apure, et fut jointe par les divisions
» Monagas, Sedenno et Paez. Elle arriva, le
» 12 février, en vue de Calabozo qui, à cette
» époque, était le quartier-général de l'armée
» royale sous les ordres de Morillo. Là eut
» lieu un engagement par suite duquel l'ar-
» mée espagnole composée de régimens de
» hussards, de troupes légères et d'un corps
» considérable d'infanterie, essuya une grande
» perte; le régiment de Castillo qui combattait
» à l'aile gauche échappa à la poursuite des
» vainqueurs en se précipitant dans la ville de
» Calabozo auprès de laquelle il était posté. Le
» général Morillo, surpris au mieu de plaines
» immenses par une armée qui avait fait trois
» cents lieues, a été complètement battu dans
» cette rencontre, la première où il ait tiré
» l'épée dans l'Amérique du sud. Il s'est enfui,
» sans attendre une seule décharge de notre
» infanterie. Il s'est échappé presque seul du
» champ de bataille, après avoir été sauvé
» deux fois par des hussards qui ont paré
» les coups dirigés contre lui par deux de nos
» lanciers. Le général Morillo, l'orgueilleux
» pacificateur de l'Amérique du sud, a été

» assiégé au milieu de Venezuela, à cause de
» sa lâcheté personnelle et de notre incroyable
» promptitude. Tel est l'intéressant tableau
» de l'action de Calabozo, que nous présen-
» tons au monde militaire. Nous n'avons pas
» eu plus de vingt hommes de tués. »

Je ne perdrai pas le temps à détailler les exagérations puériles dont fourmille ce bulletin, assez apparentes d'ailleurs pour tout le monde, mais plus particulièrement pour les militaires. Voici les faits : quand la cavalerie des patriotes approcha de Calabozo, le 12 février, elle rencontra un parti de fourrageurs au nombre de soixante-dix ou quatre-vingts hommes qui, sortis de Calabozo, avaient fait halte devant un ruisseau pour abreuver leurs chevaux. Ils avaient mis pied à terre, et les chevaux étaient sans selle et sans bride. Les hommes étaient en petite veste et n'avaient ni sabres ni armes quelconques, de sorte qu'il leur fut impossible de se défendre. Ils furent tous tués à l'exception de deux qui s'élancèrent sur leurs chevaux, rentrèrent dans Calabozo où ils rapportèrent la nouvelle de leur déconfiture à

leur général Morillo. Pendant ce temps-là, le général Bolivar détachait quatre cents hommes pour surprendre la garde avancée de l'ennemi qui fut défaite. Cependant, la résistance qu'elle fit donna le temps aux troupes de Morillo de se former dans la ville, et non-seulement elles résistèrent aux patriotes, mais encore elles les forcèrent à se retirer. Les Espagnols n'étaient pas forts de plus de dix-huit cents hommes, tandis que les forces réunies sous les ordres du général Bolivar, s'élevaient à plus de huit mille hommes.

Morillo, craignant de manquer bientôt de provisions et de fourrages s'il restait plus long-temps dans Calabozo où l'ennemi pouvait aisément intercepter ses convois, résolut de l'évacuer. Il emmena avec lui ses malades, ses bagages, ses provisions et un grand nombre d'habitans qui voulurent le suivre. Il plaça ceux-ci au milieu de ses dix-huit cents hommes, et, le 14 février, il quitta la ville, se dirigeant sur Sombrero, en présence des patriotes qui avaient environ trois mille hommes de cavalerie. Il fut obligé de marcher vingt-cinq lieues à travers des plaines arides et sablon-

neuses, par un soleil brûlant, jusqu'à ce qu'il fût arrivé à Sombrero qui est situé au pied d'une forte chaîne de montagnes; les patriotes le suivirent, mais malgré, leur grande supériorité, ils n'essayèrent pas de l'attaquer. Leur cavalerie, beaucoup plus nombreuse que la sienne aurait pu se développer avec avantage dans ces vastes plaines; mais ce ne fut qu'à Sombrero qu'elle attaqua l'ennemi qui la repoussa en lui faisant essuyer une perte de plusieurs centaines de tués. Là se borna la poursuite; les patriotes se retirèrent alors sur Calabozo où le général Bolivar arriva, le 22 février. Pendant ce temps-là, Morillo dirigeait sa marche sur Barbacoa, Camatazua, et arriva, en mars, à Ortiz, près Villa de Cura où il effectua sa jonction avec Morales et le colonel Lopes, et se trouva à la tête de quatre mille hommes presque toute infanterie. Là il eut tout le temps de se recruter et de former sa cavalerie. Le général Calzada avait été posté à Guardazenaza avec mille hommes pour observer les mouvemens des patriotes.

Le général Bolivar, qui, lorsqu'il était

réuni à Paez, Monagas et Sedenno, avait plus de huit mille hommes à Calabozo, s'empara de San Fernando de Apure, et donna des ordres pour occuper la province de Barinas. Il donna le commandement de ces opérations au général Paez, tandis que lui-même restait inactif à Calabozo.

Bolivar quitta son quartier-général et dirigea sa marche par Guadatinasus, San Jose et San Francisco de Pimados. Il joignit, le 5 mai, la cavalerie du général Zarasa, composée en grande partie de Llaneros. Le 7, les patriotes commencèrent leurs opérations contre la capitale Caracas, et, le 22, les vallées d'Aragua furent occupées par les différentes colonnes des patriotes, tandis que leurs postes avancés étaient assiégés dans Cabrera et dans Consejo.

De son côté, le général Morillo voyant que la ville d'Ortiz ne pouvait plus l'approvisionner, partit avec le gros de ses troupes dans la direction de Valence. Il détacha de La Torre, qui avait été élevé au rang de brigadier général, pour occuper Villa del Cura, Vittoria et Las Cocuisas, où il ne trouva pas

de résistance, avec ordre de s'y maintenir jusqu'à nouvel avis. Calzada, avec un corps de mille hommes, occupait San Carlos, et le colonel Lopez la ville del Pao.

Le général Bolivar, à la veille de commencer ses opérations décisives contre Caracas, reçut la nouvelle inattendue que le général Monagas, qu'il avait détaché pour réparer les fortifications de la Cabrera, avait été forcé de quitter ce poste, non loin de Caracas, et de se retirer vers Cagua. Cette nouvelle dérangea beaucoup ses plans.

Pendant ce temps-là, le général Morillo avait redoublé d'activité, et, soutenu par le zèle des Espagnols, il s'était pourvu d'une grande quantité de munitions, avait recruté, remonté sa cavalerie, et réuni des forces assez considérables. Il jugea alors à propos de prendre l'offensive. Le 12 de mars, il détacha de Valence le général Morales avec trois mille hommes, le suivant, le 13, avec trois cents hommes de cavalerie et mille hommes d'infanterie. Le 14, Morales eut une petite escarmouche entre Guarara et San Joaquin, avec un détachement du général Monagas fort de quinze

cents hommes. Ce détachement ayant occupé la forte position de Tapatapa, Morales l'attaqua et le mit en déroute. Les patriotes perdirent trois cents hommes et leur bagage dans cette affaire. Morales les poursuivit et les attaqua de nouveau à Villa del Cura, et les força de battre en retraite jusqu'à Boca Chica, deux lieues plus loin.

Quand le général Bolivar eut appris la défaite de Monagas, il rassembla sur-le-champ toutes ses forces autour de lui, et arriva, le 15, avec environ trois mille hommes, au camp de Monagas, et partit ensuite avec ses troupes de Boca Chica, pour se rendre à Semen où il campa. Les Espagnols l'attaquèrent à deux heures du matin, mais furent repoussés. Une seconde attaque à la baïonnette décida l'affaire. Bolivar fut complètement mis en déroute et perdit plus de mille hommes, son artillerie et son bagage. En chargeant, à la tête de sa cavalerie, Morillo reçut une légère blessure et remit le commandement entre les mains du nouveau brigadier de La Torre. Celui-ci poursuivit les restes de l'armée de Bolivar, l'attaqua, le 29 mars, à Ortiz, et le dé-

fit, en lui faisant essuyer une perte de cinq cents hommes. Dans cette action, le général Morales se distingua en dirigeant lui-même la charge, tandis que La Torre se tenait derrière les troupes à une distance respectueuse de l'ennemi. Le 6 avril, Bolivar fut de nouveau battu à la Puerta par Calzada et Lopez, que de La Torre avait détachés à sa poursuite. Il perdit dans cette affaire six cents hommes tant tués que blessés; douze cents hommes, y compris les blessés, furent faits prisonniers. Le reste de l'artillerie de Bolivar, deux pièces de campagne et son bagage furent pris; et, accompagné de quelques officiers, il échappa à la poursuite de l'ennemi, grâce à la vîtesse de son cheval. Morillo, guéri de sa blessure, rejoignit ensuite l'armée et reprit le commandement.

Après ces défaites successives, Bolivar se retira à El Rimon de Los Toros, et là réunit six cents hommes de cavalerie et trois cents d'infanterie, le reste de ses forces. Le colonel Raphael Lopez fut détaché contre lui, surprit ses avant-postes, et pénétra dans le milieu de

son camp, à deux heures du matin, tuant quatre cents hommes et s'emparant presque de tout le reste. Bolivar n'eut juste que le temps de sauter de dessus son hamac, de monter à cheval et de s'échapper à la faveur de la nuit. Le colonel Raphael Lopez, qui commandait les Espagnols, fut tué; de leur côté les patriotes perdirent le brave colonel Palacios qui combattait vaillamment à la tête de son bataillon pour favoriser la fuite de Bolivar. Pour compléter ces défaites des patriotes, le colonel Francisco Ximenes attaqua Marinno à Carupano, le 12 mars, et le battit complétement.

Le général La Torre marcha, le 2 mai, de San Carlos sur la ville de Coxede où il croyait trouver l'ennemi, mais il rencontra les avant-postes du général Paez près de Camaruco, qui de son côté avait résolu d'attaquer les Espagnols à San Carlos. La Torre, après avoir défait les avant-postes de Paez, marcha contre lui et le mit en déroute non loin de Coxede. Morales, de l'autre côté, ayant marché contre Bolivar, qui s'était renforcé à Calabozo, l'at-

taqua, le mit en déroute et reprit possession de la ville.

Le général Bolivar se retira vers San Fernando de Apure, et se recruta d'un assez grand nombre de Llaneros venus des plaines. Comme il ne fut point inquiété pendant tout le mois de mai, il eut le temps de réunir un assez grand nombre de chefs, éparpillés sur différens points. Deux forts détachemens de troupes anglaises sous les ordres du colonel Wilson, vinrent joindre Bolivar, à la fin de mai.

J'entrerai ici dans quelques détails relatifs aux différens corps qui vinrent de la Grande Bretagne au continent de l'Amérique du sud. Ils ne sauraient manquer d'intéresser, puisque ces corps contribuèrent beaucoup aux succès des campagnes de Bolivar. Il est triste d'ajouter que les braves qui les composaient ne furent récompensés que par de mauvais traitemens, la misère, la maladie et la mort.

Ce fut à cette époque que le chef suprême parut reconnaître l'utilité du conseil que je lui avais donné, en 1816, relativement à l'em-

ploi des légions étrangères dans son armée. Il avait remarqué la conduite du bataillon de Guiria, composé d'hommes de couleur de la Guadeloupe; il résolut alors d'envoyer son agent à Londres pour s'entendre sur l'exécution d'un tel plan avec les maisons anglaises auxquelles Brion et d'autres avaient écrit. Il recommanda à cet agent de lui envoyer le plus grand nombre de troupes qu'il pourrait. Cependant, Bolivar ne pouvait rien offrir en échange de ce qu'il demandait. Mais, au moyen du crédit de l'amiral Brion et des promesses les plus flatteuses, on arriva à un résultat assez satisfaisant. Le lieutenant-colonel Hippisley, anglais, riche et dévoué à la cause de l'Amérique, accueillit les propositions qui lui furent faites, et parvint, mais non sans peine, à se procurer trois cents hommes qui furent armés, habillés et équipés, en Angleterre. Ils arrivèrent à Angostura, peu après le départ du général Bolivar pour l'armée, à la fin de 1817. Mais, quand ces hommes virent le malheureux état du service, quand ils eurent eu le temps de se convaincre que les promesses qu'on leur avait

faites, en Angleterre, ne pourraient jamais se réaliser, ils trouvèrent que leur condition était pire que celle à laquelle ils étaient soumis dans leur terre natale. Ils adressèrent de justes reproches au colonel Hippisley, pour les avoir entraînés dans ce service. Cependant cet officier n'avait eu nulle intention de les tromper; il s'était lui-même bercé des mêmes espérances que celles qu'il avait cherché à leur inspirer. Après quelques mois de service, Hippisley manifesta son mécontentement en se retirant. Celui qui commandait après lui, le lieutenant-colonel English était resté en Angleterre pour faire des recrues. Il envoya mille hommes par détachemens de cent à deux cents, à l'île de la Margarita, et y arriva lui-même après eux. Avant son arrivée, ces troupes avaient été divisées en trois compagnies commandées par les capitaines Johnston, M'Intosh et Woodstock. A ceux-ci se joignirent environ cinquante à cent hommes de différentes nations européennes, qui firent cette campagne avec le général Bolivar. Celui-ci commit la grande faute de les incorporer dans sa division, et dans celles de Paez

et de Monagas. Cette incorporation eut lieu par l'ordre exprès de Bolivar, qui avait toujours craint que les étrangers ne lui devinssent redoutables. Cependant, ainsi séparés, ils ne pouvaient pas être d'une grande utilité; tous, d'ailleurs, étaient mécontens d'une mesure qui paraissait dictée par une défiance injurieuse. Aussi, plusieurs d'entre eux quittèrent le service; le reste périt misérablement, ou faute de nourriture ou victime du climat.

Quand le colonel Hippisley se fut retiré, le colonel English fut nommé commandant d'une seconde légion qui s'augmenta jusqu'au nombre de deux mille cinq cents hommes environ, parmi lesquels se trouvaient des officiers d'un mérite distingué. Le lieutenant-colonel English fut avancé successivement jusqu'au grade de brigadier-général. Il arriva, au commencement de l'année 1819, à la Margarita, où l'amiral Brion lui fit une très belle réception, dans le port de Pompatar.

Le colonel Wilson amena quelques centaines d'hommes qui avaient servi en 1818. Il fut arrêté et se retira.

La troisième légion fut appelée la *légion*

irlandaise, parce qu'elle était composée principalement d'Irlandais, et commandée par le général Devereaux, natif d'Irlande, et fils du général Devereaux dont il avait été aide-de-camp. Son père mourut et lui laissa une belle fortune. Jeune et enthousiaste, il partit pour Buenos Ayres, où il offrit ses services. Toutefois n'ayant pas trouvé dans cette république les avantages dont il s'était flatté, il n'y resta pas long-temps, et vint offrir, en 1818, au général Bolivar, une certaine quantité d'armes, de munitions, et de fournitures militaires, à des conditions avantageuses, et à de longs termes de paiement, ainsi qu'il y avait été autorisé par ses amis d'Irlande et d'Angleterre. Le chef suprême accepta ses offres; et, ainsi encouragé, Devereaux alla plus loin, et proposa la formation d'une légion composée de ses compatriotes, qu'il se chargeait d'amener en Amérique. Il eut la bonne fortune de plaire au chef suprême qui l'autorisa à lever cette légion, qui devait se composer de cinq mille hommes.

Devereaux arriva, en Irlande, muni des pleins pouvoirs du dictateur. Ses promesses

furent si brillantes qu'il parvint à enrôler un grand nombre de ses compatriotes pour le service de Venezuela. Il envoya, à diverses reprises, environ cinq mille hommes à Angostura et à la Margarita, dont la plus grande partie avaient servi auparavant. Il se rendit à Londres et y réussit également. Parmi ses officiers il y en eut plusieurs qui, ayant appris par leurs amis de Saint Thomas et de la Jamaïque, que le service sur le continent de l'Amérique était des plus misérables, refusèrent de s'embarquer; le nombre de ces mécontens augmentant tous les jours, Devereaux se hâta de déjouer le projet qu'ils avaient formé de se retirer, en ordonnant leur départ immédiat pour leur destination.

Devereaux s'embarqua à Liverpool sur le brick anglais *Ariel*, avec deux aides-de-camp, un colonel, un major, un chirurgien, un chapelain et vingt-deux soldats. Le général avait pris ce brick sous un nom supposé, pour le transporter lui et ses compagnons à leur terre natale. Il s'était fait passer personnellement pour un marchand qui avait fait naufrage.

Après avoir tenu la mer pendant une quinzaine de jours, et ayant d'ailleurs bien pris ses mesures par avance, il informa le capitaine et l'équipage qu'il était le général patriote Devereaux, et ordonna au patron de le conduire à la Margarita. Étant arrivé dans cette île, il n'y trouva ni ses gens ni les provisions nécessaires. Il apprit bientôt que Brion et Montilla étaient partis avec une partie de ses soldats pour Rio Hacha : il se détermina sur-le-champ à les joindre. En arrivant devant ce port, il vit que le pavillon espagnol était arboré et qu'on ne répondait pas à ses signaux; il croisa donc pendant quelques jours, et, n'apprenant pas où était l'amiral Brion, il fit voile pour la Jamaïque, afin d'obtenir des renseignemens. Aussitôt que le brick eut jeté l'ancre dans le port-royal, une garde de troupes de marine vint, par ordre du gouverneur, à bord du brick, pour y rester jusqu'à ce que le duc de Manchester décidât de quelle manière on le traiterait. Le général Devereaux demanda la permission au commodore Huskinson de venir à terre avec un de ses aides-de-camp, mais cette faveur lui fut refusée.

Durant la traversée, l'équipage du vaisseau s'était révolté trois fois, et en général s'était très mal conduit.

Le général Devereaux quitta Port-Royal en juillet. Il fut bien reçu à Savanilla par l'amiral Brion, mais très froidement par le colonel Montilla. Les Caraguins sont en général d'humeur jalouse, surtout à l'égard des étrangers. L'aversion de Montilla pour eux est notoire. Il avait commandé une partie de la division du général Devereaux, qui s'était embarquée avec lui pour la Margarita. Il craignit que le rang supérieur de Devereaux ne le plaçât sous ses ordres; il prit alors l'initiative, et ne voulut pas le reconnaître pour son supérieur. Il y eut une espèce de provocation entre eux, mais ils ne se battirent point. Après ce différend avec Montilla, le général Devereaux partit pour le congrès qui siégeait alors à Cucuta, et dont le général Antonio Marinno était vice-président. Quoique Bolivar eût conféré à Devereaux le rang de brigadier-général, avant son départ pour la Grande-Bretagne, il n'avait jamais servi autrement que comme aide-de-camp de son père, et n'avait point de

talens militaires. Mais plein d'esprit, de tact et de finesse, Devereaux eut bientôt deviné le caractère du chef suprême, et par des flatteries aussi adroites que délicates, il parvint à s'insinuer dans ses bonnes grâces au point d'obtenir le haut rang de brigadier-général. On m'a assuré depuis qu'il n'avait jamais commandé sa légion, ou tout autre corps au service de la Colombie. Il resta tout simplement à Cucuta en qualité de brigadier-général.

Après la mort du général English, sa jeune et belle veuve se rendit à Cucuta pour recevoir du congrès les arrérages de solde dus à son mari, et une pension qu'elle réclamait pour elle-même. Quelques personnes malicieuses répandirent le bruit qu'elle n'était pas la femme légitime du général. A cette nouvelle le vice-président Marinno passa chez elle avec des témoins et un interprète, afin de s'assurer du fait. Madame English n'entendait pas l'espagnol et Marinno n'entendait pas un mot d'anglais. Quand l'interprète lui eut expliqué les motifs de la visite de Marinno, elle fut grandement offensée, et lui parla de telle façon qu'elle le rendit profondément honteux

de s'être chargé d'une commission semblable. Cette singulière visite vint à la connaissance de Devereaux qui, étant à Cucuta, écrivit sur-le-champ à Marinno pour lui certifier, dans les termes les plus forts, que cette dame avait été bien mariée au général English. Cependant, on fit encore des objections, on éleva des difficultés. Le général Devereaux, informé de cette espèce de déni de justice, prit feu, et envoya un cartel en bonne forme à Marinno. Celui-ci, indigné d'un semblable procédé de la part d'un étranger envers un magistrat d'un rang aussi élevé que le sien, envoya sur-le-champ le général dans un sombre et humide donjon, où il fut renfermé comme un criminel. Il trouva le moyen de s'adresser au congrès, se plaignit amèrement de ce traitement, et demanda qu'une commission d'enquête fût nommée pour examiner sa conduite. Cette grâce lui fut accordée, et, après être resté six semaines dans ce donjon, privé d'air et de lumière, et sans qu'il lui fût permis d'entretenir aucune communication à l'extérieur, il fut conduit sous bonne garde, de ville en ville, jusqu'à Caracas. Là, il fut jugé devant

une cour martiale, et honorablement acquitté, en novembre 1821.

La conduite du vice-président Marinno, à l'égard du général Devereaux, excita l'indignation des membres du congrès à un tel point qu'ils le destituèrent et mirent à sa place le docteur German Roscio, qui avait pris le plus grand intérêt à la cause de Devereaux. Aussitôt que le président Bolivar eut appris l'injustice dont on s'était rendu coupable à l'égard de celui-ci, il le nomma général de division ou major-général, et ordonna que la veuve du général English fût payée. Retournons maintenant au général Bolivar, que nous avons laissé à San Fernando de Apure, prêt à recommencer ses opérations offensives contre Caracas.

Après avoir pris Calabozo, au mois de juin, il donna les ordres aux différentes colonnes patriotes de marcher de nouveau sur Caracas. Leurs postes avancés allèrent en effet jusqu'à Curyato, éloignée de cinq lieues de la capitale dont les habitans étaient saisis de la plus grande terreur. Mais Morillo qui avait observé de près tous les mouvemens des pa-

triotes, et était beaucoup mieux servi par ses espions que Bolivar, donna des ordres pour attaquer tout à coup ces divisions séparées, l'une après l'autre. Bolivar avait imprudemment négligé de combiner ses mouvemens avec ceux de ces divisions; aussi celles-ci ne se prêtant aucun appui mutuel, furent-elles mises en déroute, partout où elles furent attaquées. Il y eut neuf actions différentes : à Sombrero, à Maracay, à la Puerta, à El Cayman, à Ortiz, à El Rincon de los Toros, à La Savanne de Coxeda, sur les montagnes de Los Patos et Nutrias. Dans l'espace de soixante-dix jours, les patriotes perdirent plus de cinq mille hommes en tués et en prisonniers; plusieurs milliers de fusils, vingt étendards, sept pièces de canon, plus de trois milles chevaux et mulets, une quantité considérable de bétail qui suivait les troupes, leurs munitions et leur bagage. Ils furent encore forcés de laisser au pouvoir des Espagnols toutes les villes et toutes les places situées en deça de l'Orinoco. Le chef suprême remit le commandement des débris de ses troupes au général Paez, et se retira

en toute hâte dans la forteresse d'Angostura. Ainsi furent tout d'un coup anéantis, par l'imprévoyance de Bolivar, les brillans succès des patriotes. Je donnerai ici l'opinion d'un natif de Caracas, du colonel, M. F. P., homme de cœur et de capacité, sur les opérations de cette campagne désastreuse. Découragé par les revers du chef suprême, il crut devoir quitter le service de Venezuela, et, après avoir réalisé une grande partie de sa fortune, il se retira à Londres. Voici ce que cet officier écrivait à M. F., marchand de Caracas, en date de San Thomas, le 12 juillet:

« J'ai attendu patiemment le résultat de la » dernière campagne qui s'est ouverte à Ca- » labozo. Le résultat a été terrible, mais tel » qu'on devait l'attendre, d'après les disposi- » tions de Bolivar. Après s'être approché à » environ six lieues de distance, il s'est con- » tamment tenu dans une position où il expo- » sait ses troupes à être battues en détail, et a » commis, à chaque pas, des fautes qui, selon » moi n'auraient pas été excusables dans un » caporal. En conséquence de ces dispositions,

» il avait été forcé de rester sur la droite de
» l'Apure, après avoir sacrifié la brave ar-
» mée que plusieurs généraux avaient placée
» sous ses ordres. Les dernières nouvelles re-
» çues de l'Orinoco, disent qu'on commence
» à ouvrir les yeux sur le prétendu héros.
» Fasse le ciel qu'il soit enfin en notre pou-
» voir d'apprécier son mérite et ses talens!

» Il est étonnant que nous n'ayons pu chas-
» ser une poignée d'Espagnols de notre pays,
» avec une armée de plus de neuf mille hom-
» mes, bien armés, bien équipés, et ample-
» ment fournis de toutes les choses néces-
» saires à la guerre. Mais c'est là une des
» conséquences de la confusion et du dés-
» ordre qui règnent dans nos opérations.

» Tandis que le général Bolivar mettait en
» sûreté sa personne, dans Angostura, les
» généraux Paez, Bermudes et Marinno se
» retiraient dans leurs plaines respectives. Ce-
» pendant Paez reprit la ville d'Aaraura, et
» se rendit maître d'une partie des plaines
» qui l'avoisinent. Là, il s'occupa sans relâche
» de recruter son armée. En même temps

» Marinno et Bermudes bloquaient Cumana » que les Espagnols avaient fortifié, et la ré» duisaient à la dernière extrémité. Les pa» triotes s'emparèrent aussi de Guiria, de Ca» rupano et de toutes les côtes du golfe de » Paria.

» Aussitôt que les habitans de Guiria furent » instruits des résultats de cette campagne, » un grand nombre d'entre eux murmurèrent » hautement contre le chef suprême. Cinq » des personnages politiques les plus influens » eurent une consultation secrète dans la» quelle il fut délibéré si l'on ne dépouillerait » pas Bolivar de ses pouvoirs, et si l'on ne » mettrait pas le général Paez à sa place. Tous » les cinq paraissaient assez indisposés contre » Bolivar, mais un d'eux montra autant d'é» loignement pour Paez, qu'il représenta » comme un homme grossier, incapable de » diriger les affaires civiles. Il dit aussi que, » bien que Bolivar fût incapable d'occuper » convenablement le haut poste auquel il » s'était élevé, il voyait cependant de grands » inconvéniens à l'en retirer dans les con-

» jonctures présentes; que d'ailleurs, l'adver-
» sité lui dessillerait les yeux et le rendrait
» plus accessible aux bons conseils. Après des
» débats très animés qui durèrent deux ou
» trois heures, les autres membres se rendirent
» à ces raisons, et Bolivar resta à la tête du
» gouvernement. » Bolivar dut ainsi la conservation de son existence politique à un étranger qui n'a jamais communiqué ces détails. Je les tiens de deux membres de cette conférence décisive, dont l'un est mort, et l'autre est encore vivant. Je sais le nom de cet étranger, et j'ajouterai qu'à cette époque il occupait un haut rang à Angostura. Les personnes qui m'ont donné ces renseignemens, m'ont assuré que ce changement aurait pu s'effectuer très facilement alors, malgré la nombreuse force militaire dont Bolivar était entouré, car l'aversion pour le chef suprême était universelle; la condamnation de Piar qui avait laissé beaucoup d'amis, et le mauvais succès de la dernière campagne étaient les deux principaux motifs de cette aversion; mais les mécontens n'avaient point

de chef, et ils savaient que le libérateur avait de nombreux espions, de sorte qu'ils n'osaient se communiquer leurs sentimens l'un à l'autre.



CHAPITRE XX.

Bolivar et Sanander. — Conseil du gouvernement à Angostura. — Roscio et Torres. — Situation des deux partis belligérans. — Les généraux English et Urdaneta. — Retour de Bolivar à Venezuela. — Événemens d'Angostura. — Loi fondamentale de la république de la Colombie. (Années 1818-1819.)

Malgré ces revers répétés, le chef suprême ne se montra nullement abattu, et continua d'agir comme s'il ne s'était rien passé contre la gloire de ses armes. Il apprit bientôt par ses émissaires que les habitans de la Nouvelle Grenade, indignés du joug que faisaient peser sur eux les chefs espagnols, n'attendaient plus que l'arrivée d'une armée patriote pour

déclarer leur indépendance, prendre les armes et combattre leurs tyrans. Le général Anander, ou comme il signe maintenant Sanander, vice-président de la Colombie, et connu pour être très opposé à Bolivar, était alors à Angostura. Il est né à la Nouvelle Grenade où il avait beaucoup d'amis qui le pressaient de venir avec les forces, les armes et les munitions dont il pourrait disposer. Il informa le chef suprême que les Espagnols étaient journellement harassés, non-seulement par les divisions victorieuses du général Urdaneta, de Valdes et d'autres, mais aussi par les forts et nombreux détachemens des guerillas qui augmentaient de tous côtés dans la Grenade. Sanander pressa Bolivar de lui envoyer mille hommes, trois ou quatre mille mousquets, des munitions, et d'autres approvisionnemens de guerre, à la Nouvelle Grenade, et de lui donner le commandement de l'expédition. Mais, comme le chef suprême avait l'idée d'aller lui-même dans cette province, tôt ou tard, et que, d'ailleurs, il était jaloux de tous ceux qui avaient plus de talent que lui ou jouissaient d'une plus haute réputation; il craignit que

Sanander ne le supplantât, ou, du moins, qu'il ne fît beaucoup mieux qu'il n'aurait pu faire lui-même. Il prit ses mesures en conséquence. Voici des faits à l'appui de cette opinion:

A la fin de juillet 1818, il arriva à Angostura un vaisseau à trois mâts, venant de Londres, et un brick de New-York, avec des cargaisons considérables de mousquets, de pistolets, de poudre à canon, de sabres, de selles, et en général de toute espèce d'équipemens militaires. Tous ces objets furent offerts à des conditions raisonnables au général Bolivar qui les acheta. Quand Sanander fut informé de cet envoi, il pressa le chef suprême de lui accorder vingt mille fusils, dont la Nouvelle Grenade avait besoin, ainsi qu'une quantité suffisante de munitions. Il offrait de transporter le tout dans cette province. Mais Bolivar, sous différens prétextes, lui refusa en partie sa demande, en ne lui donnant que deux mille fusils; il y en avait, cependant, cinq mille dans les magasins d'Angostura; et lorsqu'il se mit en marche lui-même pour cette province, il y prit une quantité considérable d'armemens complets pour ses troupes. Cette

conduite fit croire alors et avec quelque raison apparente, du moins, qu'il voulait convaincre les Grenadins que lui seul était capable de leur fournir le puissant secours dont ils avaient si grand besoin. A quelque cause qu'on attribue le refus qu'il fit à Sanander de lui fournir entièrement les secours d'armes et de munitions qui lui étaient nécessaires, tant est-il vrai toujours qu'il retarda l'émancipation de ce beau et vaste pays d'une année au moins. Quand il compromit la cause de la liberté et de l'indépendance, en 1815, il était évidemment animé par un esprit de vanité, d'ambition et de vengeance. Il en était de même très probablement dans la conjoncture présente.

Sanander quitta Angostura pour la Nouvelle Grenade avec ses deux mille mousquets, accompagné par le fils du général Urdaneta, quelques autres officiers et une petite escorte de soldats. L'objet de sa mission était de réunir les nombreux corps des guerillas patriotes, de les rassembler dans les belles et vastes plaines de Casanare, de les armer, de les organiser, de les exercer pour l'action, et en-

suite de les faire marcher réunis à la forte division du général Urdaneta contre la capitale Bogota pour chasser les Espagnols de Grenada, et intercepter les communications entre les royalistes de cette province et ceux de Venezuela. Malgré l'insuffisance de ses moyens matériels, Sanander exécuta plus de choses que n'en put faire Bolivar dans sa campagne de 1818 avec des forces considérables.

Sanander est brave, ambitieux, actif, infatigable. Il parle et écrit avec facilité. Il possède une parfaite connaissance topographique de son pays natal, ce qui lui fournit de grands avantages pour choisir des positions militaires. Ses compatriotes avaient la plus grande confiance en lui, sachant que c'était un officier de mérite, qui, de la condition la plus humble, s'était élevé au rang de général; aussi ses compatriotes le préféraient-ils à tout autre général, particulièrement à Bolivar, qui n'était pas aimé à Grenada. Les Espagnols avaient une si haute opinion de ses talens militaires que son nom seul suffisait pour les effrayer. Il a gagné plusieurs batailles, et s'est distingué en plusieurs occasions par une grande bra-

voure, mais il souilla sa gloire par sa cruauté. Après la bataille de Boyona, ce chef sanguinaire ordonna de fusiller vingt-huit généraux et d'autres officiers qui s'étaient rendus prisonniers.

Après que Sanander se fut éloigné d'Angostura, les vrais amis de la liberté ne voyaient rien dans le gouvernement établi qui pût raisonnablement leur faire espérer des améliorations sensibles de l'avenir. Sous l'administration du chef suprême, l'état était comme un vaisseau sur une mer orageuse, sans pilote ferme et habile. Ils voyaient à regret que ses opérations fussent le résultat d'impulsions momentanées; ses actions étaient tellement mobiles, qu'elles prouvaient évidemment qu'il n'agissait d'après aucun système suivi.

Avant de quitter Angostura, en 1817, le général Bolivar établit un *conseil de gouvernement* dont il nomma président Francisco Antonio Zea. M. Zea, qui plus tard mourut à Londres, étant ministre, était sans contredit un homme droit et intègre, mais il avait une mauvaise santé. Son état maladif, ou le réduisait à l'inaction, ou l'empêchait d'agir avec l'énergie

nécessaire. Aveuglément soumis à la volonté du chef suprême, il n'osait rien faire sans son consentement exprès. Ainsi, il arriva que les plus frivoles décisions de ce conseil de gouvernement d'Angostura, étaient envoyées au chef suprême, partout où il pouvait être trouvé, pour qu'elles obtinssent sa sanction. Le général Bolivar, obligé à chaque instant de changer de lieu, laissait souvent de gros paquets sans les ouvrir, et quelquefois signait des pièces importantes, dont il ne pouvait prendre qu'une lecture très précipitée, et les renvoyait ensuite à Angostura. Un autre empêchement à la prompte expédition des affaires c'était que M. Zea ayant vécu plus de vingt ans en Espagne, suivait strictement les vieilles habitudes de ce pays. Il était bien impossible que deux hommes de ce caractère gouvernassent un pays étendu, agité par les passions, la guerre civile et les troubles de toute espèce. Le résultat inattendu de la dernière campagne n'était pas de nature à inspirer la confiance en général.

Cependant Bolivar sentait la nécessité d'avoir recours à un emprunt; mais, comme le

gouvernement américain ne pouvait offrir aucune garantie, il résolut de se procurer de l'argent en levant des contributions extraordinaires. Ce n'était pas, au reste, chose facile que d'exécuter cette résolution, dans un pays où le commerce et l'industrie étaient détruits. Les personnes qui avaient de l'argent étaient des Espagnols, secrètement ennemis du gouvernement, et qui n'avaient pas la moindre confiance dans le chef suprême. Aussi fallut-il en venir à des mesures de violence qui n'augmentèrent pas peu le mécontentement général. Dans ces fâcheuses conjonctures, les habitans d'Angostura virent, avec une espèce d'horreur, la maison du dictateur briller d'un nouvel éclat; ils furent indignés de ses prodigalités pour ses maîtresses, des largesses qu'il répandait inconsidérément sur des officiers favoris qui n'avaient d'autre mérite que de se montrer ses flatteurs les plus assidus, ses espions les plus actifs.

La République de Venezuela n'était alors autre chose que ce qu'elle avait été dans les années 1813 et 1814, c'est-à-dire un état dévoré par une anarchie militaire despotique.

Dans des conjonctures aussi difficiles, on peut juger de l'embarras du chef suprême, qui ne savait de quel côté il devait diriger principalement son attention. Il recevait tous les jours des nouvelles de défections, ou apprenait que le mécontentement du peuple augmentait tous les jours, et n'était comprimé que par la seule crainte des baïonnettes. Dans ce moment critique arriva tout à coup un homme de sens, de talent, d'un caractère ferme et décidé, qui sauva ce misérable gouvernement et son pays d'une ruine totale. Cet homme était le docteur German Roscio. Je vais entrer ici dans des détails qui seront d'autant plus intéressans qu'ils sont moins connus.

Le docteur Roscio était natif de Venezuela, et y avait paru avec distinction dans le premier congrès, assemblé à Caracas, en 1811. Il fut, comme beaucoup d'autres, arrêté en juillet 1812, à Laguaira, et envoyé à Cadix avec le général Miranda. Il fut mis dans un donjon à La Caraca, non loin de Cadix. Il avait dans cette dernière ville des amis qui facilitèrent son évasion, et il parvint à gagner Gibraltar. De là, il se rendit à Londres et en-

suite aux États-Unis d'Amérique, où il trouva M. Manuel Torres, Caraguin comme lui, et qui vivait à Philadelphie d'une manière très retirée. Ils devinrent bientôt amis intimes. M. Torres mourut, à quelques milles de Philadelphie, en 1822, dans une situation déplorable; il était cependant, en ce temps-là, accrédité en qualité de chargé d'affaires de la Colombie. Il resta malade dans son lit pendant les trois ou quatre derniers mois de sa vie, et serait mort avec sa famille, si des citoyens respectables qui le connaissaient ne s'étaient empressés de lui fournir les choses nécessaires à la vie. Il est certain que ses minces appointemens ne lui étaient point payés.

Le docteur Roscio et M. Torres étaient d'excellens patriotes, des hommes de talens supérieurs, qui possédaient des connaissances solides dans toutes les branches d'administration civile, particulièrement dans le département des finances. Ils étaient compétens pour établir une constitution qui s'adaptât à la situation, au caractère et au génie de leurs compatriotes. Tous les deux étaient honnêtes, et ils n'avaient rien tant à cœur

que le bien-être de leur pays. Ils virent avec un profond regret le tour défavorable que la révolution de Caracas avait pris. Ils déplorèrent le sort de Miranda et rendirent justement hommage à son caractère et à sa mémoire. Ils blâmèrent hautement le général Bolivar d'avoir usurpé le pouvoir dictatorial, et de paraître déterminé à le retenir, quoiqu'il ne possédât ni assez de talent ni assez de fermeté pour remplir un poste aussi élevé. Malgré leur opinion particulière sur le général Bolivar, ils résolurent de faire les derniers efforts pour sauver leur pays, de rendre sensibles au chef suprême, s'il était possible, toutes les fautes qu'il avait commises, et de lui faire adopter des mesures qui devaient contribuer à la prospérité publique.

M. Torres était d'une faible constitution; il ne voulut point quitter Philadelphie; il voyait d'ailleurs un avantage à se tenir à une certaine distance du chef suprême. Il se trouvait ainsi à l'abri de toute espèce de contrôle de la part de Bolivar. Ce fut alors qu'il se détermina à entamer une correspondance avec lui.

Le docteur Roscio partit seul et arriva à

Angostura, au commencement de 1818, peu après que Bolivar eût marché contre Caracas. Il était porteur de beaucoup de lettres et de papiers très intéressans et très importans pour Venezuela, mais particulièrement d'une très longue lettre de son ami Torres au chef suprême. Dans cette lettre, Torres flattait la vanité de Bolivar; il lui faisait beaucoup de complimens sur ses bonnes intentions, sur sa persévérance, mais il lui disait franchement que le gouvernement qu'il avait établi à Venezuela ne convenait nullement au caractère de ses habitans ni aux intérêts compliqués d'une république si étendue; il ajoutait, en outre, qu'un gouvernement militaire conduirait à l'anarchie, qui entraînerait avec elle la ruine du pays et la destruction certaine de l'homme, quel qu'il fût, qui entreprendrait de soutenir un tel gouvernement.

J'ai déjà dit que Bolivar abhorrait le gouvernement despotique de l'Espagne, et qu'il pouvait écouter les avis des hommes éclairés et approuver les plans qu'ils lui présentaient; mais malheureusement pour lui et pour le pays, il était entouré de flatteurs aussi mé-

prisables qu'ignorans qu'il avait la faiblesse d'écouter, et pour lesquels son affection était si grande qu'il agissait souvent conformément à leurs désirs contre sa propre conviction. Si Bolivar avait agi d'après son propre jugement, il est probable que l'intérêt du pays eût été plus souvent consulté.

Dans l'absence du général Bolivar, le docteur Roscio fut reçu par le président du conseil du gouvernement de la manière qu'il méritait. Pendant son séjour il se fit beaucoup d'amis : il paraît qu'il fut un des éditeurs ou rédacteurs du *Courrier d'Angostura*, gazette qui fut protégée par Zea, et pour laquelle il écrivit plusieurs articles. Cette circonstance excita une espèce de rivalité entre ces deux hommes distingués. Comme le docteur annonçait ses principes en termes clairs et énergiques, que son style était élégant, vif et animé, Zea commença à devenir jaloux de son mérite, à le recevoir froidement, et à se montrer très réservé à son égard. Tout le monde était empressé d'être présenté au docteur Roscio, et cet empressement faisait que la maison de M. Zea était moins fréquentée.

Bolivar, à son arrivée, reçut le docteur comme une vieille connaissance, parce qu'il avait eu l'occasion de le rencontrer plusieurs fois à Caracas, en 1811 et 1812. Le docteur présenta la lettre de M. Torres qui produisit sur le chef suprême, l'effet qu'on en attendait. Doué d'une éloquence, que relevait singulièrement une réputation sans tache, Roscio, dans plusieurs conversations particulières avec Bolivar, parlait avec la plus grande chaleur en faveur des principes émis dans la lettre de son ami Torres. Il était fortement secondé par le docteur Ramon Cadix et Palacio Taxar, hommes de talent, pour lesquels le chef suprême professait le plus grand respect. Il résulta de cette combinaison d'efforts que le général Bolivar consentit à assembler un congrès. Il paraissait ainsi convaincu de la nécessité de changer de système; cependant, quand il fallut agir, il n'accorda au congrès que des pouvoirs très limités, se réservant à lui-même, l'autorité suprême. Soit qu'il agît ainsi pour se conformer aux désirs de ses flatteurs, soit qu'il ne consultât que son ambition, c'est ce qu'on ne saurait dire; il est

probable, du moins, que l'une et l'autre cause influèrent sur sa détermination. Cependant, son nouveau plan découvrait une ignorance totale des principes des gouvernemens républicains de nos jours, et des excellens traités qui ont été composés sur ce sujet. Il était donc bien loin de pouvoir satisfaire les patriotes éclairés. Il avait fait ce projet de constitution qu'il voulait introduire dans Venezuela, d'une assez grande étendue. Dans ce projet, il proposait d'instituer une chambre de pairs et une de députés; les membres de la premiere chambre devaient avoir les titres de baron, de comte, de marquis, de duc etc.; les emplois étaient à vie et les titres héréditaires. D'après ce plan, qui n'était évidemment qu'une imitation de la constitution anglaise, il est clair qu'il désirait établir une aristocratie permanente.

Bolivar était si enthousiasmé de ce plan, qu'il le communiqua secrètement au conseil du gouvernement, et je dis à regret que le président Zea lui donna hautement son approbation. Aussitôt que le docteur Roscio fut informé de cette circonstance, il se concerta

avec ses amis, Cadix et Faxar, pour réunir leurs représentations auprès du chef suprême, dans l'intention de le faire changer de résolution. Si elles ne remplirent pas d'abord leur but, elles réussirent du moins à diminuer l'empressement de Bolivar pour ce projet, au point de lui en faire suspendre l'exécution. Le docteur Roscio écrivit sur-le-champ à Torres, auquel il développa tout le plan du dictateur. Torres n'eut pas plutôt reçu cette nouvelle, qu'il écrivit au chef suprême, en termes si persuasifs et si éloquens, que celui-ci se décida à renoncer entièrement à la partie aristocratique du projet.

L'installation du congrès, qui eut lieu, le 15 février, fut accompagnée des cérémonies les plus solennelles et les plus imposantes, dont je m'abstiendrai de donner le détail ici.

La convocation de ce congrès changea la forme du gouvernement de Bolivar, mais n'en altéra pas la substance. Zea, homme probe et vertueux, était faible et entièrement dévoué au général qui, par des intrigues particulières, lui procura la présidence du nouveau congrès, parce qu'il savait que Zea était

tout-à-fait incapable de commander l'armée, et qu'il n'avait ni assez d'amis ni de partisans pour prétendre au gouvernement de la République. L'élection se fit nominativement et non par la voie du scrutin secret : le chef suprême était présent. Dix ou douze députés proposèrent M. Zea ; les autres n'osèrent pas alors s'opposer à sa nomination ; et ainsi M. Zea fut unanimement élu, bien qu'un grand nombre des membres de l'assemblée, et probablement la majorité lui fussent contraires.

En cette occasion, le général Bolivar donna une nouvelle preuve de son amour pour le pouvoir. Dans sa proclamation, datée d'Angostura, le 20 février, il dit : « Le congrès » général de Venezuela a pris le pouvoir su- » prême qui m'avait été confié jusqu'à ce » jour; je l'ai rendu au peuple, en le remet- » tant entre les mains de ses légitimes repré- » sentans. La souveraineté nationale m'a ho- » noré en mettant entre vos mains le pouvoir » exécutif, avec le titre de président provi- » soire de Venezuela. Venezueliens ! je me sens » incapable de vous gouverner; je l'ai souvent

» dit à vos représentans qui, en dépit de mes » refus bien fondés, m'ont toujours confirmé » dans mon commandement.

» Soldats de l'armée libératrice! ma seule » ambition a toujours été de partager avec » vous les dangers auxquels vous êtes exposés » pour la défense de la République. »

Le nom de congrès fit une impression favorable sur l'opinion publique, et le nouveau gouvernement fut puissamment secondé par les habitans de Venezuela; en sorte que le général Bolivar parvint à former une armée de treize à quatorze mille hommes, qui le mit dans le cas de prendre l'offensive.

Il reçut d'Angleterre, outre la légion dont j'ai parlé, de fortes cargaisons d'armes, de munitions et de fournitures militaires de toute espèce. Un nombre considérable d'officiers français, allemands, polonais et autres, se rendirent à Angostura et à la Margarita pour offrir leurs services, attirés sans doute par des espérances d'avancement et de fortune et par le désir généreux d'être compris parmi les braves qui avaient combattu pour la cause sacrée de la liberté et de l'indépen-

dance. Le général Bolivar leur fit un bon accueil. Ses manières polies et aisées, son affabilité grâcieuse charmèrent plusieurs milliers de ces étrangers qui ne savaient pas de quelle jalousie il était animé contre tous ceux qui ne faisaient pas partie de sa nation. Cependant, quand ces étrangers s'aperçûrent qu'ils ne recevaient ni solde, ni bonnes rations, et que les troupes indigènes les regardaient d'un œil jaloux, qu'ils étaient obligés de traverser continuellement des plaines marécageuses ou arides, leur zèle se changea en abattement; beaucoup se retirèrent dans un état déplorable, ainsi que les habitans de la Jamaïque, de Saint-Thomas, de Curaçao et de plusieurs autres endroits peuvent l'attester.

Cependant, les grands efforts que firent alors les chefs patriotes et le renouvellement de l'esprit public donnèrent les plus belles espérances que la campagne de cette année serait la dernière.

Le général Bolivar qui désirait impatiemment effacer l'impression de la malheureuse campagne de 1818, conçut, pour cette année, un excellent plan qui, conduit avec habileté,

aurait infailliblement réussi : il fit mine d'avoir l'intention d'attaquer Caracas et d'affranchir Venezuela du joug de l'Espagne. Cette démonstration engagea Morillo à affaiblir la Nouvelle Grenade, et à concentrer ses forces sur ce point. Informé de ce mouvement, Bolivar changea brusquement de direction, réunit ses troupes aux nombreuses guerillas et marcha en colonnes contre Bogota.

Bolivar, ainsi que je l'ai dit plus haut, avait envoyé, devant, le général Sanander pour tout préparer : il avait en outre ranimé l'esprit public, en remportant des avantages sur l'ennemi, de sorte qu'il lui eût été facile de soulever les habitans des vingt-deux provinces de cet état contre leurs oppresseurs.

Bolivar, sûr de conserver le pouvoir suprême, nomma Zea pour le remplacer pendant son absence; il envoya les généraux Urdaneta et Valdez avec environ vingt officiers à l'île de la Margarita, pour organiser les troupes qui s'y trouvaient, et partit pour l'armée, le 27 février. Il avait avec lui un nombreux et brillant état-major et deux mille hommes. Il

dirigea sa marche vers la rive gauche de l'Araura pour se joindre à Paez, qui avait environ trois mille Llaneros, tous montés.

Le général Bolivar nomma San Yago Marinno, commandant en chef des corps placés sous les ordres de Bermudes, de Monagas, de Zaraza, de Roxas, et de Montes, forts d'environ six mille hommes, et lui ordonna de prendre Barcelona et Cumana d'assaut, si ces deux villes refusaient de se rendre. Ces corps se mirent en marche, en février.

Outre ces forces de terre, les patriotes avaient dans les ports de mer de Pompatar et de Juan Griego, dans l'île de la Margarita, douze vaisseaux armés, et parmi eux une corvette et sept bricks; il y avait aussi des goëlettes montées par des Anglais et des Américains. On construisait dans le même temps sur l'Orinoco huit bâtimens qui consistaient principalement en chaloupes canonnières.

Contre des forces si imposantes, qui le menaçaient d'une entière destruction, le général Morillo n'avait rien négligé pour se mettre en bon état de défense. En janvier, il quitta Va-

lencia, à la tête de cinq mille hommes, et ordonna de faire fortifier San Fernando de Apure où La Torre commandait, et où Morillo avait établi son quartier général. Peu après, le général Paez évacua la ville et se retira sur l'Araura pour effectuer sa jonction avec le général Bolivar. Morillo se porta alors en avant et établit son camp devant le bourg de Causucal.

Dès que le général Morillo eut appris que beaucoup de troupes anglaises s'étaient réunies aux patriotes, il craignit que leur nombre ne devînt si grand qu'il ne lui fût impossible de leur résister. Il fit donc paraître une proclamation adressée aux chefs, aux officiers et aux soldats de Sa Majesté Britannique, qui servaient alors les insurgés, pour les engager à passer dans l'armée espagnole. Il leur dit entre autres choses : « Le gouvernement de » Sa Majesté Catholique et moi-même en par» ticulier avons été informés de la manière » dont un grand nombre des sujets de Sa » Majesté Britannique ont été entraînés en » Angleterre par Mendes et d'autres traîtres » à partager la fortune de ceux qui s'appellent

» les Indépendans de l'Amérique du sud. Les » agens révolutionnaires leur ont représenté » qu'il existait un gouvernement républicain, » des lois bien établies, des armées et des » habitans qui se sont soumis volontairement » à une telle république. Par cet exposé trom» peur des choses, beaucoup d'entre eux se » sont décidés à quitter leur pays, dans l'in» tention de s'y établir et d'obtenir, comme » récompense de leurs services, la fortune et » les honneurs. Mais qu'ils ont été cruelle» ment trompés! Anglais! c'est à vous que je » m'adresse; à vous, qui connaissez déjà ce » fameux personnage, Simon Bolivar, que vous » comparez, en Angleterre, à un Washington; » mais maintenant que vous avez vu le héros » de cette misérable république, que vous » connaissez ses troupes, ses généraux et les » imbécilles qui composent son gouverne» ment, vous savez que vous avez été gros» sièrement trompés. Vous servez sous les » ordres d'un homme qui, en tout point, est » très insignifiant, et vous vous êtes réunis » à une horde de bandits qui ne sont connus » que par leurs cruautés. Je sais qu'il existe

» beaucoup d'Anglais et d'autres étrangers » qui ont été trompés, mais qui ne peuvent » abandonner cette cause injuste, parce qu'ils » manquent de tout. J'offre et je promets à » ceux qui se présenteront volontairement à » l'armée dont je suis le chef, la parfaite garantie de leur personne, soit qu'ils se décident à prendre du service dans les troupes » de Sa Majesté Catholique, soit qu'ils veuillent » quitter l'Amérique.

» *Signé*, Pablo Morillo.

Quartier général d'Achaguas, 26 mars 1818.

Le 20 mars, le général Bolivar réunit ses forces à celles du général Paez auquel il communiqua son nouveau plan d'opérations contre la Nouvelle Grenade, et lui demanda l'appui de sa cavalerie de Llaneros. Paez lui dit qu'il était prêt à le suivre, mais qu'il doutait que ses Llaneros voulussent consentir à faire partie de l'expédition. Il est certain que ces Indiens n'aiment pas combattre loin de

leurs plaines; aussi malgré les instances les plus pressantes de Bolivar et de Paez, ils refusèrent positivement, et déclarèrent que, si on employait la force pour les réduire, ils déserteraient et reviendraient à leurs plaines natales où ils avaient coutume de combattre. Obligés de céder d'après un refus aussi formel, les deux généraux ne parvinrent pas sans peine à calmer ces barbares irrités. Au reste, cet acte d'insubordination qui privait l'armée de sa cavalerie, refroidit singulièrement l'ardeur des troupes du général Bolivar.

Cependant, Morillo qui avait résolu d'en venir aux mains, détacha contre Bolivar et Paez une forte colonne espagnole sous les ordres du colonel Pereira qu'il suivait de près, et, le 27 mars, une action eut lieu à peu de distance de Trapiche de la La Gamarra, où les patriotes furent battus. Le général Morillo, dans son rapport officiel, tourna ainsi en ridicule les dispositions faites par le général Bolivar : « Les bateaux qui furent » détruits, » dit-il, « dans l'Apure, ont été la » cause qu'il ne m'a pas été possible de tra- » verser l'Araura. Autrement, j'aurais achevé

» la destruction des forces réunies sous les » ordres de Bolivar et de Paez. Cependant, » ajoute-t-il ironiquement, « Bolivar s'était » vanté de prendre la capitale en deux jours, » quand il quitta la Guayana avec son fameux » renfort d'Anglais. »

Le triomphe des Espagnols ne fut pas de longue durée. Peu après, Bolivar et Paez reçurent des renforts et marchèrent contre Morillo, dont le quartier général était à Achaguas. Ils l'attaquèrent, le 15 avril, et, après un vif engagement, ils le mirent en pleine déroute, lui firent essuyer une perte de plus de douze cents hommes et le forcèrent à battre en retraite, avec le reste de ses troupes, jusqu'à Calabozo. Le colonel Donato Paez, frère du général, détruisit trente six chaloupes canonnieres et prit dix-huit pièces de canon de gros calibre.

Sur un autre point, les troupes commandées par le général espagnol La Torre furent mises en déroute et obligées de faire leur retraite par les plaines d'Aragua, et de joindre leur général en chef à Calabozo. La conséquence de ces deux victoires fut l'occupation de Barinas

par les patriotes, qui leur ouvrit le chemin de la Nouvelle Grenade.

Morillo rassembla de nouveau une armée de six mille hommes, et essaya d'envahir les plaines d'Apure, et de profiter de l'absence de Bolivar, qui était entré dans la province de Barinas pour recruter, et pour se réunir aux troupes anglaises qui s'étaient dirigées sur ce point. Le général Paez évita soigneusement la bataille qu'on lui offrait, et s'efforça d'attirer l'ennemi dans l'intérieur des plaines, pour qu'il pût lui couper sa retraite. Dans cette courte campagne, Paez manœuvra avec tant d'habileté et de succès, qu'il harassa et même battit plusieurs détachemens de l'ennemi, prit et tua plus de quinze cents hommes, intercepta les convois et les autres secours envoyés à l'armée de Morillo. Celui-ci fut enfin obligé de battre en retraite jusqu'à Achaguas.

Le général Bolivar arriva en mai, avec ses troupes étrangères, à Nutrias, où il leur fit prendre quelque repos. Paez, avec environ deux mille hommes de cavalerie et huit cents hommes d'infanterie anglaise, observait et assiégeait Morillo dans Achaguas. Il envoya

même de fort détachemens du côté de Calabozo et de San Carlos, pour surveiller les mouvemens de l'ennemi dans cette partie du pays.

Si Bolivar avait possédé seulement une médiocre connaissance de l'art militaire, il aurait réuni ses troupes et celles de Paez à celles de Marinno, et il aurait détruit d'un seul coup les forces de Morillo; et si ce général avait évité toute affaire décisive, il aurait pu lui couper ses convois, et le forcer à mourir de faim, ou à capituler. Mais au lieu de suivre une ligne de conduite qui lui était tracée par la nature des choses, il se contenta de surveiller les Espagnols dans Achaguas, sans rien entreprendre contre eux. Morillo sut apprécier convenablement la mollesse de cette conduite, et, réunissant ses forces, il se mit à leur tête et s'ouvrit un chemin à travers le camp de l'ennemi. Après cet acte de vigueur, il arriva, en juin, sans avoir essuyé aucune perte considérable, à Caracas, d'où il détacha, sur-le-champ, deux bataillons pour renforcer Barcelona et Cumana.

Pendant ce temps-là, le général Marinno recrutait activement au Pao de Barcelona,

dans l'intention d'attaquer le colonel espagnol Aldama; Bermudes serrait de près Cumana, et Urdaneta devait agir de concert avec le général English et les troupes anglaises qui étaient arrivées avec lui à la Margarita sur l'un des points de la côte orientale de Venezuela.

Cette expédition, appelée l'expédition des étrangers, partit, le 13 juillet, de la Margarita, sur vingt-cinq bâtimens armés et de transport. A bord de l'escadre on comptait quatorze cents hommes de troupes anglaises et hanovriennes et environ mille matelots commandés en chef par le général Urdaneta. Ces troupes jetèrent l'ancre près de la côte de Barcelona, et lorsqu'elles eurent effectué leur débarquement, l'escadre fut dirigée vers Cumana, afin de bloquer la place plus étroitement. Marinno, après avoir défait le colonel Aldama, le 12 juin, près Chispera, se réunit aux forces de Sedenno, de Zarasa, de Monagas, de Roxas, de Bermudes et de Thomas Montilla. Toutes ces troupes étaient réunies dans un seul camp, près San Diego de Cabrutica, où les troupes anglaises sous Urdaneta.

étaient attendues de jour en jour. Dès ce moment, chacun fut convaincu qu'une armée de treize mille hommes serait plus que suffisante pour conquérir Cumana, Barcelona, Caracas, et tout le pays de Venezuela. Les chefs patriotes étaient si sûrs du succès qu'ils détachèrent deux mille hommes vers Cucuta, dans la Nouvelle Grenade, pour renforcer le général Sanander. Au reste, celui-ci avait été joint, dès son arrivée, par un grand nombre de patriotes et avait pénétré déjà jusqu'à Sagamosa, non loin de la capitale de Bogota.

Les troupes anglaises sous les ordres d'Urdaneta, au lieu de se réunir aux forces de San Yago Marinno, près de Cumana, débarquèrent, comme je l'ai déjà dit, non loin de Barcelona. On a dit aussi que cette mauvaise disposition avait été ordonnée par le général Rafael Urdaneta pour ne pas servir sous le général Marinno, qu'il méprisait. Urdaneta était aussi jaloux du général English à cause de la grande autorité qu'il exerçait sur les troupes anglaises qui étaient très naturellement plus disposées à obéir à un chef de leur nation qu'à Urdaneta. Aussitôt que le débarquement fut effectué, une

forte colonne d'Espagnols s'opposa à ce que les troupes s'avançassent dans l'intérieur de la province, et, comme elles n'avaient pas de provisions, elles furent obligées de se rembarquer le 3 août. Elles firent voile pour Cumana, et débarquèrent près de ce lieu, à Bordones, que les Espagnols avaient fortifiée. Le général Urdaneta, sans attendre les forces de Marinno, ordonna d'attaquer Cumana, mais il fut repoussé par la garnison. Le 8 août, les troupes anglaises attaquèrent cette place à quatre reprises différentes avec la plus grande bravoure; mais elles furent encore repoussées avec perte. La plus grande partie de ces troupes héroïques périt ensuite devant une petite batterie, appelée Agua Santa. On en perdit encore un bon nombre à Maturin, où elles s'étaient retirées après leur défaite. Comme cette dernière ville était entièrement ruinée, elles n'y trouvèrent que de faibles moyens de subsistance. Le manque de nourriture, la fatigue et le climat firent de nombreuses victimes parmi elles. Le général English se retira alors à la Margarita, dégoûté d'un tel service et particulièrement de la conduite d'Urdaneta envers lui et

ses troupes. L'escadre se dirigea aussi vers cette île.

Ainsi se termina cette expédition, dont les patriotes attendaient, avec raison, de grands succès, et dans laquelle les troupes anglaises furent inutilement sacrifiées, comme il y a bonne raison de le croire, à l'ignorance et à la jalousie du général Urdaneta.

Parmi les étrangers qui accompagnèrent le général English, se trouvait un major nommé Guillemore. Il était ingénieur et très distingué par ses talens militaires. C'est lui qui fit construire les fortifications de Santa Rosa, forteresse qui protégea le petit port de Juan Griego, dans l'île de la Margarita, et que Morillo ne put jamais prendre. Le major Guillemore s'opposa de tout son pouvoir à l'attaque de Cumana, et parla avec autant de force que d'éloquence pour prouver qu'elle ne devait pas réussir. Urdaneta le traita rudement; et, bien que le général English lui-même joignît ses représentations à celles du major, il n'en persista pas moins à ordonner l'attaque : on sait quelles en furent les conséquences. Quand ce résultat fut connu, Urdaneta, Bermudes,

Marinno et quelques autres chefs nationaux eurent la bassesse de déclamer hautement contre *ces étrangers*, et de les appeler des lâches. C'est ainsi qu'ils ne rougirent pas d'imputer au général English les terribles conséquences de l'ignorance et de l'obstination d'Urdaneta.

Le général English était enthousiaste de la cause de la liberté, et officier de mérite. Il mourut de chagrin du mauvais succès de son entreprise à la Margarita. Le major Guillemore se retira avec l'idée la plus défavorable du service dans la Colombie.

Les patriotes parvinrent enfin à se rendre maîtres de Barcelona, le 5 août. Ce ne fut pas, au reste, une conquête dont on dut se montrer très fiers. Urdaneta et Bermudes n'avaient pas moins de deux mille hommes sous leurs ordres, et ils n'eurent affaire au plus qu'à une centaine d'hommes postés dans une maison fortifiée plutôt que dans une véritable forteresse; encore manquaient-ils de vivres et de munitions de guerre. Ce siége n'en dura pas moins deux mois. Qu'on juge par-là des brillans talens militaires de ces deux généraux.

Quand les patriotes s'approchèrent de Barcelona, le lieutenant-colonel Gorin, qui commandait les Espagnols dans la ville, envoya un détachement de trente cavaliers, pour reconnaître l'ennemi, qui marchait vers les faubourgs de la ville, sans rencontrer d'opposition. Dans la nuit, ce détachement surprit une garde avancée de six hommes, commandée par un sergent, et la passa au fil de l'épée, avant qu'elle pût donner l'alarme. Ces cavaliers s'avancèrent ensuite rapidement vers la maison où était couché le général Urdaneta. Ils surprirent ses gardes, commandés par un officier anglais, les tuèrent, mais épargnèrent l'officier, qu'ils désarmèrent et menacèrent de tailler en pièces s'il faisait le moindre bruit. Ils bâillonnèrent ensuite l'officier, et deux Espagnols l'attachèrent à la queue de leurs chevaux. Urdaneta fut éveillé par le bruit, s'échappa par une porte dérobée, et donna l'alarme à ses troupes. Les Espagnols, obligés alors de se retirer, partirent au grand galop, de sorte que leur prisonnier fut littéralement mis en pièces, vivant.

Au mois de juin, le général Bolivar se sé-

para du général Paez dans l'intention de pénétrer dans le cœur de la Nouvelle Grenade avec une très forte colonne. Il rejoignit celui-ci, et s'efforça de se rendre maître de la province de Barinas, afin de se couvrir de ce côté. Bolivar trouva l'ennemi dans la vallée de Samagoso, de la province de Tunja. Il avait avec lui deux mille hommes d'infanterie, la plus grande partie Européens, et cinq cents hommes de cavalerie. Le général espagnol Barasino avait environ le même nombre. La bataille qui se livra, le 1er juillet, fut chaude et opiniâtre; enfin les Anglais décidèrent le combat par une charge vigoureuse qui força l'ennemi à se retirer en grand désordre. Barasino se renforça bientôt lui-même, et, le 23 du même mois, il attaqua le général Bolivar à Patano de Barg, près la capitale de la province de Tunja. Il fut défait une seconde fois, perdit son artillerie, son bagage, une grande partie de ses troupes, et ses officiers d'état-major. Un nombre considérable de déserteurs, des cavaliers principalement, passèrent aux patriotes.

Le général Bolivar proclama la loi martiale,

en vertu de laquelle tous les habitans de la Nouvelle Grenade, capables de servir, furent contraints de porter les armes et de se joindre à ses troupes, sous peine de mort. Son armée s'éleva bientôt à trois mille hommes d'infanterie et à seize cents de cavalerie. Avec ces forces il marcha sur la capitale Bogota. Il trouva le général Barasino, posté à une petite ferme appelée la Venta Quemada, à soixante milles de la capitale. Comme le terrain est montagneux et couvert de buissons, quelques officiers anglais conseillèrent au général Bolivar d'user de stratagème; ce qu'il fit avec succès. Il plaça en embuscade la plus grande partie de son infanterie, et ordonna à sa cavalerie de gagner, sans être vue, les derrières de l'ennemi, de sorte que sa ligne de bataille présentait un front de peu d'étendue. L'ennemi attaqua avec beaucoup de bravoure; mais, dans le même moment, l'infanterie, placée en embuscade, et la cavalerie s'élancèrent sur les flancs et sur les derrières des Espagnols et les mirent dans une déroute complète. Ceux-ci ne perdirent pas moins de mille hommes, et ne purent se rallier avant d'être ar-

rivés à Mompox. Cette bataille du 7 août décida du sort de la Nouvelle Grenade, et son succès fut attribué aux troupes européennes.

Dès que le vice-roi Samana eut reçu la nouvelle de cet engagement, dans la nuit du 8 août, il disposa tout pour son départ, et, le 9 au matin, il quitta la capitale, Bogota, ville ouverte et sans défense, qu'il ordonna d'évacuer. Il était accompagné d'une centaine de personnes.

La retraite du vice-roi fut si rapide qu'il arriva à Honda en trente heures, bien que ce trajet demande d'ordinaire trois jours. Il laissa, à Bogota, un demi-million de dollars en argent monnayé. Bolivar fit son entrée triomphale le 12 août, et ordonna qu'on s'emparât, le 17, de la ville d'Ocanna.

Le 28, le vice-roi arriva à Tambuco et envoya des exprès à Morillo pour l'informer de ce qui était arrivé. Il envoya aussi le général La Torre (le même qui s'était si mal conduit à la bataille de San Felipe, et qui avait perdu la Guayana) avec diverses troupes espagnoles à la Nouvelle Grenade pour prendre le commandement des forces royales dans cette pro-

vince. Les Espagnols, en arrivant à Mompox, travaillèrent nuit et jour à se retrancher.

Je m'occuperai maintenant des événemens qui eurent lieu dans le congrès d'Angostura, pendant l'absence du général Bolivar. Il y avait dans le congrès un parti puissant de vrais patriotes partisans de la République. Ces hommes voyaient avec peine, placé à la tête des affaires, M. Zea, dont la santé était chancelante, et qui, d'ailleurs, était tout dévoué au chef suprême. Les uns lui reprochèrent de la négligence dans l'expédition des affaires; d'autres sa soumission aveugle à Bolivar; on le força de résigner son emploi, et le général Arismendy fut élu en sa place vice-président du congrès, et président de la République, en l'absence du général Bolivar. Cet événement eut lieu au mois d'octobre.

Aussitôt qu'Arismendy fut au pouvoir, il fit rendre un décret portant que l'amiral Brion ne méritait plus la confiance de la République. Brion fut donc congédié, et à sa place, son beau-frère, le commodore Foley, fut nommé amiral. Arismendy ordonna à

Brion, devant le congrès, de rendre compte de sa conduite, et envoya à Foley le ruban de l'ordre des libérateurs.

Pendant ce temps-là, Bolivar réussit à affranchir la Nouvelle Grenade; toutes les provinces de cet état s'étant soulevées en faveur de l'indépendance, les Espagnols furent obligés de battre en retraite et de se renfermer dans Mompox qui, comme Santa Martha et Carthagena, s'était fortifiée.

Après avoir organisé, à Bogota, une espèce de congrès dont il était le président, il quitta cette ville pour marcher sur Pamplona, où il arriva le 20 septembre, et resta deux mois, occupé de festins et de bals. Il avait laissé pour gouverneur de Bogota, le général Sanander.

Il partit enfin de Pamplona avec environ deux mille hommes, pour Guadalita. Ce nombre fut sigulièrement réduit par la désertion de près de huit cents jeunes gens qui, arrachés à leur famille, ne l'avaient suivi jusqu'alors qu'à contre cœur.

Le général arriva, le 3 novembre, à Mar-

tecal, dans Venezuela, où il avait ordonné à plusieurs chefs patriotes de se réunir avec leurs troupes. Il avait avec lui près de trois millions de dollars qu'il avait extorqués aux habitans de Grenade par des taxes et des contributions forcées. On dit qu'il avait contraint les différentes autorités de la province, à lui envoyer régulièrement, chaque mois, un million de dollars. Les troupes, cependant, n'étaient jamais payées, et les étrangers étaient d'autant plus mécontens que cet argent, au lieu de servir à payer leur solde, passait dans les poches des flatteurs et des officiers qui étaient plus avant dans la faveur du général.

Aussitôt que Morillo fut instruit de ce nombreux rassemblement de troupes, il donna des ordres pour évacuer San Fernando de Apure, réunit ces différens détachemens et concentra ses forces à San Carlos. Les Espagnols perdirent de nouveau la province de Venezuela, et plusieurs familles quittèrent le pays, s'embarquant à Laguaira et à Porto Cabello pour les Indes occidentales et les États-Unis.

Les patriotes réunirent encore, à cette époque, dans Venezuela, une force d'environ neuf mille hommes. De ce nombre étaient trois mille hommes de troupes anglaises, irlandaises et hanovriennes, qui, la plupart étaient arrivés récemment à Angostura et à la Margarita. Ces trois mille hommes se dirigèrent alors vers les plaines de Calabozo.

Tout le monde était certain alors que les Espagnols qui n'avaient pas plus de quatre mille cinq cents hommes, dont les deux tiers étaient des indigènes, allaient enfin être chassés pour toujours du territoire de Venezuela. Il suffisait que les patriotes se portassent en avant pour arriver à ce but. Ils savaient que les Espagnols avaient beaucoup perdu de leur confiance, et que si les troupes américaines entretenues à la solde des Espagnols ne passaient pas dans les rangs de leurs compatriotes, c'est qu'elles étaient commandées par des officiers espagnols. Cependant, au lieu d'attaquer l'ennemi avec ses trois mille hommes de troupes européennes, et de terminer ainsi la guerre d'un seul coup,

Bolivar, en apprenant l'élévation d'Arismendy, se mit aussitôt en marche pour Angostura, dans l'intention de le renverser. Il arriva à l'improviste, le 14 novembre, avec ses trois mille hommes qui lui étaient entièrement dévoués, au siége du gouvernement, Angostura, dans la province de la Guayana. Arismendy n'avait que six cents hommes environ; encore étaient-ils mal habillés, mal armés, mal disciplinés; il fallut donc se soumettre aux forces imposantes de Bolivar. Arismendy fut exilé de la Guayana, et reçut l'ordre de se retirer à son île natale, la Margarita. Ce ne fut pas parce qu'Arismendy parut aux yeux du dictateur moins dangereux que Piar que sa vie lui fut conservée; Bolivar savait qu'Arismendy avait beaucoup d'amis dans le congrès et dans l'armée; il savait aussi que les valeureux habitans de l'île de la Margarita se leveraient pour le défendre, et que la plus grande partie des Llaneros lui était dévouée, parce que comme lui ils inclinaient au gouvernement républicain. Il se laissa conduire dans cette circonstance par les avis

du docteur Roscio, et la vie d'Arismendy fut sauvée.

M. Zea fut alors réinstallé président du congrès, et vice-président de la République.

Le docteur Roscio et divers autres amis du système républicain, réunirent leurs représentations auprès du général Bolivar pour le convaincre de l'instabilité du gouvernement qu'il avait établi. Après de longues discussions, Bolivar consentit enfin à la formation d'un congrès sur un plan plus nouveau et plus étendu.

Dans les conjonctures présentes, il devenait urgent de donner une représentation nationale à toute la Nouvelle Grenade qui venait d'être conquise, à l'exception de Santa Martha, de Carthagena et de Mompox. Les provinces de Venezuela, occupées par les patriotes, étaient dans la même situation. Les habitans de ces deux états désiraient impatiemment avoir un congrès et un gouvernement républicain. Ce fut alors que Bolivar, cédant aux représentations du docteur German Roscio, réunit ces deux grandes provinces sous l'autorité d'un même congrès,

et appela le nouveau gouvernement : *République de la Colombie.* Cet acte mémorable fut désigné sous le nom de *Loi fondamentale de la République de la Colombie.*



CHAPITRE XXI.

Événemens qui eurent lieu depuis la proclamation de la loi fondamentale de la République de la Colombie, décembre 1819, jusqu'à l'armistice conclu entre le général Bolivar et Morillo, novembre 1820.

Après avoir réinstallé M. Zea, le général Bolivar partit d'Angostura, le 25 décembre 1819, avec un nombreux corps de troupes, et dirigea sa marche par les plaines d'Apure. Il arriva, le 20 janvier, à San-Fernando de Apure, la capitale, où il apprit que la cause de l'indépendance allait en déclinant dans la Nouvelle Grenade. Un grand nombre des habitans de cet État, mécontens du gouverne-

ment du dictateur, se joignirent aux Espagnols, commandés par La Torre et Calzada. Aussitôt que celui-ci vit ses forces soudainement augmentées par ces désertions, il reprit l'offensive, et se disposa à marcher contre la capitale de Bogota. De son côté, La Torre, sur le bruit que les patriotes s'étaient retirés en hâte de los Publicos, s'avança vers les plaines de Quarta, pour soutenir les mouvemens de Calzada, et couper la retraite à l'ennemi, qui occupait ces plaines. La marche rapide des Espagnols, dans l'État de Grenade, répandit de grandes alarmes parmi les membres du gouvernement provisoire, établi par Bolivar, et on se prépara à battre en retraite.

Dès que le général Bolivar apprit ces nouvelles inquiétantes, il quitta San Fernando de Apure, et se détermina à marcher de nouveau, à la tête de quatre mille hommes, contre les ennemis qui envahissaient cette province; il quitta son quartier général, le 26 janvier, et dirigea sa marche vers Cucuta. Ce mouvement fit craindre au général Morillo d'être attaqué à San Carlos; il se retira alors sur Valence, dans l'intention de se jeter dans

la place forte de Porto Cabello, en cas qu'il essuyât quelques pertes. Le départ du général Bolivar avec ses quatre mille hommes, lui donna une seconde fois l'occasion de se renforcer.

Pendant ce temps-là, le général Bolivar marchait sur Cucuta, dans l'État de Grenade. Le général Paez, qui avait le commandement en chef de l'armée de Venezuela, établit son quartier général à Maturin, où il rassembla une armée de douze mille hommes, au nombre desquels se trouvaient trois mille Européens, qui composaient en grande partie la légion irlandaise de Devereaux. Contre toute attente, il demeura à Maturin sans essayer d'attaquer Morillo, ou même sans faire le moindre mouvement contre lui. Morillo revint donc de nouveau à San Carlos, où il recruta considérablement, comme il avait fait avant à Valence. Le courage des Espagnols fut alors singulièrement ranimé par la nouvelle qu'on préparait à Cadix, par ordre du roi, une expédition formidable, dont le général Henry O'Donnell, comte de l'Abisbal, devait prendre le commandement. Cette ex-

pédition avait été résolue d'après les lettres que le général Morillo écrivait au roi, et dans lesquelles il représentait dans les termes les plus énergiques la situation précaire de la cause royale dans l'Amérique du sud. Morillo avait reçu de grands secours du commerce de Barcelona, de Cadix, de Malaga, d'Alicante, et de plusieurs autres villes qui souffraient horriblement de la guerre avec les colonies. Les plus riches négocians de ces villes offrirent de grosses sommes d'argent et des secours de toute espèce, s'il voulait envoyer des forces suffisantes pour mettre fin tout d'un coup à la guerre : cette proposition fut acceptée; et, depuis mars 1819, on faisait en Espagne, pour arriver à ce but, les plus grands préparatifs de guerre. On rassembla une armée de vingt-cinq mille hommes, qui devait être divisée en deux corps, sous les ordres d'O'Donnel; un de ces corps était destiné à agir contre le Pérou, et l'autre contre la Colombie.

A l'annonce de cette nouvelle, les royalistes de Venezuela, qui avaient vu, en 1818, comment Morillo, avec des forces bien inférieures, avait détruit l'armée de Bolivar, ne

doutèrent pas du succès de leur cause; mais la révolution, opérée en Espagne par le colonel Quiroja, peu de temps après, empêcha le départ de cette armée expéditionnaire, qui était destinée à forger de nouvelles chaînes aux habitans des colonies espagnoles.

Pendant ce temps-là, le général Bolivar éprouvait le plus pressant besoin d'argent : on lui conseilla alors d'envoyer un agent à Londres, à l'effet de négocier un emprunt assez considérable pour le mettre dans le cas de poursuivre la guerre avec plus de vigueur. Il choisit l'ex vice-président Zea, et lui donna des pleins pouvoirs. Celui-ci partit, en mars 1820, pour Saint-Thomas, d'où il s'embarqua pour Londres.

La situation des deux armées ennemies, dans l'État de Venezuela, ne présenta rien d'important avant la fin de mars 1820. Pour se convaincre de l'incapacité des chefs des nationaux, il suffira d'offrir ici le tableau respectif des forces des deux partis. Vers ce temps-là, le général Paez avait environ quatre mille hommes à Achaguas; après que Morillo eut évacué San Carlos, Urdaneta comptait

trois mille cinq cents hommes sous ses ordres; Bermudes commandait mille six cents hommes à Maturin; Zarasa et Sedenno se trouvaient à la tête de huit cents hommes à Quebrada Honda; Monagas et Diego avaient mille hommes dans la province de Barcelona, et nous ne comprenons pas encore les nombreuses guerillas et d'autres petits corps moins considérables de patriotes, qui n'avaient pas de campemens fixes. Dans l'île de Margarita, il y avait mille deux cents hommes de troupes irlandaises, et quatre mille hommes d'élite avec Bolivar; cependant, avec d'aussi puissans moyens, les patriotes ne purent réussir à chasser Morillo, malgré la haine qu'on lui portait, ainsi qu'au nom espagnol en général. C'est un fait connu, que Morillo n'avait pas alors à sa disposition deux mille Espagnols européens qui fussent capables de tenir la campagne; le reste de ses troupes se composait d'indigènes, sur lesquels il ne pouvait compter, sachant bien qu'elles l'abandonneraient au premier revers. De ces forces si bornées, il faut encore déduire autant d'hommes qu'il en fallait pour défendre les places que

possédaient les Espagnols. A cette infériorité numérique il faut ajouter les embarras causés par le manque d'argent, et le découragement produit par la nouvelle que l'expédition d'O'Donnell n'aurait pas lieu. Cette réunion de circonstances fâcheuses aurait assuré le succès des patriotes, s'ils eussent été commandés même par des chefs de talens médiocres; mais les hommes de guerre qui étaient à leur tête, au lieu d'attaquer les Espagnols avec vigueur et tous à la fois, fatiguèrent leurs troupes par des marches et des contremarches inutiles; si bien que les désertions à l'intérieur, devinrent fréquentes, et le nombre des soldats diminua considérablement.

Dans cette campagne, le général Bolivar commit sa faute ordinaire, de trop diviser ses forces. Tandis qu'il marchait avec quatre mille hommes sur Cucuta, et ordonnait au général Paez d'attaquer Morillo, et de s'emparer de la capitale, Caracas, il dirigeait une troisième expédition contre Santa Martha, qui ne réussit point. Nous citerons quelques circonstances de cette troisième expédition, comme dignes de remarque.

Depuis l'année 1813, le général Marinno Montilla s'était montré un des plus grands ennemis du général Bolivar. Il avait servi contre le chef suprême à Carthagena et l'avait appelé en duel, en 1816, aux Cayes, ainsi que je l'ai rapporté; il s'était ensuite engagé à accompagner le général Mina dans son expédition contre les Espagnols au Mexique, mais il fut empêché d'y prendre part, à cause de maladie. Une fois rétabli, il se rendit à Baltimore, où il apprit les succès de la cause nationale, et que Bolivar était à la tête du gouvernement. Il pria alors plusieurs de ses amis qui partaient pour la Colombie, de s'employer pour effectuer une réconciliation entre lui et le chef suprême; il écrivit dans le même but à son intime ami, l'amiral Brion, qui lui était très attaché. Il réussit enfin; il vint à Angostura, où il eut une longue entrevue avec Bolivar, qui l'éleva au rang de colonel. Peu après, il fut envoyé à l'île de Margarita, avec 80,000 dollars, pour payer la solde arriérée de la flotte, et ordonner qu'elle mît à la voile. Il eut ensuite une conférence avec l'amiral Brion, à Pompatar,

et avec le général Urdaneta, qui devait prendre le commandement en chef de l'expédition contre Santa Martha. Depuis cette époque, Mariano Montilla fut entièrement dévoué au général Bolivar.

Le général Urdaneta, à la tête de quatre mille hommes, marcha de San Carlos sur la province de Maracaybo, pour agir de concert avec les troupes qu'on attendait de la Margarita. L'escadre partit de Pompatar, port de mer de cette dernière île, au commencement de mars, ayant à bord douze cents hommes, la plupart Européens. Ils arrivèrent à Rio Hacha, le 12 mars, et s'emparèrent de la place sans résistance. C'est un petit port de mer à quelque distance de Santa Martha, qui n'a d'autre défense qu'un fort de peu d'importance. Montilla, qui commandait ces troupes, s'attendait à être joint par quelques Indiens de l'intérieur, qui avaient promis de marcher avec lui contre Santa Martha. Il partit en avril de Rio Hacha, et dirigea sa marche vers la vallée Dupart, où il arriva le 4, avec mille Anglais et cinq cents Créoles, qui étaient venus le renforcer. Après avoir remporté quel-

ques avantages, le colonel Montilla fut arrêté dans ses opérations ultérieures par une mutinerie qui éclata tout à coup parmi les troupes anglaises. Au nombre des lettres trouvées dans le bagage enlevé à l'ennemi, s'en trouvait une du gouverneur de Santa Martha, adressée au général espagnol Lima, que Montilla avait battu en trois actions successives, dans laquelle il mandait que le général Urdaneta marchait, avec trois mille hommes, d'Ocanna sur Santa Martha, et où il était pressé de se joindre à lui le plus tôt possible. Comme Montilla se disposait à faire sa jonction avec le général Urdaneta, les troupes anglaises déclarèrent qu'elles ne marcheraient pas, que leur solde arriérée ne leur fût payée. En vain Urdaneta leur promit-il de leur donner même au-delà de ce qui leur était dû, elles persistèrent dans leur refus; et Montilla, ainsi forcé à l'inaction, s'embarqua à bord de l'escadre sous les ordres de l'amiral Brion, qui se tenait à l'ancre devant Rio Hacha avec treize vaisseaux. Il y avait à bord pour six mois de provisions, cinq mille mousquets, et une grande quantité de munitions de toute espèce.

Ce fut au mois de janvier de cette même année 1820, que la nouvelle de la révolution de Cadix, effectuée par le colonel Antonio Quiroja, se répandit sur le continent de l'Amérique, où elle causa la plus grande surprise. Il résulta de ce grand événement que la constitution espagnole de 1812 fut introduite de nouveau, et que l'inquisition et le pouvoir absolu furent abolis. Le général Morillo, qui avait placé ses espérances dans l'expédition qu'O'Donnell préparait contre l'Amérique, fut si découragé à l'annonce de cet événement qui en empêchait l'exécution, que, pendant plusieurs jours, il ne voulut parler à personne. A la fin il céda à la nécessité, et la constitution fut proclamée avec une grande solennité, en mai et juin, à Caracas, à Laguaira, et en d'autres villes qui étaient au pouvoir des Espagnols sur le continent. Il ne douta pas alors que l'introduction de la constitution dans le pays ne fît une impression favorable sur les patriotes. Il publia deux proclamations qui devaient tendre à ce but : dans l'une, le roi disait aux habitans du continent de l'Amérique : « Que demandez-vous de plus? Enten-

» dez la voix de votre roi, de votre père; » dans la seconde, Morillo s'adressait lui-même à l'armée. Il envoya, en outre, une circulaire aux différens gouverneurs des îles des Indes occidentales, et au ministre espagnol de Washington, dans laquelle il les priait d'ordonner l'insertion, dans les papiers publics, d'une autre proclamation qu'il adressait lui-même aux émigrés du continent de l'Amérique. Dans cette proclamation il les invitait à rentrer dans leur pays, leur promettait oubli du passé, protection, tranquillité et prospérité pour l'avenir. « Votre liberté individuelle, » disait-il, « est inviolable et sacrée; elle est fondée » sur la volonté du roi; elle vous est garantie » par ma parole et mon honneur. » Cependant toutes ces proclamations du roi et du général demeurèrent sans effet, tant les Américains avaient eu de preuves de la duplicité et de la cruauté des chefs espagnols!

L'expédition dirigée contre Santa Martha et Carthagena, pour ouvrir une libre communication avec Bogota et pour se rendre maître du cours de la Magdelena, affaiblit singulièrement les troupes dirigées contre Ca-

racas, et les Espagnols qui avaient rassemblé de nouveau de grandes forces dans le centre de la Nouvelle Grenade. Elle se termina par l'incendie de Rio Hacha, et coûta aux nationaux beaucoup d'argent et sept cents hommes.

Le 10 juin, l'escadre colombienne, sous les ordres de l'amiral Brion avec le reste des troupes, était à l'ancre près de Santa Martha. Après avoir fait feu sur les batteries de cette forteresse, elle mit à la voile pour Savanilla, petit port de mer dans le voisinage de Santa Martha, qui ne se composait que de douze huttes environ. La redoute, qui consistait en trois pièces d'artillerie, fut prise sur-le-champ, l'armée espagnole s'étant enfuie, sans faire de résistance. Les Colombiens débarquèrent alors le peu de troupes qui leur restaient, s'attendant à recevoir prochainement un renfort considérable qui devait avoir été embarqué sur la Magdelena. Le colonel Montilla dirigea sa marche sur Baranquilla, Soledad et Saint-Stanislas, où les Colombiens furent reçus avec acclamation. Un grand nombre d'habitans vinrent se joindre aux troupes, et leur prêtèrent leur secours pour mettre Montilla en

état d'assiéger Santa Martha, aussitôt que les troupes margueritaines arriveraient; mais il n'avait ni artillerie de siége ni les autres matériaux nécessaires pour attaquer les deux plus fortes places de la Nouvelle Grenade.

L'amiral Brion adressa aux habitans de Carthagena une proclamation dans laquelle il les exhortait à se soulever contre leurs oppresseurs et à se joindre aux Colombiens. Elle produisit l'effet qu'on en attendait sur les habitans qui, au nombre de plusieurs centaines, vinrent se ranger sous les bannières nationales. La conquête de Carthagena ne présentait pas de grandes difficultés; d'abord les habitans, harassés par de continuelles vexations, étaient indignés contre les autorités espagnoles, et, de plus, ces mêmes autorités étaient loin d'être d'accord entre elles; les unes désiraient un roi absolu, et les autres, qui formaient la majorité, étaient en faveur de la constitution. Le vice-roi Samano, qui s'était réfugié dans la forteresse de Carthagena, et le brigadier-général Cano, furent l'un et l'autre arrêtés par ordre de ces autorités, pour s'être opposés à la proclamation de la consti-

tution espagnole. On leur ôta leurs emplois, qui furent donnés à des hommes d'opinions différentes.

La situation de Santa Martha ressemblait à celle de Carthagena. Dans ces forteresses, comme dans toutes les places qui étaient au pouvoir des Espagnols, il existait trois partis distincts parmi les habitans et l'administration espagnole : les amis de l'indépendance, les partisans de la constitution espagnole de 1812, et les chefs de l'ancien pouvoir absolu du roi. Le brigadier espagnol Vicente Sanchez de Lima, qui avec deux mille sept cents hommes avait été battu trois fois par Montilla, qui n'avait pas le tiers de ses forces, se retira à Santa Martha, où il se mit à la tête des amis de la constitution espagnole, et l'introduisit malgré l'opposition du gouverneur Porras. L'état anarchique des provinces de Carthagena et Santa Martha favorisa puissamment l'entreprise de Brion et de Montilla. Mais tel fut le caractère particulier de cette guerre, que bien que les Colombiens eussent tous les avantages, ils ne firent aucune opération importante.

Cependant, la situation de Morillo était des plus embarrassantes. Il savait bien que la révolution d'Espagne empêcherait la mère-patrie de lui envoyer des renforts assez considérables pour rétablir l'autorité de son souverain dans les états de l'Amérique du sud; il savait aussi que la nouvelle assemblée des cortès, comme celle de 1811, ne consentirait jamais à reconnaître la république de la Colombie. Ce général était, du reste, assez éclairé pour apprécier au juste sa fâcheuse situation. Il n'en était pas ainsi de plusieurs chefs espagnols, qui se flattaient que les Colombiens accepteraient la constitution espagnole. La lettre suivante mérite quelque attention en ce qu'elle fait connaître les sentimens dont ils étaient animés. Voici cette lettre, qu'un des chefs espagnols écrivait à un de ses amis de Saint-Thomas :

« Des lettres de Caracas, de Laguaira et » de Cumana confirment la nouvelle que » deux commissaires du congrès de Guayana, » MM. Roscio et Alzuru, se sont présentés » devant le commandant d'une des divisions » royales, Arana, pour lui demander la permis-

» sion de se rendre au quartier-général de Mo-
» rillo dans l'intention de lui présenter une
» dépêche qu'on présume contenir une propo-
» sition de ce congrès de se soumettre au gou-
» vernement d'outre-mer, en prêtant serment
» à la constitution espagnole de Caracas. Le
» commandant Arana a refusé de les laisser
» passer outre, mais il a envoyé la dépêche au
» général Morillo. Il est probable que les pa-
» triotes, à l'exemple de l'Espagne, désirent
» se soumettre à notre constitution, et faire
» ainsi de nécessité vertu. C'est fort sage à
» eux, car plus tard ils n'auraient peut-être
» pas la faculté d'en agir ainsi. »

Ce n'est là qu'un échantillon de la vanité et de la présomption espagnoles; voyons les faits qui expliqueront suffisamment les expressions de l'écrivain.

Le général Morillo qui, comme nous l'avons dit, sentait combien sa situation était critique, avait, il est vrai, envoyé secrètement un agent au général Bolivar pour l'informer du changement de gouvernement survenu en Espagne, et pour sonder adroitement ses vues, dans les conjonctures présentes. Ce fut par

suite de cette communication particulière que le docteur Roscio et Alzuru furent députés à Morillo pour lui remettre une lettre du chef suprême, et suffisamment autorisés à négocier un traité de paix. La lettre, d'ailleurs, ne contenait pas un mot qui fût relatif ou à la soumission de la Colombie, ou à son acceptation de la constitution espagnole. Dans la lettre qu'il écrivait au général Morillo, Bolivar fondait la proposition qu'elle renfermait sur son désir d'éviter une plus longue effusion de sang, et sur l'espérance qu'il entretenait qu'avec un changement de gouvernement les opinions des chefs espagnols auraient changé aussi. Cette démarche intempestive de Bolivar eut les conséquences les plus funestes pour la Colombie. Si, au lieu d'employer la voie des négociations avec un ennemi perfide et obstiné, Bolivar eût refusé résolument d'entendre à toute proposition, et eût attaqué avec ses forces réunies le général Morillo dans la position qu'il occupait alors, il est hors de doute que le territoire américain eût été délivré de ses tyrans. Cette fausse mesure donna le temps aux Espagnols de con-

tinuer encore la guerre, pendant quatre ans, et coûta la vie à vingt mille hommes au moins.

La faute énorme que faisait Bolivar en cette occasion fut appréciée, comme elle devait l'être, par Morillo et son conseil particulier. A la réception de la lettre de Bolivar, il envoya deux commissaires, le brigadier-général Thomas de Cires et l'adjudant-général Jose Domingues Duarte, à Angostura. En juin, ils quittèrent Caracas pour Laguaira, d'où ils s'embarquèrent sur l'Orinoco, à l'effet de proposer au congrès d'Angostura l'acceptation de la constitution espagnole, et d'offrir au général Bolivar le poste et le rang de capitaine-général, et aux autres chefs d'être continués dans leurs grades et emplois respectifs. Toutefois, peu après le départ de ces commissaires, Morillo apprit que le général Bolivar n'était pas à Angostura, mais dans son quartier général de Montecal, non loin du lieu qu'il occupait lui-même. Il envoya alors deux autres commissaires, don Francisco Linares et don Carlos Machado, avec une copie de sa lettre et de ses propositions.

Morillo n'adressait pas sa lettre au congrès

de la Colombie, mais à celui de Guayana. Il se donne le titre de pacificateur, et parle des principes libéraux, en vertu desquels il est autorisé par le roi à répandre les bienfaits de la paix et de la réconciliation chez un peuple né espagnol. A la fin de cette lettre, datée du 17 juin 1820, il dit que les députés soumettraient au congrès la base de cette réconciliation.

Les deux députés de Morillo proposèrent alors un armistice d'un mois, offrirent au général Bolivar le rang de capitaine-général espagnol et le maintien des grades et emplois des autres officiers de l'armée. L'armistice fut accordé, quoique la lettre de Morillo proposât seulement que le congrès de la Colombie reconnût la constitution espagnole et se soumît à son gouvernement.

La réponse du congrès fut comme il suit :

« Monsieur,

» Le souverain congrès, convoqué extraor-
» dinairement pour discuter la dépêche de
» Votre Excellence, sous la date du 17 juin,
» expédiée de votre quartier général de Cara-
» cas, et dans laquelle elle établit que le bri-

» gadier don Thomas de Cires et don Domingo » Duarte ont été nommés pour venir dans » cette capitale, afin de solliciter l'union de » ces pays avec la monarchie constitutionnelle » d'Espagne, a résolu, le 11 de ce mois, dans » sa session publique, que le décret suivant » serait transmis par moi à Votre Excellence, » en réponse : Le congrès souverain de la Co- » lombie, dans son désir du rétablissement » de la paix, écoutera volontiers toutes les » propositions du gouvernement espagnol ten- » dantes à cet effet, sous la condition que la » base de cette paix sera la reconnaissance de » la souveraineté et de l'indépendance de la » Colombie. Le congrès n'admettra jamais » aucune autre proposition qui s'écarterait de » celle-ci tant de fois proclamée par le gou- » vernement et la République de la Colombie.

» Le président a l'honneur d'être, etc.

» FERNANDO PENALVE,

» *Président du congrès.* »

FELIPE DELAPAINE, *secrétaire.*

Au palais du Congrès, à New Guayana, le 12 juillet 1820, dixième année.

Non content d'avoir écrit au congrès et au général Bolivar, Morillo ordonna aux différens généraux, gouverneurs, et autres commandans espagnols dans le territoire de la Nouvelle Grenade et de Venezuela, d'adresser des lettres de même espèce aux différens chefs de la Colombie. De cette manière, une correspondance générale s'établit sur toute la ligne; mais, comme elle avait, pour objet, la reconnaissance de la constitution espagnole des cortes et de leur roi, sans qu'il fût dit un seul mot de la République de la Colombie, tous les hommes prévoyans étaient persuadés que ces négociations n'avaient été entamées que pour amuser les Colombiens, prolonger l'armistice et donner ainsi à Morillo le temps de se renforcer et de se préparer à une nouvelle campagne.

Au bout d'un mois, l'armistice cessa, et les Espagnols, irrités de n'avoir pu faire reconnaître leur constitution, reprirent les hostilités avec une nouvelle fureur. Les Espagnols du continent de l'Amérique redoublèrent de zèle et d'efforts pour soutenir Morillo; le gouvernement constitutionnel avait ré-

veillé leur patriotisme, et toutes les classes de la nation se crurent intéressées à maintenir le nouvel ordre de choses.

Avant que les négociations ne fussent entamées, Urdaneta, ayant battu le général Miguel La Torre, marcha contre la place fortifiée de Maracaybo et l'assiégea. Le colonel colombien, Cordova, sortit de la province d'Antiochia avec six cents hommes, descendit la Magdalena, et, le 24 juin, s'empara de la ville de Mompox, sans résistance. Il dirigea ensuite sa marche sur Teneriffa où il défit quatre cents hommes et s'empara de onze chaloupes canonnières. Il se joignit à l'amiral Brion et au colonel Montilla, à Savanilla, au commencement de juillet. Pendant ce temps-là, Brion détachait deux de ses vaisseaux contre Carthagena, et deux autres contre Santa Martha. Le colonel patriote, Lara, était dans les environs de cette forteresse avec environ deux mille hommes qu'il avait recrutés dans la province, et ses communications étaient ouvertes avec Montilla.

En juin, le général Bolivar, à la tête de trois mille hommes, était à Cucuta. Il s'avança jus-

qu'à Cuenca, d'où il se liait avec le corps de Montilla.

Le 6 juin, Valdez défit le colonel espagnol Lopez, dans la province de Popayan, dont les habitans se déclarèrent de nouveau en faveur de la Colombie.

Le colonel Cordova, en s'emparant de Mompox et en détruisant les chaloupes canonnières espagnoles, rendit les patriotes entièrement maîtres du cours de la Magdalena, et ouvrit des communications entre Baranca, Savanilla, Baranquilla et Bogota ; ce qui facilita singulièrement les opérations contre Santa Martha et Carthagena.

Le colonel Montilla établit son quartier général à Baranquilla, à trois milles de Savanilla, où Brion resta avec son escadre, pour prendre part aux opérations ultérieures. Dans la première de ces places, six cents volontaires se présentèrent, tout armés, tout organisés. Ce renfort le mit dans le cas de diriger sa marche contre Carthagena, qui est à environ trente lieues de Baranquilla. Dans tous les lieux par où il passa il fut reçu avec enthousiasme, et des secours de toute espèce lui

furent apportés. La tyrannie et la cruauté des espagnols étaient devenues si insupportables, qu'outre un grand nombre de recrues, Montilla fut joint par quelques centaines de jeunes gens qui s'étaient montés et équipés à leurs frais. Les dames partagèrent l'enthousiasme général, et je sais de bonne source que plusieurs centaines d'entre elles suivirent les troupes, à pied, dans plusieurs marches, portant un fusil d'une main, donnant de l'eau ou de la nourriture de l'autre, prenant le plus grand soin des malades, et animant les soldats par leur courage et leur gaîté.

Aussitôt que le gouverneur espagnol de Carthagena fut instruit de la marche de Montilla, il envoya un détachement de trois cents trente hommes pour reconnaître les patriotes; mais ceux-ci les attaquèrent à Pueblo Nuevo, et les mirent dans une déroute complète. Vingt officiers et quelques soldats furent pris par suite de cet engagement; le reste gagna Carthagena qui manquait de vivres, et qui, comme je l'ai dit plus haut, était divisée en plusieurs factions.

Il courut alors, dans Carthagena, le faux

bruit que le général Bolivar s'avançait avec douze mille hommes. La terreur fut si grande, parmi les Espagnols, que l'ex-vice roi, qui, continuait de résider dans cette place, demanda, comme une grâce, qu'il lui fût permis de s'embarquer. Cette demande lui fut accordée et il quitta la ville, accompagné de quelques moines, avec la conviction intime que Carthagena ne pouvait manquer de tomber bientôt entre les mains des Colombiens.

Pendant que le colonel Montilla fut établi à Baranquilla, il reçut diverses dépêches des chefs espagnols qui, par l'ordre exprès de leur général en chef Morillo, lui faisaient des propositions semblables à celles qu'ils avaient adressées au général Bolivar et au congrès de la Colombie. Parmi ces propositions se trouvait une lettre du brigadier Don Vicente Sanches de Lima, qui avait été mis trois fois en déroute par Montilla, et qui était méprisé même par ceux de son parti, à cause de sa lâcheté. Après s'être retiré derrière les murailles de Santa Martha, Don Vicente publia une proclamation remplie d'expressions injurieuses aux Colombiens. Il y disait, entre

autres choses, que Brion et Montilla étaient des voleurs et des pillards, qu'ils avaient mis le feu au village de Rio Hacha. Cet homme, malgré les lâches imputations qu'il avait dirigées contre ces deux officiers de mérite, eut alors l'impudence d'écrire au colonel Montilla, pour lui proposer de se réunir aux Espagnols, et de combattre avec lui contre les ennemis du roi catholique et de la nation espagnole. A cette proposition, Montilla répliqua : « J'ai » déjà répondu à leurs excellences Don Pablo » Morillo, et Don Pedro Rieu de Porras, qui » m'adressaient les mêmes propositions que » celles que vous me faites, dans leur lettre » officielle du 21 de ce mois. Je leur ai mandé » que, sans considérer quel parti le gouver» nement suprême pourrait prendre, je ne » consentirais, pour mon compte, ni à sus» pendre les hostilités, ni à entrer dans au» cune espèce de traité qui ne reconnût pas, » en termes clairs et positifs, l'indépendance » de l'Amérique du sud. Je vous répète la » même chose, et j'ajoute que la proposition » que vous me faites d'abandonner mon dra» peau, et de me rendre ainsi coupable de

» trahison et de parjure, doit être révoltante » pour tout galant homme. Je vous envoie, » ci-incluse, une copie de votre proclama- » tion, avec des notes et des remarques » qu'elle m'a suggérées. Permettez-moi d'ajou- » ter que celui qui continue une guerre in- » juste, qui trompe le peuple pour cacher sa » propre faiblesse, son indolence, sa lâcheté » et ses nombreuses défaites, ne peut être » autre chose qu'un mauvais soldat et un mi- » sérable. Dieu et la liberté!

» Quartier général de Baranquilla, le 28 juillet 1820. »

Je prie le lecteur de comparer cette réponse avec celle que fit le président libérateur au général La Torre, en date de Christoval, le 7 juillet 1820, et de juger entre l'une et l'autre.

Voici cette réponse : « J'accepte avec la plus » grande satisfaction, pour l'armée que je com- » mande, l'armistice d'un mois, en date d'hier, » proposé par Votre Excellence, en qualité de » général en chef de l'armée espagnole. Je suis

» fâché que les commissaires du gouvernement espagnol aient été obligés de faire une route si longue et si pénible.

» *Signé*, S. BOLIVAR. »

D'un autre côté, quand l'amiral Brion, qui s'était montré constamment l'ami de Bolivar, fut arrivé au port de mer de Savanilla, il publia une proclamation qui s'adressait aux puissances étrangères, amies de la Colombie, et particulièrement à celles qui entretenaient des relations commerciales avec cette puissance. Dans cette proclamation, il réduisait les droits de la douane de 33 pour 100 à 25. Cette mesure politique et sage obtint l'approbation de tous les amis éclairés de la cause. Cependant, aussitôt que le général Bolivar fut arrivé à Savanilla, et qu'il eut appris que cette proclamation avait été publiée, il entra dans une violente colère. L'amiral Brion entreprit alors d'expliquer les motifs qui avaient nécessité cette mesure, et de lui exposer les grands avantages qui pourraient en résulter.

Bolivar ne voulut point entendre ses explications et ordonna qu'on proclamât, au son des tambours, qu'à dater de ce jour-là, les droits seraient remis sur l'ancien pied, 33 pour 100. Le rétablissement de ce droit élevé éloigna plusieurs vaisseaux de la place, et empêcha aussi que l'escadre et les troupes de terre ne fussent suffisamment approvisionnées. La misère et le besoin, réunis à un climat brûlant, produisirent des fièvres et des maladies parmi les matelots, dont plusieurs centaines furent victimes. Le général Bolivar alla plus loin : il leva de si lourdes taxes sur les habitans de Baranquilla, de Soledad, de Saint Stanislas, de Baranca, qui avaient reçu Montilla avec enthousiasme, qu'il excita parmi eux un mécontentement général, en les privant de tout espoir de remboursement [1].

Cependant, Montilla se flattait que Carthagena et Santa Martha n'opposeraient pas une trop longue résistance aux patriotes, à cause

[1] On ne doit pas oublier ici que la politique a un code et des lois particulières qui lui sont propres.

(*N. d. T*)

des différences d'opinions qui s'étaient manifestées entre les habitans de ces deux places. Il envoya contre Santa Martha le colonel Lara avec huit cents hommes de son corps d'armée, tandis qu'il marchait lui-même sur Turbacco, où il attendait des renforts. Là, il reçut du général Bolivar différentes dépêches pour le gouverneur de Carthagena, le brigadier-général Gabriel de Torres, dans lesquelles il parlait d'un nouvel arrangement pacifique. Les officiers porteurs de ces propositions furent bien reçus, mais les offres de Bolivar furent rejetées. Torres et Montilla échangèrent plusieurs lettres à diverses reprises, mais inutilement. Bolivar vint lui-même à Turbacco en août 1820, renoua les négociations, mais sans succès, et partit, après y être resté deux jours.

Le 1er septembre, le gouverneur espagnol de Carthagena envoya six cents hommes contre le colonel Montilla, à Turbacco. Les troupes de celui-ci furent surprises, dans la nuit du 2 au 3, et mises en déroute. Canons, bagages, munitions tombèrent dans les mains des Espagnols. Mais parmi les troupes battues de

Montilla se trouvait une cinquantaine d'Irlandais qui se rallièrent, se formèrent, et se précipitèrent avec une telle vigueur sur les six cents Espagnols, qu'ils en tuèrent un nombre considérable, et forcèrent le reste à leur abandonner tout ce dont ils s'étaient emparés.

Carthagena reçut des provisions fraîches, et, entre autres choses, six cents barriques de farine par la corvette espagnole *la Cérès*, et fut ainsi mise dans le cas de tenir un peu plus long-temps.

Le colonel Lara avait sous ses ordres huit cents nationaux commandés par des officiers européens. Il dirigea sa marche vers la Cinega, où l'amiral Brion avait envoyé le colonel Padilla avec quarante chaloupes canonnières, pour appuyer les mouvemens de Lara, qui attendait des renforts de l'intérieur de la Nouvelle Grenade.

Montilla, dans la crainte de ne pouvoir rien effectuer contre Carthagena en demeurant à Turbacco, y laissa un petit corps d'observation, et marcha, en octobre, avec le reste de ses troupes, pour se joindre à Lara, qui était campé sur les bords de la Cinega. Il s'était

considérablement renforcé sur sa marche, et l'amiral Brion lui avait envoyé toutes les troupes dont il pouvait disposer, de sorte que, quand il prit de nouveau le commandement, il se trouva à la tête de deux mille cinq cents hommes.

L'amiral Brion partit de Savanilla, le 19 octobre, avec onze vaisseaux armés, pour bloquer Santa Martha, tandis que Montilla et Lara s'en approchaient par terre. Montilla passa la Cinega, attaqua Sanchez de Lima, et le défit aisément, le 5 novembre, au lieu qu'on appelle Fundacon. Cette affaire fut décidée en une demi-heure. Le gouverneur Lima fut un des premiers à fuir; il s'échappa par la route d'Upar, laissant entre les mains de l'ennemi, son artillerie, son bagage et cinq cents des siens. Quand le gouverneur, le général Porras, fut instruit de cette défaite, il ne pensa pas plus long-temps à défendre Santa Martha avec les quinze cents hommes qui lui restaient, mais il s'embarqua précipitamment, dans la nuit du 8 novembre, à bord de la goëlette française, le *Frêlon*, avec tout son bagage, et se retira dans la forte place de Carthagena.

Après cet engagement, Montilla ne rencontra que peu de résistance, et étant vigoureusement soutenu par l'escadre de l'amiral Brion, il entra dans Santa Martha, le 11 novembre, n'ayant perdu que quelques hommes. Il trouva des magasins considérables et des munitions de toute espèce dans cette place. La prise de cette importante forteresse fut principalement attribuée aux efforts et à l'activité de l'amiral Brion, ainsi qu'à la bravoure du colonel Padilla, qui commandait les chaloupes canonnières. Ce dernier était un homme de couleur, qui s'empara ensuite des quatre forts de Boca Chica, de Maracaybo, et, en 1814, de Porto Cabello. La prise de Santa Martha qui protégeait l'embouchure de la Magdalena, rendait les Colombiens maîtres de cette rivière jusqu'à Honda; elle mettait aussi en leur pouvoir la route qui conduit de là jusqu'à Bogota, et les provinces de l'intérieur de la Nouvelle Grenade. Après ces succès, la chute de Carthagena ne pouvait tarder long-temps.

Pendant que ces choses se passaient à Santa Martha, le général Bolivar partit de Turbacco,

en remontant la Magdalena, pour se rendre à la province de Popayan, et joignit les généraux Sanander et Valdez, qui avaient réuni une force de six à sept mille hommes. Ils avaient plus de troupes qu'il n'en fallait pour chasser le général Calzada de cette province et du territoire de la Nouvelle Grenade. L'arrivée du général Bolivar gâta tout; il ne voulait suivre que ses idées, et méprisait toute espèce d'avis. Il prit le commandement de ces forces supérieures, fut défait en différentes rencontres, et forcé de battre en retraite avec deux mille hommes seulement de ces troupes, vers les plaines d'Apure, dans l'état de Venezuela.

Pendant ce temps-là, le général Morillo ne restait pas dans l'inaction. Il vint de Valence à Caracas, leva trois mille hommes et reçut cent mille dollars en argent, sans compter les provisions, les uniformes et les équipemens qui lui furent donnés, pour le mettre dans le cas de continuer la guerre avec succès. Le capitaine-général de l'île de Cuba, Cagigal, lui promit une pareille somme, tous les mois.

Le général Bolivar, après avoir parcouru successivement Baranquilla, Soledad, Saint Stanislas, et Turbacco, revint à San Fernando de Apure, d'où il passa dans la province de Popayan. Morillo s'apercevant alors que les Colombiens ne faisaient aucun mouvement en avant, ordonna au général de La Torre, qui commandait les troupes espagnoles dans la Nouvelle Grenade, de marcher de Tunja sur Truxillo, avec toutes ses forces disponibles, pour le joindre, afin d'attaquer ensemble le général Bolivar. Mais celui-ci, au moment où on s'y attendait le moins, envoya au quartier général de Morillo deux officiers pour traiter de la paix. Cette proposition parut d'autant plus extraordinaire, que Bolivar avait publié la proclamation suivante, en date de son quartier général, le 14 octobre 1820.

« SIMON BOLIVAR, PRÉSIDENT LIBÉRATEUR, ETC. ETC.

» Deux provinces de plus sont entrées sous » la domination de la République. Les troupes » du libérateur se sont avancées au milieu

» des bénédictions des peuples rendus à la
» liberté. Caracas sera bientôt témoin d'un
» grand acte de justice. Nos ennemis retour-
» neront à leur pays, et le nôtre sera rendu à
» ses enfans. La paix ou la victoire nous don-
» nera le reste des provinces de la Colombie.
» Nos ennemis nous ont offert la paix et une
» constitution ; nous répliquons, il nous faut
» la paix et l'indépendance, parce que cette
» indépendance seule peut nous assurer l'a-
» mitié des Espagnols, parce que seule elle
» peut garantir au peuple sa liberté et ses
» droits. Pouvons-nous accepter un code im-
» posé par notre ennemi, et qui abroge-
» rait les lois de notre pays? Pouvons-nous
» violer les lois de la nature, en traversant
» l'Océan, pour réunir deux pays si éloi-
» gnés l'un de l'autre? Pourrions-nous con-
» fondre nos intérêts avec ceux d'une nation
» qui a toujours montré tant d'acharnement
» à nous tourmenter? Non, Colombiens! nul
» ne doit craindre l'armée libératrice, qui
» s'approche, dans la seule intention de briser
» vos chaînes. Elle porte sur ses étendards les
» couleurs d'Iris, et ne veut pas souiller la

» gloire de ses armes par l'effusion du sang
» humain.

» Par ordre du président libérateur.

» *Signé* ANTONIO DE SUCRE. »

» *Secrétaire provisoire de la guerre.*

De plus, la province de Cuença avait, quelque temps auparavant, déclaré son indépendance et élu une junte patriotique. En conséquence de l'expédition envoyée par la junte de Guayaguil contre Quito, quatre départemens de cette province s'étaient aussi soumis volontairement à l'armée républicaine; la province de Rio Hacha avait fait la même chose, de sorte que, dans ce moment-là, quinze provinces de la Nouvelle Grenade sur vingt-deux, s'étaient déjà réunies au gouvernement de la Colombie, et les Espagnols n'avaient plus que la forteresse de Carthagena et l'isthme de Panama.

Surpris de recevoir une semblable proposition, dans un moment si critique, le général Morillo s'empressa de répondre à Bolivar. Il

ne pouvait se persuader que cette proposition eût été faite sans aucun motif caché; il donna donc des ordres pressans à ses lieutenans, pour que les troupes se tinssent sur leurs gardes. Il transporta ensuite son quartier général de Valencia à Calabozo, pour se trouver plus près du président libérateur.

Le général Bolivar demanda et offrit alors des otages en garantie réciproque. Morillo désigna don Carera, gouverneur civil de Caracas, don Juan Toro, alcade de la même ville, et don Francisco Linares. Ils quittèrent la ville de Caracas pour Punto Pedregal, où ils restèrent comme otages pendant les conférences, qui devaient avoir lieu entre Bolivar et Morillo.

Pendant ce temps-là, les Colombiens firent un mouvement sur Caracas, s'emparèrent des villes de Truxillo et de Merida, et du petit village de Carora, à trois jours de marche de Coro.

Le 5 novembre, deux officiers arrivèrent aux postes avancés des royalistes, alors à Humucaro, à peu de distance de ceux du général Bolivar. Ces députés étaient les colonels

Sucre et Ambrosio Plaza, tous les deux porteurs de propositions de paix et d'amitié de la part du président libérateur. Ils furent sur-le-champ conduits au quartier général de Morillo, à Carache. Ce général les reçut très-poliment, et les engagea à passer la journée avec lui. Entre autres choses, Bolivar demandait au général Morillo de lui envoyer des commissaires à son quartier général. Les deux colonels Colombiens étant revenus sans ces commissaires, Bolivar se hâta d'envoyer de nouveaux députés, qui arrivèrent le 16 novembre, et qui renouvelèrent la demande relative à l'envoi des commissaires espagnols. Cependant, ceux-ci avaient été déjà nommés par Morillo; c'étaient don Ramon Correa, Juan Rodriguez del Toro, et Francisco Gonzales de Linares, qui reçurent alors des ordres de hâter leur départ de Barquisimeto, où ils étaient le 17. Peu après leur arrivée à Truxillo, où était établi le quartier général de Bolivar, deux traités furent signés avec beaucoup de précipitation. L'un d'eux n'était autre chose qu'un armistice. L'introduction de cette pièce importante était comme il suit : Les

gouvernemens d'Espagne et de Colombie, impatiens de mettre un terme aux discordes qui agitent ces deux pays, et considérant que le plus sûr moyen d'atteindre ce but est une suspension d'hostilités, qui permettra à ces deux puissances de s'expliquer et de s'entendre l'une l'autre, sont convenues mutuellement de nommer des commissaires pour déterminer les conditions de cet armistice. A cette fin, leurs Excellences, etc. (ici suivent les noms des commissaires) après un échange de pouvoirs respectifs, datés du 22 du présent mois de novembre, et après s'être communiqués leurs propositions respectives, sont convenues et conviennent d'un traité d'armistice, sous les clauses spécifiées dans les articles suivans :

« Article 1er. — Les hostilités de toute espèce cesseront entre les deux armées espagnole et colombienne, du moment que la ratification du présent traité sera publiée. La guerre doit cesser; aucun acte hostile ne sera commis entre elles, pendant tout le temps de la durée de cet armistice.

« Art. 2. — Le temps de cette suspension durera six mois, à dater du jour de sa ratification; mais, comme les bases principales et fondamentales de ce traité sont la bonne foi, et le sincère désir dont sont animés les deux partis pour mettre un terme à la guerre, une prorogation du terme maintenant fixé, peut avoir lieu pour autant de temps qu'il sera jugé nécessaire, si ce terme expire avant la conclusion des négociations qui seront commencées, surtout si l'on a l'espoir de les amener à heureuse fin. »

Le traité consiste en quatorze articles, dans aucun desquels il n'est fait mention de reconnaître la République de la Colombie, ou son indépendance. Il fut ratifié par Bolivar, à Truxillo, le 25, et par Morillo, à Carache, le 26 novembre 1820.

Le second traité, fait et signé par les mêmes personnes à Truxillo, le 26 novembre, stipulait que cette guerre serait conduite avec plus d'humanité, et conformément aux lois de la guerre en usage parmi les nations de l'Europe.

CHAPITRE XXII.

Reprises des hostilités. — Manifeste du général de La Torre. — Bataille de Carabobo. — Conduite de La Torre et de Morales. — Bolivar à Caracas. — Prise de Carthagena, de Maracaybo et de Porto Cabello. — Entière évacuation de la Colombie par les forces espagnoles. (1821-1824.)

Aussitôt que l'armistice fut signé, ratifié et proclamé, le général Morillo se hâta de quitter son armée, et de revenir en Espagne. Il lui tardait de quitter un pays où il avait beaucoup perdu de sa réputation par sa mauvaise administration, en général, et particulièrement par sa tyrannie, sa cruauté et sa duplicité capricieuse. Ce chef sanguinaire, après avoir pris le titre de pacificateur de

l'Amérique du sud, à Bogota, en 1816, ordonna de faire fusiller quelques centaines des plus riches et des plus respectables habitans de cette place. Dans l'île de Margarita il fit passer au fil de l'épée, pendit, et fusilla, non-seulement des hommes armés pour leur défense, mais encore des femmes et des enfans; à Passao Caballos et à Boca Chica, il permit au féroce Morales de brûler un lazaret : partout il se rendit odieux par ses cruautés. Il signa l'armistice, le 26 novembre, et, le 17 décembre, il s'embarqua à Porto Cabello pour la Havanne. Il finit comme il avait commencé : au mépris du droit du brigadier-général Morales, il nomma pour son successeur le brigadier-général Miguel de La Torre, dont l'incapacité et la lâcheté étaient reconnues. Celui-ci avait perdu beaucoup de batailles, s'était laissé enlever toute la province de Guayana, et était méprisé de ses propres officiers, au lieu que Morales s'était élevé des rangs du soldat par sa vigilance, son activité et sa bravoure, au rang de général. Quoique Morales soit d'une insigne cruauté à l'égard de l'ennemi, on l'a vu plus d'une fois, pendant qu'il était campé au

milieu de ses soldats, donner ses propres souliers, sa couverture, et jusqu'à sa capote pour couvrir les malades, et coucher presque nu sur la terre. La nomination de La Torre en excitant la jalousie de Morales, contribua à achever l'ouvrage de Montilla : la destruction de l'armée espagnole dans la Colombie.

Le même jour que Morillo quittait Porto-Cabello pour se rendre à la Havanne, une escadre composée de deux frégates, d'une corvette, etc.; avec quatre bâtimens de transport, arriva de Cadix à Laguaira, apportant six mille mousquets, sept mille uniformes, etc., mais point de troupes. A leur place se trouvaient quatre commissaires que le roi avait envoyés dans la Colombie pour la *pacifier*. Ils avaient reçu l'ordre exprès de ne conclure de paix qu'à condition qu'on reconnaîtrait la constitution des Cortès espagnoles de 1818. Quand ces commissaires furent informés de l'armistice du 26 novembre, ils furent très surpris, et témoignèrent hautement leur mécontentement. Ils répandirent aussitôt le bruit que dix mille Espagnols étaient sur le point de s'embarquer pour la Colombie, dans le cas

où les commissaires ne parviendraient pas à traiter sous cette condition. Ce bruit ne fit aucune impression sur les patriotes, parce qu'ils savaient qu'il était faux.

Le général Bolivar s'aperçut enfin qu'en proposant l'armistice du 26 novembre, il avait commis une grande faute; mais, au lieu de chercher à la réparer, du moins autant qu'il était en son pouvoir, il suivit une voie tortueuse, peu digne du chef d'un pays tel que la Colombie. Il s'exposa à la juste censure, même de La Torre, comme on le verra dans le manifeste espagnol rédigé par ce chef, et où il exposa la conduite de Bolivar en publiant ses lettres officielles. Les deux documens qui suivent, font connaître la manière d'agir de Bolivar dans cette circonstance. Le premier est une proclamation adressée par lui à son armée; le second, concerne les habitans de la Colombie.

« Soldats!

» La paix aurait dû être la récompense de
» l'armistice, qui est sur le point d'expirer;

» mais l'Espagne a vu avec indifférence les » maux qu'elle nous a fait souffrir. Cependant » le gouvernement espagnol dans la Colombie » ne saurait comparer ses forces à celles de » vingt-cinq provinces que vous avez délivrées » de l'esclavage. La Colombie attend de vous » son entière émancipation : elle attend da- » vantage, elle vous commande impérieuse- » ment, au milieu de votre victoire, de remplir » avec vigueur les devoirs de votre lutte sa- » crée. J'ai toujours compté sur votre courage, » sur votre persévérance; c'est à votre disci- » pline qu'il appartient maintenant de vous » conquérir une nouvelle gloire. Soldats! j'es- » père que vous vous montrerez humains et » compatissans même envers vos plus cruels » ennemis. La générosité est une vertu natu- » relle aux braves.

» *Signé*, BOLIVAR. »

Quartier général libérateur de Barinas, 17 avril 1821.

Le second document portant la même date et la même signature, est comme il suit :

« Colombiens! l'impatience de nos armées, » nos privations inouïes, les larmes des peu-» ples presque expirans, nous forcent à pren-» dre de nouveau les armes, afin d'obtenir la » paix en chassant nos envahisseurs. Cette » guerre, néanmoins, ne sera point une guerre » à mort, ce sera une sainte croisade. Nous » combattrons pour désarmer notre ennemi, » et non pour l'exterminer. Nous combattrons » pour obtenir la couronne d'une gloire bril-» lante, etc. etc. »

Maintenant s'il était vrai que le *gouvernement espagnol ne pût comparer ses forces à celles des vingt-cinq provinces délivrées par les armes des soldats de la Colombie*, et que *l'Espagne vît avec indifférence les maux qu'elle avait fait souffrir aux Colombiens*, pourquoi ne pas mettre un terme à ces maux et à ceux du pays, tandis qu'il en avait les moyens entre les mains? La Colombie désirait

la paix sans doute, mais elle préférait la guerre à la dépendance, à toute autre chose qu'à la liberté; et cette vérité avait été exprimée sans équivoque par tous les habitans de la Colombie. Il est certain que ce fut Bolivar lui-même qui proposa un armistice, et il n'est pas moins hors de doute qu'il le fit dans un temps où avec des forces supérieures, il aurait pu aisément détruire l'armée espagnole [1]. La proposition de Morillo, au nom de son roi, était simple et claire, dégagée de toute équivoque; elle disait uniquement que la Colombie devait reconnaître la constitution espagnole, et s'y soumettre.

Je donnerai maintenant des extraits du manifeste du brigadier-général Miguel de La Torre, relativement à la continuation de la guerre.

Ce document commence ainsi : « D'après

[1] Telle est l'opinion de l'auteur, que, dans notre impartialité, nous avons donnée tout entière. Il n'en est pas moins probable que si Bolivar tentait la voie des négociations, c'est qu'il était mieux placé que qui que ce soit pour en sentir la nécessité.

(N. d. Tr.)

» l'armistice conclu à Truxillo, et ratifié par » leurs Excellences le comte de Carthagena et » don Simon Bolivar, on aurait dû raisonna» blement espérer que la paix régnerait dans » toute l'étendue de la Colombie; que les pas» sions injustes feraient place à la raison, à » la justice, à la vérité et aux autres vertus.

» Les principaux motifs qui avaient servi » jusqu'à présent de prétexte pour justifier » aux yeux du monde les dissensions de ces » contrées avaient heureusement disparu. Ce » n'était plus le despote Ferdinand qui occu» pait le trône d'Espagne; ce n'était plus un » pouvoir arbitraire qui disposait de la des» tinée des Espagnols, non.... c'était Ferdinand » le constitutionnel, qui avait volontairement » résigné cet odieux pouvoir, et qui avait rendu » à la loi sa force et sa majesté. La monarchie » espagnole, déjà répandue sur le monde en» tier, n'était plus une union d'esclaves; les » Espagnols étaient déjà libres.

» Les espérances que mon prédécesseur » avait entretenues si long-temps de rétablir » la paix et la tranquillité s'étaient évanouies; » il ne lui restait plus qu'à se préparer à la

» guerre. Cependant, il fut empêché de reprendre les hostilités par une dépêche officielle qu'il reçut de son excellence le président, dans laquelle celui-ci lui faisait des ouvertures de paix. Pendant ce temps-là, le président accélérait sa marche sous des prétextes frivoles et absolument contradictoires avec l'objet proposé. Néanmoins, mon prédécesseur était obligé d'obéir aux ordres de sa majesté, de ne négliger aucun moyen de rendre à ce pays sa prospérité passée. Ainsi, dans les conférences entamées à Truxillo, il ne fut pas question de traiter de la paix, mais de suspendre les hostilités, tandis que les commissaires de son excellence le président partiraient pour la cour de Madrid, afin d'exposer leurs demandes et leurs prétentions devant le gouvernement suprême de la nation, qui seul pourrait prononcer définitivement à leur égard. Son excellence le président était bien informé que mon prédécesseur n'avait pas le pouvoir de décider, et ce fut sur cette information que la ratification de l'armistice était fondée. Le

» contenu de ce traité seul prouvera suffisam-
» ment ce fait. »

Cette dernière assertion du général La Torre est exacte; dans les deux documens signés à Truxillo, on chercherait vainement un passage qui induisît le lecteur à croire que la République avait été reconnue par Morillo ou par ses commissaires. Citer tout entière la lettre prolixe et verbeuse de La Torre serait chose pénible pour le lecteur, qu'elle ennuierait infailliblement; nous n'en donnons que des extraits. Entre autres griefs, La Torre accuse Bolivar et le général Urdaneta, d'avoir violé l'armistice du 28 janvier à Maracaybo, dont le dernier s'empara le 8 avril, à la tête d'une forte division, pendant que le traité existait; Urdaneta s'y était aussi retranché, bien que les hostilités ne dussent pas commencer avant le 12. Antérieurement à ce fait-là, Bolivar avait violé le traité, à Barinas, qu'il avait renforcé d'un bataillon. Dans ce document furent aussi citées quelques lettres qui déposent fortement contre la bonne foi du général Bolivar.

Enfin, après un préambule de commande,

où il exprimait des regrets qui peut-être n'étaient pas sincères, le général Bolivar notifia enfin par lettre, le 10 mars, à La Torre, que les hostilités allaient être reprises, au bout de trente jours, conformément à l'article 12. Après avoir reçu cette lettre, La Torre quitta Caracas et se rendit à Calabozo, au commencement d'avril. Avant de quitter Caracas, il publia deux proclamations, l'une adressée à l'armée, l'autre au petit nombre d'habitans qui se trouvaient sous sa domination. Toutes les deux étaient en date du 23 mars 1821; elles étaient longues et diffuses, et manquaient de cette noble énergie qui convient à des publications de ce genre. Une troisième publication du général Ramon Correa y Guevara, capitaine-général de Venezuela, parut, le 28 du même mois. Il y disait aux habitans qu'il ne devait exister qu'un seul sentiment, qu'une seule opinion, qu'un seul cri... la constitution, le roi, ou la mort! Mais, malgré tout cet étalage de sentimens héroïques, Correa lui-même préféra la fuite à la mort, et fut un des premiers à se retirer sur Caracas. Le 15 mai au soir, Bermudes entra dans cette capitale,

sans avoir tiré un coup de fusil [1]. Il trouva la ville abandonnée par toutes les personnes de quelque marque; elles s'étaient retirées vers Laguaira et Porto Cabello, pour ne plus vivre sous le gouvernement de Bolivar; le gros des habitans s'étaient embarqués pour les Indes occidentales et les États-Unis de l'Amérique septentrionale.

A peine Bermudes fut-il entré dans la ville qu'il donna des dîners, des fêtes et un bal, auquel ne se trouvèrent pas quatre femmes de distinction; toutes les autres étaient des femmes de couleur ou des négresses. Il ordonna qu'on illuminât pendant trois nuits, et vécut joyeusement aux dépens des habitans ruinés. Vainement les invita-t-il à se joindre à ses troupes, il ne put réunir qu'avec la plus grande peine trois cents noirs environ de la plus basse classe. Il s'efforça ensuite de lever,

[1] Ainsi, les négociations rompues, les patriotes s'emparèrent, sans coup férir, de la capitale de Venezuela. Après ce grand avantage, nous sommes tentés de croire que les négociations n'étaient qu'une trompeuse démonstration pacifique d'un chef habile qui avait besoin de temps pour rassembler ses forces dispersées.

(*N. d. Tr.*)

par des contributions, quelque argent pour l'entretien de ses troupes, mais il ne put obtenir au-delà de six mille dollars. De son côté, la populace enfonça quelques magasins et les pilla, et les troupes eurent beaucoup de peine à mettre un terme à ces excès.

En mai 1821, les forces du général Bolivar s'élevaient à quinze mille hommes dans le seul état de Venezuela, en comprenant dans le nombre deux mille Européens. La Torre ne comptait guère que six mille hommes sous ses ordres. Des personnes bien instruites ont assuré qu'il comptait sur les promesses trompeuses de Bolivar, qui l'avait flatté d'espérances de paix. Je tiens aussi de bonne source qu'il faut attribuer à La Torre la destruction des forces espagnoles dans la Colombie. Au lieu de réunir toutes ses forces dans le petit village de Carabobo, qui a donné son nom à la fameuse bataille qui s'y livra, il se contenta d'agir avec la première division, composée de deux mille cinq cents hommes d'infanterie, et quinze cents hommes de cavalerie environ, commandés par lui et par Morales. Bolivar, qui s'était réuni à Paez, à San Carlos, avait à

peu près six milles hommes d'infanterie, parmi lesquels on comptait onze cents Européens, auxquels on avait donné la dénomination de légion anglaise, et trois mille cent Llaneros à cheval.

Le village de Carabobo, où se livra la bataille de ce nom, le 26 juin, est situé entre San Carlos et Valencia. Là, les Espagnols avaient pris une forte position. Cette position fut judicieusement choisie par Morales qui, sous le rapport des talens militaires, était, sans comparaison, supérieur à son chef. La forme du terrain procurait de grands avantages, ou plutôt une supériorité décidée à l'armée espagnole: si l'ennemi parvenait à enlever un poste de front, elle pouvait prendre une autre position et renouveler plusieurs fois cette retraite concertée, de manière à faire essuyer une perte énorme aux assaillans. Les espagnols, dont les ailes étaient en outre protégées par des bouquets d'arbres, des collines escarpées et un marais profond, se postèrent sur la grande route. Ils placèrent un fort détachement sur le haut d'une colline qui faisait face à un défilé, et qui était le seul

passage par où l'on put les attaquer de front; ils appuyèrent également leur aile droite sur un escadron de cavalerie. Ainsi disposée, l'armée espagnole attendit l'ennemi, pendant vingt jours, ne doutant pas qu'elle ne fût victorieuse, sur quelque point que l'on vînt l'attaquer.

Bolivar qui était persuadé que le salut de la République dépendait de cette bataille, hésita à attaquer l'armée espagnole, quand il vit qu'elle occupait une position aussi formidable. Il assembla un conseil de guerre et proposa, de nouveau, un armistice. Ses officiers rejetèrent cette proposition unanimement. Le général Marinno fut d'avis qu'on devait tourner la position de l'ennemi, mais, après avoir discuté plusieurs plans qui, tous, finirent par être rejetés, la majorité décida qu'on risquerait tout et qu'on attaquerait l'ennemi de front. Bolivar penchait à demander un autre armistice, mais Paez et Bermudes s'opposèrent vigoureusement à ce projet.

Le 24 juin, l'armée colombienne, forte d'environ huit mille hommes, se trouva en présence de l'ennemi. Quand Bolivar vit que le passage était si fortement gardé, ses hésita-

tions le reprirent, mais Paez et Bermudes lui représentèrent, dans les termes les plus forts, qu'il n'y avait plus moyen de balancer. Comme la discussion devenait fort animée, des paroles prononcées très haut arrivèrent aux oreilles d'un guide de Bolivar. Cet homme qui connaissait parfaitement le pays, s'approcha du libérateur et lui dit tout bas, qu'il connaissait un sentier par lequel on pouvait tourner l'aile droite de l'ennemi. Bolivar connaissait bien cet homme, et après l'avoir questionné pendant quelque temps, il détacha seulement trois bataillons de ses meilleures troupes et une forte colonne de cavalerie, sous le commandement du général Paez, pour suivre le guide. Le défilé par lequel cet homme conduisit cette division offrait de grandes difficultés à sa marche. La légion anglaise qui ne connaissait pas le pays, eut surtout beaucoup à souffrir. Ces braves gens étaient obligés de marcher seul à seul, et leurs souliers furent tellement déchirés par les pierres aiguës qu'ils rencontraient à chaque pas, que leurs pieds étaient tout ensanglantés; ils déchirèrent alors leurs chemises

et firent des bandages pour leurs pieds, afin d'être dans le cas d'avancer. Aussitôt que l'ennemi les découvrit, il fut obligé de diriger contre eux une partie de ses forces. Le bataillon royal de Burgos, presque complet, et composé d'Européens espagnols, intimida d'abord le bataillon colombien, appelé *los Bravos de Apure*, qui se replia sur la légion anglaise. Encouragés par ce succès, les Espagnols s'avancèrent contre la légion qu'ils prirent pour un corps de Créoles, et dirigèrent contre lui un feu bien nourri auquel on riposta vivement. Peu après, les Espagnols chargèrent à la baïonnette et découvrirent leur méprise en étant chargés, à leur tour, de la même manière par la légion anglaise. Cette charge fut dirigée avec tant de promptitude et de vigueur, que les Espagnols commencèrent à se décourager et à lâcher pied. Ils furent à la fin dispersés et poursuivis par les baïonnettes anglaises. Un escadron ennemi essaya de charger la légion anglaise, mais il fut repoussé par un violent feu de mousqueterie, et forcé de se retirer. Cette retraite inattendue de l'aile droite espagnole déconcerta

le général La Torre au point qu'il perdit toute présence d'esprit. La confusion se répandit bientôt parmi les Espagnols, leur cavalerie se dispersa sans avoir fait une seule charge. Dans leur fuite précipitée, les Espagnols laissèrent, sur le champ de bataille, leur canon, leurs munitions et leur bagage. Le général Paez qui, pendant l'action, avait agi avec son activité et sa bravoure accoutumées, se mit alors à la tête de la cavalerie et poursuivit les Espagnols; mais ses hommes étaient si mal montés, et les chevaux étaient si fatigués et si faibles, que, quoique le terrain fût uni, il ne put rompre les rangs de l'infanterie espagnole. Si sa cavalerie eût été bonne, pas un seul Espagnol ne se fût échappé. Dans une de ces charges malheureuses, le général Sedenno, le colonel Plaza et un noir, qu'à cause de sa bravoure, on avait surnommé *El Primero* (le premier), furent tués. Ces braves voyant que leurs efforts, pour rompre les rangs de l'infanterie, étaient inutiles, se précipitèrent au milieu des baïonnettes.

Dans cette bataille, l'armée espagnole perdit plus de cinq cents hommes. La Torre,

avec le reste de ses forces, se renferma dans Porto Cabello. Des Espagnols m'ont assuré, comme témoins oculaires, qu'il fut un des premiers à entrer dans cette forteresse. La perte des Colombiens ne fut pas grande. La légion anglaise eut environ trente tués et cent blessés. Leur commandant reçut plusieurs blessures. Les Colombiens furent obligés d'attribuer le succès de cette journée à cette poignée de braves étrangers. Ceux-ci reçurent, du général Bolivar, le nom de *Carabobo*. Le général Paez se distingua beaucoup dans cette occasion; mais Bolivar, quoiqu'il se tînt, comme à l'ordinaire, à une distance respectueuse du danger, s'attribua la principale part de la victoire [1], et entra dans Valencia, le même jour, avec ses troupes.

A la bataille de Carabobo il n'y eut que l'infanterie espagnole qui combattit; dès le commencement de l'action, les généraux La Torre et Morales, qui prétendirent tous les deux au commandement général, n'avaient

[1] Cette prétention du général Bolivar nous semble toute naturelle, puisqu'il commandait en chef dans cette bataille

(*N. d. T.*)

concerté ensemble aucun plan d'opérations. Morales qui commandait en chef la cavalerie, forte de quinze cents hommes d'élite, parfaitement bien montés et capables de battre les trois mille Llaneros, dont les chevaux n'auraient pu résister à une charge bien dirigée, eut la bassesse de ne pas ordonner une seule charge et de rester tranquille spectateur de la destruction de l'infanterie. Il était extrêmement mécontent que Morillo, avant son départ, l'eût placé sous les ordres de La Torre; aussi refusa-t-il d'obéir à plusieurs ordres que celui-ci lui envoya de charger l'ennemi. Son ressentiment contre La Torre était si vif, qu'il entendit, sans s'émouvoir, les officiers de cavalerie espagnols le presser instamment d'attaquer, ou, au moins, de leur permettre d'attaquer l'ennemi pendant qu'il était en plaine. Quand ils virent que son opiniâtreté était invincible, ils perdirent courage, quittèrent leurs rangs et furent suivis par leurs soldats. Un seul escadron essaya de charger la légion anglaise, mais il fut repoussé. L'infanterie espagnole, réduite à ses seules forces, qui ne s'élevaient pas à plus de deux

mille cinq cents hommes, soutint donc tout l'effort de l'armée colombienne qui ne comptait pas moins de sept mille sept cents hommes. Je tiens de bonne autorité que si la légion anglaise n'eût pas été avec les Colombiens, ceux-ci auraient probablement perdu la bataille. Le régiment de Valencia, fort d'environ six cents hommes, couvrit la retraite et repoussa, à quatre reprises différentes, la cavalerie de Paez, composée de trois mille Llaneros, et cela dans une belle plaine, où la moitié de ce nombre, pour toute autre cavalerie, aurait suffi pour balayer ces six cents fantassins.

La nouvelle de cette défaite répandit la consternation parmi les Espagnols. Telles étaient la confusion et la terreur dans la forteresse de Porto Cabello, que si Bolivar avait marché contre la place, sans perdre de temps, il s'en serait rendu maître. Plus de vingt royalistes espagnols que j'ai vus depuis à l'île de Curaçao m'ont confirmé dans cette assertion. Dès ce moment-là, vingt mille habitans de Caracas, de Laguaira et de Porto Cabello, voyant la cause royale dans la Colombie

complètement perdue, s'embarquèrent pour les pays étrangers, maudissant la lâcheté et l'apathie de La Torre.

Après l'action de Carabobo, la forteresse de Porto Cabello fut si remplie de fuyards, qu'on paya une chambre jusqu'à 16 dollars, par semaine, et le prix des provisions s'éleva à un prix exorbitant. L'apathie de La Torre excita une grande indignation parmi les Espagnols de distinction. A l'appui de cette assertion, je citerai une preuve entre mille : une lettre datée, Porto Cabello, 29 juin 2821, et insérée dans la gazette de Curaçao :

« Il n'y a pas eu de grands changemens » dans la situation de cette ville, depuis ma » dernière du 27. Les funestes dissensions » qui se sont élevées entre La Torre et Mo» rales continuent toujours. L'apathie du pre» mier est si grande, que la majorité le soup» çonne de trahison. La majorité exprime le » désir que Morales prenne le commandement » en chef, mais il ne veut ni consentir à ce » changement, ni permettre qu'il sorte de la » place avec les deux mille hommes de troupes » choisies qui s'y trouvent, afin de faire sa

» jonction avec les forces de Pereira et de
» Lopez qui ont envoyé exprès sur exprès à
» cet effet. Il paraît qu'il craint que Morales,
» une fois hors de la place, ne lui enlève son
» commandement et ne se mette à la tête de
» l'armée. Nous avons ici plus de quatre
» mille hommes en état de servir et qui s'en-
» rôleraient avec grand plaisir, si tout autre
» que La Torre était nommé général en chef.
» Croiriez-vous que depuis qu'il est dans la
» ville, il n'a ordonné de prendre aucune
» mesure efficace pour la défense de la place,
» en cas d'attaque? Telle est en effet la cri-
» minelle inaction de La Torre. Dieu veuille
» que nous ayons bientôt un changement! »

Après la bataille de Carabobo, le général Bolivar publia un ordre du jour, en date du 13 juillet, annonçant qu'il avait donné le nom de bataillon de Carabobo au corps appelé auparavant la *légion anglaise;* et comme le colonel Ferrier, leur chef, était mort des blessures qu'il avait reçues à la bataille de Carabobo, diverses promotions eurent lieu dans ce corps.

La nouvelle de cette victoire inspira le

plus vif enthousiasme au congrès, assemblé à Cucuta. Il publia sur-le-champ un décret qui a fait honneur à ses sentimens, et qui est trop connu pour qu'il soit besoin de l'insérer ici. En parlant de ce décret, qu'il me soit permis de regretter que la mort glorieuse du général Ferrier n'y ait pas été mentionnée. Son mérite sûrement devait assigner à son nom une place remarquable dans une des quatre colonnes d'une feuille, destinée à proclamer les hauts faits de ceux qui combattaient pour la liberté de la Colombie. Je dois ajouter que, nonobstant l'acte de gratitude nationale décrété par le congrès de la Colombie, le bataillon de Carabobo qui, le 1er juin 1821, se composait de plus de mille hommes, n'en comptait pas cinquante, en août 1823. Le dernier commandant du bataillon, lieutenant-colonel Brandt, arriva en août 1823, de Laguaira à Caracas dans un état pitoyable; son uniforme était en lambeaux; au lieu de bottes, il n'avait qu'une paire de souliers troués, et pas un sou dans sa poche. Il était, en outre, sourd et boiteux. Il s'adressa à Charles Soublette, intendant

de Caracas, pour qu'il lui expédiât l'ordre de toucher un léger à-compte sur les appointemens qui lui étaient dus pour ses services passés. Il ne put rien obtenir, quoique Soublette nageât alors dans l'opulence. Le lieutenant-colonel, Brandt, aurait péri misérablement, selon toutes les apparences, sans l'humanité du capitaine Maitland et de ses officiers qui le reçurent de la manière la plus cordiale à bord du brick colombien *Pinchita*, dans le port de Curaçao. Telle est la conduite de la Colombie envers ses libérateurs. Que l'on compare cette façon d'agir avec celle des États-Unis à l'égard de Steuben, de Kosciusko, et de Lafayette.

Caracas et Laguaira tombèrent au pouvoir des patriotes, pendant que La Torre restait tranquillement renfermé avec plus de quatre mille hommes dans Porto Cabello. Le colonel Pereyra, brave et entreprenant officier, abandonné à son sort par La Torre, fut forcé de se rendre par capitulation.

Le 29 juin, dans la soirée, le général Bolivar, accompagné de Paez et d'une suite nombreuse et brillante, entra dans la ville

de Caracas, et ordonna qu'on s'emparât de Laguaira; mais il ne trouva pas un blanc dans les rues désertes. La plus grande partie des maisons étaient vides; beaucoup de magasins furent pillés; les rues étaient remplies de mendians et de cadavres; quelques misérables nègres couraient ça et là en criant: *Viva la Colombia*, et demandaient de l'argent; la destruction, la misère et la mort semblaient s'être fixées dans cette ville naguère florissante, riche et peuplée.

Bolivar, en comparant cette entrée dans Caracas avec celle d'août 1813, ne fut pas moins surpris qu'alarmé. Il ordonna qu'on affichât, au coin des rues et des places publiques, la proclamation suivante :

« Caracas ne doit pas être la capitale d'une » république, mais la capitale d'un grand gou- » vernement, administré d'une manière digne » de son importance. Comme le vice-président » de Venezuela jouit de tous les attributs » d'un grand magistrat, vous trouverez tou- » jours une source de justice dans le centre » de l'état, qui répandra libéralement sa

» bienveillance par toutes les branches de
» prospérité publique. Caraguins! soyez re-
» connaissans envers les ministres de la loi
» qui vous ont laissé un code de liberté et
» d'égalité. Caraguins! prodiguez votre admi-
» ration aux héros qui ont donné l'existence
» à la Colombie.

» *Signé*, BOLIVAR. »

Quartier général du libérateur, Caracas, 30 juin 1824.

Ce grand magistrat que Bolivar, annonçait au peuple de Venezuela comme le digne administrateur qui répandrait libéralement sa bienveillance par toutes les branches de prospérité publique, ce vice-président de Venezuela, dont le titre fut ensuite changé en celui d'intendant, n'était autre que Charles Soublette; et celui-ci administra si bien, qu'en trois ou quatre occasions les principaux habitans de Venezuela se récrièrent contre plusieurs actes de son administration, et sa bienveillance s'étendit si loin, que son protecteur

fut obligé de le révoquer, et de donner cette intendance au général Tobar.

Pour remédier aux maux de l'émigration générale, Bolivar publia encore la proclamation suivante :

« Caraguins,

« L'émigration générale m'a causé la plus » profonde douleur. Vous n'avez pu fuir et » abandonner vos propriétés par un mouve» ment spontané, non.... Cette fuite, cet aban» don, n'ont pu être causés que par la crainte » que vous inspiraient ou les armées de la Co» lombie, ou celles des Espagnols.

» Royalistes, vous pouvez compter sur la » stricte exécution des conditions relatives au » mode de guerre, dont je suis convenu avec » les chefs espagnols. La guerre est assez ter» rible par elle-même sans qu'on y ajoute des » actes de cruauté dont doit rougir toute na» tion civilisée. Royalistes, rentrez dans vos » propriétés.

» Caraguins ! par votre émigration vous of» fensez évidemment le gouvernement espa-

» gnol, auquel vous croyez plaire par une
» telle façon d'agir. Aujourd'hui vous n'avez
» plus à craindre de sanglantes réactions de
» la part des armes du roi, parce qu'aux
» Boves, aux Morales ont succédé les géné-
» raux La Torre et Correa.

» Caraguins, je sais que vous êtes patriotes,
» quoique vous ayez abandonné Caracas, mais
» pourriez-vous en conscience fuir devant
» les armes de la Colombie? Non, non,
» non, etc. etc.

» *Signé*, Bolivar. »

San Carlos, 3 juillet.

L'inaction de La Torre contribua principalement à décourager les partisans de la cause royale. Environ vingt-quatre mille d'entre eux qui ne voulaient vivre ni sous La Torre ni sous Bolivar, partirent les uns pour les Indes occidentales, les autres pour l'Espagne ou pour les États-Unis.

L'indignation que causa à Bolivar cette émigration extraordinaire, ne tarda pas à éclater.

Avant de quitter Caracas, il confisqua les maisons et les terres des émigrés, et les partagea aux chefs et aux courtisans; il leva, en outre, de fortes contributions sur le petit nombre d'habitans qui n'avaient pas émigré, mais qui vivaient retirés à la campagne, et dévoués à la cause royale. Il adopta deux mesures qui augmentèrent beaucoup la misère des habitans.

Le gouvernement espagnol avait autorisé la circulation d'une petite monnaie de cuivre, qui était généralement connue sous le nom d'argent des pauvres. Elle devait principalement servir à ceux qui étaient pauvres, soit qu'ils eussent été réduits à cette condition, ou par la fureur de la guerre civile, ou par incapacité de travail, ou par quelque cause que ce fût. Cet argent était reçu partout sans difficulté. A Caracas, un dollar espagnol est divisé en moitiés, quarts et huitièmes; le huitième est appelé *real;* la moitié de chaque real se nomme *medio real*, et c'est la monnaie de la plus petite valeur. Pour subvenir plus efficacement aux besoins des pauvres,

le gouvernement espagnol émit une monnaie de cuivre, appelée *quartillo*, qui valait la moitié du medio real. Cette nouvelle pièce de monnaie équivalait à quatre sous; de sorte que le dollar étant divisé en trente-deux parties, on pouvait acheter le même nombre d'articles différens. Ainsi, un pauvre homme (et les pauvres étaient très nombreux) qui gagnait un *real* par jour, pouvait acheter seize différens articles pour lui et pour sa famille. Cet argent des pauvres faisait tomber nécessairement le prix des denrées, et profitait aussi aux riches eux-mêmes. Une famille ordinaire pouvait bien vivre avec un dollar par jour, au lieu qu'elle ne pourrait vivre aujourd'hui que maigrement avec le double. Quand le général Bolivar entra dans Caracas, en juin 1823, il y avait plus de deux millions et demi de dollars de cet argent de pauvre en circulation dans la capitale et dans la province de Caracas, et personne ne balançait à le recevoir. Il ordonna par un décret que cet argent n'aurait plus cours. Le prix de chaque denrée monta tout à coup, et la misère pu-

blique alla si loin, que beaucoup de personnes moururent de faim.

La seconde mesure à laquelle on recourut eut lieu par un décret; ce ne fut rien autre chose qu'une contribution de guerre extraordinaire. Toutes les récoltes généralement quelconques des biens appartenant aux émigrés devaient être faites par le gouvernement et serrées dans ses magasins. Cette opération s'exécuta, au reste, avec tant de précipitation, de confusion et d'infidélité de la part de ceux qui la dirigèrent, qu'il n'entra pas un sixième de ces récoltes dans les magasins de l'état. Il n'en était alloué qu'un sixième aux propriétaires.

La perte de la bataille de Carabobo, et l'inaction de La Torre dans Porto Cabello, frappèrent d'une telle consternation les Espagnols de la Colombie, que, le 21 septembre 1821, la forte place de Carthagena se rendit par capitulation. A la fin, La Torre fut renvoyé et Morales fut nommé pour lui succéder; mais il était trop tard. Maracaybo, qui était au pouvoir de Morales depuis septem-

bre 1822, tomba de nouveau, en août 1823, dans les mains des Colombiens, après une sanglante affaire navale qui fit beaucoup d'honneur à l'intrépidité du commandant, le général Padilla. Bientôt après, Morales s'embarqua pour la Havanne. Il quitta le pays, chargé des malédictions des habitans, qu'il mérita par ses barbaries multipliées.

Porto Cabello se rendit enfin, le 16 juillet 1824, et, après cette capitulation, qui fut encore l'ouvrage de Padilla soutenu par Paez, le territoire de la Colombie, fut entièrement évacué par les Espagnols.

Ainsi se termina cette longue lutte qui, depuis tant d'années, désolait la Colombie. Cependant, le pouvoir resté entre les mains de Bolivar, ne s'assit pas sur des bases solides. La jalousie des généraux colombiens contre le chef suprême, les intrigues continuelles de son gouvernement central, les machinations ténébreuses du cabinet de Madrid furent les principales causes qui opposèrent des obstacles invincibles à l'accomplissement de la régénération politique de la Colombie que Bolivar s'était flatté d'opérer. Le désappoin-

tement du génie est presque toujours mortel. La nouvelle de la mort de Bolivar âgé de quarante-sept ans, nous arriva au commencement de 1830.



CHAPITRE XX.

Notice biographique de Louis Brion, de Francisco Pablo de Sanander, et de Francisco Antonio Zea.

Louis Brion, de l'Ordre des Libérateurs, amiral, capitaine-général, et commandant en chef des forces navales de la République de la Colombie, naquit à l'île de Curaçao, le 6 juillet 1782. Il se distingua par sa bravoure et son ardent patriotisme, et fut un des chefs les plus distingués de cet état. Il fut un des plus fermes appuis de Bolivar, auquel il montra, en toute occasion, un dévouement aveugle. Son père, Pierre Brion, originaire du Brabant, était un riche négociant qui jouissait d'une grande considération. Il fut

conseiller d'état à Curaçao jusqu'à sa mort. Sa mère, Mary Detrox, naquit à Luttich.

Louis, frère cadet de la famille, qui se composait de deux frères et d'une sœur, fut envoyé, fort jeune, en Hollande, pour y terminer ses études. Il fut ensuite placé chez un notaire pour y apprendre les lois. Lorsque la conscription l'atteignit, le jeune Brion ne voulut pas tirer au sort, mais se présenta volontairement pour servir dans les chasseurs à pied de Hollande. Quand les Anglais et les Russes firent leur descente sur la côte de Hollande, sous la conduite du duc d'York, Brion se distingua par sa bravoure. Il attira sur lui l'attention de ses supérieurs qui lui offrirent le grade d'officier. Ses parens craignirent alors qu'il ne prît du goût pour l'état militaire, et le firent revenir à Curaçao, où son père l'employa dans ses affaires. Mais le jeune Brion était d'une humeur trop active pour s'en tenir à la vie sédentaire de marchand.

Il désira voyager pour augmenter ses connaissances et sa fortune. Son père, auquel il communiqua ce désir, lui permit d'aller aux États-Unis, afin d'y étudier la navigation.

Pendant qu'il était dans ce pays, son père vint à mourir et lui laissa une grosse fortune. Louis acheta un vaisseau et parcourut différens pays, exerçant à la fois la profession de l'homme de mer et celle de marchand. Après avoir augmenté sa fortune considérablement, il revint à Curaçao, en 1804, où il s'établit en qualité de négociant.

En 1805, le commodore anglais, Murray, reçut l'ordre de son gouvernement de s'emparer de l'île hollandaise de Curaçao. Ce général envoya alors quatre à cinq mille hommes au côté oriental de cette île. Ces troupes anglaises débarquèrent près d'un petit fort appelé *Caracas Bay fort*, s'emparèrent d'une colline qui le commandait et y placèrent des pièces de grosse artillerie qui menaçaient de détruire ce fort. Brion se trouvait là par hasard. Aussitôt qu'il s'aperçut de l'intention des Anglais, il sauta sur son cheval et vint à franc étrier dans la capitale, qui est à deux lieues de Caracas Bay. Il jouissait d'une grande réputation de bravoure dans cette ville, où l'on savait qu'il avait servi avec distinction. Au bout de quelques minutes, il

fut joint par plus de cent jeunes gens; ses amis s'armèrent, le nommèrent leur général, et marchèrent en toute hâte contre les Anglais. Parvenus au haut de la colline où les Anglais s'étaient retranchés précipitamment, cette petite troupe attaqua l'ennemi avec une grande impétuosité, le délogea de son poste, et s'empara des canons qu'elle tourna contre les chaloupes anglaises auxquelles elle causa le plus grand dommage.

Cette action héroïque de Brion et de ses compagnons d'armes les plaça bien haut dans l'opinion publique. A leur retour dans la capitale, ils furent reçus avec de vives démonstrations de joie et de gratitude, et l'on donna des fêtes en leur honneur. Mais l'humeur inquiète de Brion le poussait aux voyages; il se dirigea vers Laguaira. En arrivant à Caracas, il fut accueilli par les familles les plus distinguées, et, entre autres, par celle de Montilla, dans laquelle il ne tarda pas à être reçu comme ami intime. Son séjour à Caracas eut lieu quelques années avant la révolution qui éclata dans cette ville, en 1810. Dès ce moment, il devint le patron du fils aîné Ma-

rianno, qui, comme nous l'avons vu, lui fut redevable de sa réconciliation avec le chef suprême à Angostura en 1819, et de sa promotion au grade de colonel dans l'armée patriote.

Au commencement de la révolution, en 1810, Brion offrit ses services à la nouvelle république, et fut nommé capitaine de frégate, en 1811. Il accepta ce grade, sous la condition qu'il ne serait assujéti à aucun service régulier, mais qu'il aurait la liberté d'agir avec son propre vaisseau sans dépendre d'aucun chef. Il est certain qu'il sacrifia son crédit et une fortune considérable à la cause, et s'occupa sans relâche de la servir. Il ne fut point en son pouvoir de modifier les vues ambitieuses du général Bolivar, et je l'ai entendu plus de cent fois lui représenter la nécessité d'avoir non-seulement un congrès, mais un gouvernement établi sur des bases légales, qui pût garantir les personnes et les propriétés. Il lui conseilla aussi plus d'une fois d'adopter une constitution semblable à celle des États-Unis d'Amérique, où il a été prouvé que le système fédéral était celui qui pouvait

s'adapter le mieux aux lois, aux coutumes et au caractère des habitans. Mais, si Caracas et la Nouvelle Grenade avaient adopté le système fédéral, Bolivar n'aurait jamais pris l'empire absolu qu'il exerce maintenant. Il était lui-même tellement persuadé de cette vérité, qu'il rejeta ce système, sous prétexte qu'il était trop faible et trop lent dans ses opérations. Le gouvernement central a remis le pouvoir absolu dans ses mains; et maintenant qu'il a contracté l'habitude de régner seul, il sera difficile, probablement impossible, d'introduire un gouvernement libre, un gouvernement de lois dans la Colombie, du moins tant qu'il vivra.

Bolivar oublia bientôt tout ce que Brion avait fait pour lui ou pour la cause. Un soir que je me trouvais avec le chef suprême aux Cayes, je me répandis en éloges sur Brion, sur les sacrifices considérables qu'il avait faits à la cause de l'indépendance : « Vous avez » raison, mon cher ami, » répondit Bolivar, » mais vous conviendrez avec moi que c'est » un grand imbécille; » et il se mit à rire de de bon cœur.

Brion ne put jamais recouvrer les grosses sommes qu'il avança. Toutes les fois qu'il priait Bolivar de le rembourser, celui-ci le remettait à un autre moment, en lui disant qu'il était sans argent, mais qu'il le paierait, aussitôt qu'il lui serait possible.

Les traits principaux du caractère d'un Caraguin sont la vanité, l'orgueil et la jalousie. Dans la prospérité, il est fier et insolent; dans l'adversité, humble et prêt à écouter quiconque est capable de le secourir. Quand Bolivar vint de la Jamaïque aux Cayes, il n'avait pas quatre doublons dans sa poche. Il y trouva Brion qui lui donna des avis, et il ne manqua pas de les suivre. Mais *le chef suprême*, à la Margarita et à Carupano, rejeta les sages conseils de Brion et ne suivit que ses caprices. Cependant, quand Bolivar se fut retiré du champ de bataille d'Ocumare, il se laissa aller aux représentations de Brion, qui le joignit à Bonair, et il revint au rivage d'Ocumare. Quand il fut repoussé par Marinno, Piar et Bermudes, l'étranger Brion vint de nouveau à son secours, et le plaça à la tête du gouvernement, à la fin de 1816. Toutefois,

Bolivar ne tint aucun compte à Brion et aux chefs de la Colombie de la parole qu'il leur avait donnée d'assembler un congrès. Quand Bolivar, après une autre défaite, se tint caché dans les plaines de Cumana, Zea, Marinno et d'autres personnages influens convoquèrent un congrès; mais, aussitôt qu'il revint au pouvoir, il cassa les actes de cette assemblée, se cramponna de nouveau au pouvoir suprême, et n'épargna les réprimandes ni à Brion ni à Zea[1]. A cette époque, Bolivar conçut des craintes jalouses que Brion ne le supplantât; et c'est à cette jalousie qu'il faut attribuer le dur traitement que celui-ci reçut du dictateur, à Savanilla. On m'a assuré que, depuis l'époque de la transaction de Cariaco, l'amiral ne fut plus traité par le chef suprême en qualité d'ami intime et de confident, et que Brion fut très affecté de ce refroidissement. Au reste, cette basse passion, qui est le trait distinctif du Caraguin, trouva aussi accès dans le cœur de Mariano Montilla et de Lino de Clemente,

[1] Tout cela prouve seulement que l'auteur était chaud partisan du gouvernement fédéral.

(*N. d. T.*)

et causa de nouveaux désagrémens à l'amiral Brion.

En 1819, Mariano Montilla fut envoyé par le chef suprême, comme colonel d'Angostura, à la Margarita, avec une grosse somme d'argent, ainsi que je l'ai rapporté. Après la prise de Santa Martha, où Brion seconda si puissamment les opérations de Montilla, la jalousie de celui-ci s'irrita contre Brion, qui, en qualité d'amiral, avait droit au commandement. Montilla, créé brigadier-général, oublia que Brion était son ami et son protecteur, et refusa de reconnaître son autorité. Cette conduite hautaine de Montilla donna lieu à plusieurs scènes désagréables, à la suite desquelles Brion se retira à Maracaybo, où le général Lino de Clemente était intendant.

L'humeur de Brion était, d'ordinaire, rude et altière, et fut cause qu'il eut plusieurs altercations avec le général. Tant de dégoûts affaiblirent sa robuste constitution, et il fut bientôt assez malade pour être obligé de quitter son escadre. Il se retira à Curaçao, au commencement de 1821, dans un déplorable état de santé, et si pauvre, que le capitaine

du corsaire qu'il monta lui prêta seize doublons. Il était si abattu et si fatigué de la vie, qu'il refusa de prendre médecine, mangea très peu, et prit ce dont ses médecins lui conseillaient de s'abstenir. Après une longue maladie de langueur, il mourut le 20 septembre 1821, laissant des regrets amers de sa perte à tous les patriotes éclairés. Bien qu'il eût été maître d'une grande fortune, il ne laissa pas de quoi subvenir aux frais de ses funérailles, auxquelles assistèrent plusieurs centaines des habitans de Curaçao. Sa probité, sa générosité et les grands services qu'il a rendus à la Colombie, transmettront son nom à la postérité. Le congrès de la Colombie a rendu plusieurs décrets pour honorer sa mémoire.

Francisco Paulo ou Pablo Sanander, de l'ordre des libérateurs, général de division, vice-président de la république de la Colombie, etc. etc. naquit en 1787, dans une humble condition, en la ville de Bogota, appelée alors Santa-Fe de Bogota. Il ne fut redevable de son élévation qu'à son mérite. Il est brave, actif, intrigant, mais il n'a reçu

que peu d'éducation. Pendant la révolution, il s'est distingué en plusieurs rencontres. Bien que l'ambition de Sanander paraisse modérée, ce général n'en est pas moins secrètement le rival du chef suprême. Pendant les quatre années que Bolivar s'est absenté des provinces méridionales de la Colombie et du Pérou, le général Sanander, en qualité de vice-président, fut chargé du pouvoir exécutif; et, pendant tout le temps qu'il occupa cette charge, il n'y eut aucune commotion, point d'insurrection partielle, pas l'ombre de guerre civile. Mais, aussitôt que Bolivar fut de retour, la guerre civile éclata à Valencia, à Caracas et à Laguaria, et plus tard à Porto Cabello et à Carthagena. On dit, non sans quelque fondement, que le général Bolivar était le secret instigateur de ces mouvemens insurrectionnels. Ce qu'il y a de certain, c'est que Paez qui prit une part active à ces mouvemens, non-seulement ne fut pas puni, mais le libérateur lui laissa son grade dans l'armée.

Antonio Francisco Zea, docteur en droit, ex-intendant, ex-président du congrès, ex-vice-président de la république de la Colombie,

à Londres et à Paris, etc. etc.; naquit en 1768, dans la ville de Bogota. Il fut un des premiers Américains qui pensèrent à rendre la liberté à leur pays. Il avait consacré principalement son temps à l'étude des lois, de l'économie politique, de l'histoire et de la littérature générale; enfin, à tout ce qui contribue à former l'esprit et le cœur. Il s'adonna avec ardeur à l'étude de la botanique, science dans laquelle il acquit une connaissance profonde. Il fut un de ces hommes rares, qui réunissent en leur personne une foule de qualités éminentes. Il était ami intime de son compatriote, Antonio Marinno, jeune homme d'une des premières familles de Bogota, d'un caractère ardent et ambitieux. Marinno haïssait le gouvernement oppresseur de l'Espagne, et par sa conversation passionnée et énergique, il avait décidé son ami Zea et environ vingt autres jeunes gens des meilleures familles, à concerter entre eux les mesures d'exciter l'attention de leurs compatriotes sur l'avilissement de leur condition, pour les engager à se révolter. Cependant, le zèle imprudent de Marinno découvrit son plan et ses

complices. Tous les conjurés furent secrètement arrêtés par ordre du vice-roi, conduits sous bonne escorte à Santa Martha, et embarqués pour Cadix (1794.)

Le jeune Zea eut la bonne fortune de trouver des amis et des protecteurs puissans à Madrid, où il resta long-temps. De là il alla en France, où ses parens se rendirent peu après; ils se fixèrent à Paris avec une partie de leur famille. Zea revint à Madrid, et devint le rédacteur de la *Gazette de la cour* et du *Mercure de Madrid*. Peu après, le roi Charles IV le nomma directeur du beau jardin de botanique de cette capitale.

En 1808, M. Zea fut un des quatre-vingt-cinq députés venus d'Espagne, convoqués, par ordre de Napoléon, à Bayonne, pour établir un nouveau roi.

Ce nouveau roi, Joseph Bonaparte, à la suite duquel M. Zea entra en Espagne, le nomma, peu après, son préfet à Malaga, et lui donna la décoration de son ordre de chevalerie. Après que les Français eurent été obligés d'évacuer l'Espagne, M. Zea revint en France, et résida quelques années

à Paris. Il s'y occupa exclusivement de sciences et de belles-lettres. Quand, en 1813, le congrès de la Nouvelle Grenade envoya à Londres MM. Gutierres et le colonel Jules Duran pour se procurer des armes et des munitions pour les patriotes, M. Zea se joignit à ses compatriotes, et leur facilita singulièrement l'exécution de leur mission. Ils furent aussi très redevables de leur succès à Louis Brion, depuis amiral de la Colombie, qui, se trouvant alors à Londres, mit à leur disposition et sa grande fortune et son immense crédit.

En 1814, M. Zea se rendit de Londres à la Jamaïque, où il resta jusqu'au commencement de 1816. Il fut joint, en 1815, par le général Bolivar, après son siége contre Carthagena. Celui-ci se rendit aux Cayes, où M. Zea vint lui-même, quelques semaines après, et fut nommé intendant de l'armée.

En 1817, M. Zea fut créé conseiller du gouvernement d'Angostura. Il fonda alors la gazette connue sous le titre du *Courrier d'Angostura*, dont il fut pendant long-temps le seul rédacteur. Après l'arrivée du docteur

Roscio, M. Zea se l'adjoignit comme collaborateur.

Bolivar n'ignorait pas que Zea avait laissé une partie de sa famille à Paris, et qu'il avait à Londres des amis sûrs et puissans. Il lui donna, en 1819, une double mission pour ces deux capitales.

Les négociations de M. Zea avec le gouvernement anglais sont trop connues pour que nous en donnions les détails ici. M. Zea mourut à Bath, le 26 novembre 1822, tandis qu'il était accrédité auprès du cabinet de Saint James, comme ministre de la Colombie. Sa mort excita vivement les regrets de tous les patriotes éclairés. Les persécutions qui l'attendaient, s'il eût vécu, à son retour dans son pays, sont clairement indiquées dans la lettre officielle de Pedro Gual, datée Bogota, 29 septembre 1822.



CHAPITRE XXIV.

Notice biographique des généraux Paez et Arismendy.

Joseph Antonio Paez, de l'ordre des libérateurs, général en chef des armées de la Colombie, de Venezuela, etc. etc., nâquit en 1780, dans la ville d'Aragua, de parens indiens de basse extraction, dont les occupations consistaient principalement à élever les bestiaux et à cultiver la terre. Ils jouissaient d'une certaine aisance. Dès son enfance, le jeune Paez fut commis à la garde des troupeaux de son père; il ne put, par conséquent, recevoir aucune éducation. Cependant, la nature l'avait doué de qualités qui se déve-

loppèrent avec l'âge. Il était encore enfant qu'il connaissait tous les simples qu'on emploie dans ce pays pour la guérison des maladies des bestiaux, et se fit remarquer par son habileté à s'en servir; il savait aussi dompter les chevaux sauvages, et déployait dans cet exercice beaucoup de force et d'agilité. Il était, en outre, très patient, et supportait, sans jamais se plaindre, des fatigues de toute espèce.

Quand il eut atteint sa dix-huitième année, il offrit à ses parens de se rendre d'Aragua à la ville de Barinas où sa mère était née. Celle-ci soutenait, contre sa famille, un procès qui durait déjà depuis plusieurs années. Ses parens avaient d'abord fait quelque difficulté de le laisser partir, mais ils avaient ensuite consenti à ce qu'il entreprît ce voyage, dans l'espoir que la présence de leur fils pourrait faciliter la conclusion de leur procès.

Il partit bien monté, bien armé, et suffisamment pourvu d'argent. Il rencontra sur la route deux jeunes gens qu'il avait connus à Aragua, lesquels étaient parfaitement instruits de l'état de ses finances. Ils s'étaient

portés sur la route pour l'attendre passer et le voler. Paez qui ne se doutait pas de leurs intentions, s'approcha d'eux sans défiance. Un de ces jeunes gens essaya alors de saisir les rênes de son cheval, mais Paez qui avait un cheval vigoureux, lui donna de l'éperon, et, partant au grand galop, il renversa le voleur et son cheval. Cependant, comme les deux assaillans n'étaient pas si bien montés que Paez, ils prirent un chemin de traverse pour aller s'embusquer plus loin. Ils essayèrent, peu après, de renouveler leur tentative; mais, Paez, après plusieurs représentations inutiles, tua sur-le-champ un des voleurs, et l'autre prit la fuite. Celui-ci était du reste, sans armes, comme son camarade. Le jeune Paez, qui craignait les conséquences de cette rencontre pour lui et sa famille, crut qu'il ne pouvait mieux faire que de retourner auprès de ses parens, et de leur apprendre ce qui s'était passé, avant que l'autre voleur eût eu le temps de le dénoncer. Ses parens le cachèrent sur-le-champ, et donnèrent de l'argent et des cadeaux pour assoupir cette affaire. Ils placèrent ensuite leur

fils, en qualité de surveillant de bestiaux, dans la ferme d'un riche et puissant espagnol des plaines. Il demeura occupé de cette manière, pendant plusieurs années.

Quand la révolution de Caracas éclata, en 1810, Paez se déclara en faveur de la liberté. Il persuada aisément aux Llaneros qui avaient la plus grande confiance en lui, de se ranger sous ses ordres; il choisit parmi eux cent cinquante hommes bien montés, et cette compagnie devint bientôt la terreur des Espagnols.

A la mort de sa mère, Paez hérita avec ses sœurs qui s'étaient fixées à Barinas, des maisons que celle-ci avait laissées dans cette ville. En 1811, les Espagnols, après avoir repris Barinas, proclamèrent une amnistie générale pour tous ceux qui désireraient rentrer dans leurs propriétés. Dès que Paez eut eu connaissance de cette proclamation, il se présenta, bien monté et bien armé, devant le commandant espagnol de la ville, pour profiter de l'amnistie en entrant dans sa propriété. Les habitans ne tardèrent pas à le reconnaître et vinrent par centaines lui faire

la réception la plus amicale. Mais, quand les Espagnols apprirent du gouverneur de la ville, que cet homme qui se présentait seul chez lui, n'était autre chose que le fameux capitaine Paez, qui leur avait fait tant de mal, ils coururent aux armes et crièrent sous les fenêtres du gouverneur, qu'il fallait l'arrêter et le fusiller comme un rebelle et un traître. Cependant, le gouverneur qui connaissait et la bravoure de Paez et l'ascendant qu'il exerçait sur les habitans de Barinas, crut qu'il ferait prudemment de ne pas opérer son arrestation, dans la crainte qu'une telle mesure n'excitât une révolte générale. Il s'employa donc avec empressement pour calmer ses soldats, et permit à Paez de garder ses armes et de se retirer dans la maison de sa famille. Cependant, au bout de quelques jours, le gouverneur fut informé par ses espions que Paez était sorti sans armes; l'occasion de l'arrêter se présentait belle. Le gouverneur goûta la proposition, et quelques hommes armés entrèrent dans la maison de Paez et emportèrent son épée et ses pistolets.

En rentrant chez lui, dans la soirée, Paez apprit ce qui s'était passé en son absence; il se rendit alors chez le gouverneur et lui dit qu'il avait manqué à sa parole. Il ajouta qu'il n'était venu à Barinas que sur la foi de ses promesses, et qu'il demandait que ses armes lui fussent rendues, non pour s'en servir contre les Espagnols, mais pour sa sûreté personnelle. Il parla d'un ton si ferme et avec une chaleur si naturelle, que le gouverneur ordonna qu'on lui fît la restitution de ses armes. Dans ce moment, toute la garnison de Barinas s'écria qu'il fallait l'arrêter et le mettre aux fers. Toutefois, Paez ne fut arrêté que pendant la nuit; il fut ensuite mis aux fers, et jeté dans une prison où il trouva cent cinquante prisonniers de guerre, et, parmi eux, son ami Garcia, officier d'une grande force physique et de beaucoup de courage. Cependant, Garcia se plaignit à Paez du poids de ses chaînes et de la misérable situation des prisonniers. Paez lui reprocha sa pusillanimité, et, brisant à l'instant même ses propres chaînes, il lui offrit de les échanger contre les siennes. Alors Garcia prit courage et cessa

de se plaindre. Paez parla ensuite à voix basse aux prisonniers pour les exciter à faire un commun effort pour leur délivrance. Cet effort eut lieu sous sa direction, et, avant que le matin ne fût venu, presque tous les fers des prisonniers étaient brisés.

Quand le geôlier vint ouvrir la porte de la prison, Paez tomba sur lui, le terrassa et le menaça de lui arracher la vie, s'il poussait le moindre cri. Les prisonniers saisirent alors les armes de la garde, brisèrent les fers des prisonniers qui ne s'en étaient pas encore délivrés, et, au nombre de cent cinquante, ils marchèrent, avec Paez à leur tête, sur la garnison espagnole forte environ de deux cents hommes, l'attaquèrent avec impétuosité et la mirent en déroute, après en avoir tué une grande partie. Ce fut ainsi que Barinas recouvra de nouveau sa liberté.

Le bruit de cet exploit se répandit bientôt parmi les Llaneros qui proclamèrent Paez leur général. Il rendit de grands services à Bolivar, en 1813 et 1814. Il était adoré de ces farouches cavaliers avec lesquels il se distingua dans les plaines d'Apure, d'Achaguas

et de Casanare. Paez fut principalement redevable de sa science militaire au général Piar, avec lequel il s'était lié; et, pendant l'absence de Bolivar, en 1814, ces deux chefs réunis combattirent bravement et sans interruption. Ils devinrent la terreur de Boves, de Morales, de Cagigal, d'Yanes, de Cevallos et des autres chefs espagnols.

En 1820, Paez avait établi son quartier général à Chaguas. Entre autres troupes, il avait sous ses ordres la légion anglaise, commandée par le colonel Bosset, forte d'environ six cents hommes. A cette époque, étaient attachés à cette légion trois colonels, deux lieutenans-colonels, cinq majors et beaucoup de capitaine surnuméraires. Le colonel Bosset était un bon officier, fort estimé du général Paez qui avait aussi une haute opinion des troupes anglaises qu'il avait coutume d'appeler *mis amigos los Ingleses* (mes amis les anglais). Cependant le colonel Bosset était détesté par ses propres officiers et ses soldats qui lui attribuaient le mauvais état de leurs rations, de leur habillement et le manque de paie. Chaguas n'étant qu'une pe-

tite place, les officiers et les soldats s'y trouvaient fort mal à l'aise; ils n'avaient d'ailleurs rien autre chose que du bœuf pour leurs rations.

Les soldats mécontens choisirent, pour se révolter, le jour de saint Simon, qui est considéré comme un jour de fête, parce que Bolivar porte le nom de ce saint. Ce jour-là, comme cinq heures sonnaient, les soldats de de la légion anglaise sortirent tumultueusement, en armes, de leurs quartiers, et se mirent en ordre de bataille, criant tout haut qu'ils ne voulaient plus être commandés par leur colonel, qu'ils en voulaient un autre à toute force, fût-il même créole.

Les officiers de la légion se rendirent aussitôt sur le lieu de la scène et s'efforcèrent d'étouffer la rébellion. Au nombre de ceux-ci était un lieutenant-colonel que les soldats avaient pris en aversion. Cet officier, s'étant approché d'eux, reçut quatre ou cinq coups de baïonnette et fut emporté mortellement blessé.

Aussitôt que le colonel Bosset fut instruit de ce qui se passait, il se présenta devant les

mutins, bien armé, et résolut de les faire rentrer dans l'ordre. Il voulut les haranguer, mais les soldats, sans l'écouter, coururent sur lui, la baïonnette en avant. Heureusement pour le colonel, les officiers du régiment se jetèrent entre lui et les soldats, et empêchèrent ainsi que, dans un premier mouvement de fureur, il ne fût massacré.

Pendant ce temps-là, le général Paez fut informé de cette révolte. Il accourut de son quartier, le sabre à la main, tomba sur les rebelles, en tua trois sur-le-champ, et cassa son sabre sur le corps d'un quatrième. Il saisit ensuite, au collet, quelques-uns des plus furieux, les fit sortir des rangs et leur ordonna d'aller en prison.

Cette conduite courageuse intimida tellement les mutins, qu'ils se séparèrent et se retirèrent précipitamment dans leurs quartiers. Un jeune officier et trois soldats, tous Anglais, ayant été signalés comme les plus séditieux, furent arrêtés pendant la nuit. Le lieutenant était innocent de ce qui s'était passé, la veille, mais il fut dénoncé par son ennemi mortel, un des officiers de la légion.

Le lendemain, lui et les trois soldats furent fusillés, sans autre forme de procès.

Le général Paez est un excellent officier de partisans; il a rendu de très grands services à la cause de l'indépendance, tant qu'il a combattu dans les plaines qu'il connaît parfaitement; mais quand il sort de là, il devient triste et ne paraît plus le même homme. L'histoire des opérations militaires de Venezuela nous fournit plusieurs exemples en faveur de cette assertion. Cependant, il faut avouer que, de tous les généraux colombiens, c'est celui qui a déployé la plus grande bravoure personnelle, et que, dans toutes ses attaques contre l'ennemi, il s'est montré à la tête de ses Llaneros, sur lesquels il a pris une autorité sans bornes. Il partage avec eux jusqu'à son dernier centime, et ceux-ci l'appellent mon oncle ou mon père. Mais, comme il n'a reçu aucune espèce d'éducation, on l'a entendu, plus d'une fois, parler avec mépris de toute connaissance militaire. Ses officiers d'état-major sont des Llaneros et forment sa société régulière. Il couche au milieu d'eux sur son hamac, il boit et fume avec eux. Il parle beau-

coup, et, comme la plupart des Caraguins, il est vain, orgueilleux et vanteur.

A la bataille d'Ortiz, en avril 1818, où Bolivar commandait, Paez fit plusieurs charges heureuses contre l'ennemi qui, bien qu'inférieur en nombre à Bolivar, lui était fort supérieur en discipline et en habileté. Le chef suprême fit de si mauvaises dispositions, que son infanterie fut battue et presque détruite. Paez ne lui épargna pas les reproches, dans cette occasion. Cependant, à la prière de Bolivar, il couvrit la retraite, et fit une ou deux charges qui sauvèrent les restes de l'infanterie d'une destruction totale. Peu après la dernière charge qu'il avait dirigée lui-même, Paez se retira à l'écart, descendit de cheval, se coucha à terre, écumant comme une bête furieuse. Le colonel English s'avança vers Paez, mais il fut prévenu par quelques-uns de ses gens de ne pas le toucher. « Il sera » bientôt remis, » s'écrièrent les Llaneros, « il est souvent dans cet état, et aucun de » nous n'ose l'approcher alors. »

Malgré cet avertissement, le colonel English s'approcha de Paez, lui jeta de l'eau

sur la figure et le força ensuite à en avaler un peu. Ces petits secours firent beaucoup de bien au chef colombien. Aussitôt que celui-ci fut revenu de cette espèce d'évanouissement, il remercia le colonel avec beaucoup de cordialité, et lui dit qu'il avait été un peu abattu des fatigues de la journée, ayant tué, avec sa lance, quarante ennemis; il ajouta que ce n'était qu'en donnant la mort au dernier que cette faiblesse l'avait pris. Il offrit ensuite sa lance sanglante au colonel English, en signe d'amitié, et lorsque cet officier prit congé, Paez lui fit présent de trois chevaux magnifiques.

Après que Morillo eut refusé de faire quartier aux prisonniers, Paez usa invariablement de représailles. A la bataille de Calabozo, celui-ci avait fait, avec succès, plusieurs charges qui avaient forcé les royalistes à battre en retraite; il était dans la plus belle humeur quand ses soldats lui amenèrent un officier à cheval. Le général lui adressa quelques questions, puis il ordonna à son *homme d'affaires* (l'exécuteur militaire) de s'acquitter de sa charge. L'Espagnol le pria instamment de lui

accorder la vie. « Eh bien, » dit Paez, « allez » jusqu'à cet arbre, et, quand vous serez ar- » rivé là, partez au grand galop et prenez » garde que je ne vous atteigne. »

L'officier obéit, et quand il fut près de l'arbre, il jeta un coup d'œil derrière lui et commença à courir. Paez le poursuivit et l'eut bientôt atteint. Il était sur le point de le percer de sa lance, quand l'officier, qui avait conservé sa présence d'esprit, s'écria : « Gé- » néral Paez, vous ne voudriez pas abuser de » vos avantages ; mon cheval était fatigué ; » mais si vous voulez changer de monture » avec moi, nous pourrons recommencer » notre course. » — « Soit. » répondit Paez ; et aussitôt l'Espagnol s'élança sur le cheval de son adversaire, et partit le premier. Lorsque l'officier se trouva à quelque distance du point de départ, Paez monta le cheval fatigué que celui-ci lui avait laissé. Cependant, Paez ne tarda pas à gagner du terrain, et, au bout de deux milles environ, il atteignit l'Espagnol, qu'il perça de part en part avec sa lance.

Juan Bautista Arismendy, général de division, de l'Ordre des Libérateurs, ex-gouver-

neur de la Margarita, etc. etc., naquit, en 1786, dans cette île, de parens qui jouissaient d'une honnête aisance. Arismendy est un de ces hommes dont les dispositions naturelles suppléent au défaut d'éducation; à peine sait-il lire et écrire, et, cependant, par son génie pénétrant et ses manières insinuantes, il parvint à s'avancer dans l'armée colombienne. Quand Bolivar s'intitula dictateur, il nomma le colonel Arismendy gouverneur de la capitale, Caracas, où il se rendit odieux par beaucoup de vexations et de cruautés. Arismendy a cinq pieds deux pouces environ; il est fortement constitué; son teint est très brun; ses cheveux sont rouges, ses yeux petits et perçans, et c'est probablement le chef le plus actif de la Colombie.

En 1814, il quitta Caracas, et se rendit, en qualité de brigadier-général et de gouverneur de l'île de Margarita, dans son pays natal. Il rétablit l'ordre dans cette province, fortifia les places susceptibles de défense, construisit bon nombre de petites forteresses, éleva des redoutes et dressa des batteries. Il s'y rendit très populaire par sa bonne

et sa juste administration, et prit un grand ascendant sur ses compatriotes; de sorte que, après la bataille de La Puerta, qui fut perdue par le dictateur, en juin 1814, il devint maître absolu de la Margarita, et tellement que, lorsque les deux dictateurs, Bolivar et Marinno, vinrent, la même année, dans cette île pour y chercher un asile, il les força à partir sur-le-champ. Il était, d'ailleurs, jaloux de son autorité, et résolu à conserver le commandement suprême de la Margarita, et il savait que Bolivar avait droit de le commander, partout où ils se trouveraient ensemble. Dès ce moment, le général Arismendy demeura en tranquille possession du gouvernement absolu; il organisa et disciplina son armée, et administra d'une manière supérieure. L'accueil bienveillant qu'Arismendy faisait aux étrangers, attira beaucoup de corsaires dans l'île; leurs prises y étaient vendues, à la grande satisfaction des habitans. La Margarita devint alors l'entrepôt commercial de Venezuela et de Grenada, des Indes occidentales et des États-Unis d'Amérique.

En mars 1815, l'armée d'expédition partit

de Cadix sous les ordres du général Morillo, débarqua à l'île de Margarita, le même jour que celle du général Morales, venue de Guiria. Arismendy et les habitans de la Margarita virent l'impossibilité de résister à ces forces réunies, et acceptèrent la capitulation que leur offrait Morillo. Il était clairement établi dans les articles de la capitulation, qu'aucun des habitans ne serait inquiété pour ses opinions politiques. En violation directe de cette stipulation, un grand nombre des habitans les plus considérables furent arrêtés, pendant la nuit. Arismendy lui-même, compris dans cette mesure, trouva le moyen de s'échapper et de se cacher dans les montagnes. Morillo offrit une grande récompense à quiconque l'arrêterait et le remettrait entre ses mains. Il se fit alors les recherches les plus minutieuses, mais elles n'aboutirent à rien. Arismendy connaissait tous les chemins de traverse, tous les petits sentiers des montagnes et des bois; il avait, en outre, l'affection des habitans, qui plaçaient en lui la plus grande confiance; aussi se trouva-t-il bientôt à la tête des plus braves, au nombre de cinquante

qui étaient résolus ou à chasser de l'île les Espagnols, ou à mourir. Il vécut avec eux, pendant quelque temps, de racines, de fruits sauvages, et du produit de sa chasse. Il stimula tellement leur courage par ses paroles et ses exemples qu'ils lui promirent de le suivre, partout où il voudrait les conduire. Son premier objet fut de se procurer des armes et des munitions dont sa petite troupe était entièrement dépourvue. Il commença par prendre un des avant-postes espagnols, occupé par un caporal et quatre hommes. Arismendy et douze de ses hommes, armés de massues et de longs couteaux, surprirent ce poste pendant la nuit, tuèrent ces cinq hommes et prirent leurs armes et leurs cartouches. Arismendy continua de répéter cette manœuvre, la nuit, pendant plusieurs mois. Il affaiblit ainsi singulièrement les forces espagnoles. Ses heureuses entreprises ranimèrent le courage abattu des habitans. Le patriotisme devint alors si fort dans la Margarita, que les femmes se joignirent à leurs maris, à leurs frères, à leurs amans pour les exciter à s'affranchir de sa tyrannie. Elles offri-

rent volontairement leurs bijoux, leurs perles, leurs pendans d'oreilles, leurs croix, etc., pour subvenir aux frais de la guerre, et à l'habillement des troupes. Arismendy fut élu, tout d'une voix, chef suprême. Quelques ecclésiastiques patriotes offrirent des vases d'église d'or et d'argent, qu'ils avaient pris la précaution d'enterrer avant que les Espagnols ne débarquassent. Ces vases précieux furent envoyés à Saint Thomas, pour être échangés contre des armes et des munitions de guerre.

Les habitans de la Margarita sont matelots dès l'enfance. Arismendy construisit de longues pirogues qui pouvaient contenir de cent cinquante à deux cents hommes, et qu'il arma avec des canons enlevés aux Espagnols. Les équipages de ces petits bâtimens, armés de mousquets, d'épées, et de longs couteaux, n'hésitaient pas à en venir à l'abordage avec les vaisseaux espagnols. Ils firent ainsi des prises d'une grande valeur. Les Marguerítains n'attaquèrent jamais d'autres vaisseaux que ceux qui portaient le pavillon espagnol. Arismendy établit le plus grand ordre en tout, et agit avec beaucoup de probité et de désinté-

ressement, vivant parmi les soldats et comme eux. Les magasins publics étaient pleins et soigneusement inspectés par les commissaires.

A mesure que sa puissance augmentait, Arismendy donnait de l'extension à ses opérations militaires. Il intercepta plusieurs convois, surprit des corps entiers qu'il détruisit; il construisit différens forts, éleva des redoutes et dressa des batteries pour avoir différens points d'attaque et de défense; vieux, jeunes, femmes, enfans travaillaient, jour et nuit, exposés au feu des Espagnols, qui, frappés de l'intrépidité de leurs adversaires, perdirent eux-mêmes tout courage.

Pendant mon séjour à la Margarita, Arismendy me raconta, entre autres traits d'héroïsme des Margueritaines, le fait suivant, dont sa femme lui fournissait le sujet.

Madame Arismendy avait un oncle riche qui, depuis plusieurs années, était établi à la Trinité, et l'avait souvent pressée de venir lui rendre visite à lui et à sa famille. A la fin de 1815, elle fit part à son mari du désir qu'elle éprouvait d'aller rendre à cet oncle la

visite qu'il sollicitait depuis si long-temps; mais ce n'était là qu'une considération secondaire; le but principal de ce voyage était d'obtenir de cet oncle, à titre de prêt, une grosse somme d'argent qui servirait à soutenir la guerre. Son mari refusa de la laisser partir, lui représentant les dangers auxquels elle s'exposerait dans ces temps de désordre, et lui remontrant surtout que de nombreux vaisseaux espagnols croisaient en tout sens dans les parages de la Margarita. Cependant, elle persista dans son projet et obtint à la fin son consentement, et une autorisation de lui pour obtenir ce prêt. Elle était jeune, belle et bien élevée; elle s'embarqua alors sur une petite goëlette, sans être accompagnée d'un seul domestique, et étrangère pour tous les passagers. Après avoir vogué quelques jours avec un vent favorable, un corsaire espagnol lui donna la chasse et la prit; et, quoiqu'elle eût arboré le pavillon hollandais, elle fut envoyée à Porto Cabello.

Aussitôt qu'elle fut arrivée dans cette ville, la femme du général Arismendy fut reconnue par beaucoup de personnes. Elle fut, en con-

séquence, arrêtée et jetée dans un donjon de la citadelle, qui était noir et humide. Arismendy, qui mettait presque toujours ses prisonniers à mort, avait épargné trois colonels et trois majors espagnols qu'il avait renfermés dans ses forts, afin qu'ils pussent lui servir d'ôtages au besoin. Le gouverneur de Porto Cabello connaissait leur situation. Ils étaient très aimés des officiers supérieurs. Le gouverneur envoya alors à madame Arismendy un de ses officiers pour lui assurer, sur l'honneur, qu'elle serait mise, à l'instant même, en liberté, si elle écrivait une lettre à son mari pour lui persuader d'échanger contre elle les officiers espagnols. Elle craignit que son mari ne fût assez faible, disait-elle, pour consentir à cette proposition, et elle refusa positivement de lui écrire. Après qu'elle eut reçu nombre de visites qui avaient toutes le même objet, elle vit arriver chez elle le gouverneur lui-même, qui s'efforça de lui faire changer de résolution, mais en vain. On eut alors recours aux menaces, mais elle répliqua, en riant, que ce serait une lâcheté de tourmenter une femme sans défense, dont le seul crime était d'être

la femme d'un général patriote. On se permit ensuite de lui imposer un régime diététique des plus rigoureux, mais on la traita cependant respectueusement, et on lui promit sur-le-champ de la mettre en liberté, si elle voulait écrire à son mari de relâcher les officiers. A la fin, elle se lassa de leur importunité, et dit à l'officier qui vint renouveler ses instances, que si le général Arismendy était instruit du lâche traitement qu'il lui faisait subir, il deviendrait aussi furieux qu'un tigre, et mettrait à mort les milliers d'Espagnols, hommes, femmes et enfans qui pourraient tomber entre ses mains; que pour elle, elle était décidée à ne jamais commettre un acte aussi vil, aussi lâche que celui qu'on lui demandait, et qu'elle souffrirait plutôt mille morts que de persuader à son mari d'oublier son devoir.

Pendant trois mois elle fut traitée avec beaucoup de barbarie, mais elle tint ferme et fit constamment les mêmes réponses. Enfin les Espagnols, voyant que rien ne pouvait changer sa détermination, lui permirent d'aller à l'île de la Trinité, craignant que, si son mari

entendait parler de sa détention, il n'en tirât vengeance. Telle était la femme du général Arismendy, à l'âge de vingt-trois ans.

Le général Arismendy vit maintenant dans la retraite, dans une superbe maison de campagne, aux environs d'Ocumare.



CHAPITRE XXV.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

LOI FONDAMENTALE DE LA RÉPUBLIQUE DE LA COLOMBIE.

Le congrès souverain de Venezuela, dont l'autorité a été volontairement reconnue par le peuple de la Nouvelle Grenade, délivrée par les armes de la République, considérant :

1° Que les provinces de Venezuela et de la Nouvelle Grenade, réunies dans une seule République, possèdent toutes les conditions

pour atteindre au plus haut degré de pouvoir et de prospérité;

2° Que si, formées en républiques distinctes, quoique unies entre elles par les liens les plus étroits, elles ne jouissent pas l'une et l'autre de tous les avantages qui résulteraient d'une parfaite unité d'intérêts;

3° Que tous les hommes d'un esprit supérieur et d'un patriotisme éprouvé sont profondément convaincus de l'importance de ces vérités, ont décidé la réunion des deux Républiques, jusqu'alors empêchées par un état d'hostilités permanent; et conformément au rapport du comité spécial des députés de la Nouvelle Grenade et de Venezuela; au nom et sous la protection du Tout-Puissant, ils ont décrété, et décrètent la loi fondamentale de la république de la Colombie, comme elle suit:

Article premier.

Les républiques de Venezuela et de la Nouvelle Grenade sont, dès à présent, réunies en une seule, sous le glorieux titre de République de la Colombie.

ART. II.

Son territoire comprendra l'ancienne capitainerie-générale de Venezuela, et la vice-royauté de la Nouvelle Grenade, embrassant une étendue de cent quinze mille lieues carrées, dont les limites précises seront ultérieurement fixées.

ART. III.

Les dettes contractées séparément par les deux républiques sont, par cet acte, consolidés comme *dette nationale de la Colombie*, dont le paiement sera garanti par les propriétés de l'État, et à l'extinction de laquelle seront affectées les branches les plus productives du revenu public.

ART. IV.

Le pouvoir exécutif de la République sera confié à un président, et, en cas de vacance, à un vice-président, qui seront provisoire-

ment nommés l'un et l'autre par le présent congrès.

ART. V.

La république de la Colombie sera divisée (*pro tempore*) en trois grands départemens, savoir : de Venezuela, de Quito et de Cundinamarca, et comprendra les provinces de la Nouvelle Grenade, dont la dénomination demeure abolie; et leurs capitales seront les villes de Caracas, de Quito et de Bogota.

ART. VI.

Chaque département aura une administration supérieure, avec un chef, qui sera nommé, pour le moment par le congrès, et prendra le titre de vice-président.

ART. VII.

Une nouvelle ville sera appelée *Bolivar*, en honneur du fondateur de la liberté publique, et sera la capitale de la république de la Colombie. Le lieu où sera construite

cette ville sera fixé par le premier congrès général.

ART. VIII.

Le congrès général de la Colombie s'assemblera le premier jour de janvier 1821, dans la ville de Rosario de Cucuta, qui, à cause de diverses circonstances, est considéré comme l'endroit le plus convenable. Il sera convoqué par le président de la République, le 1er janvier 1821, qui communiquera les réglemens concernant les élections, qui pourront être adoptés par un comité spécial et approuvés par le présent congrès.

ART. IX.

La constitution de la république de la Colombie sera formée par le congrès général, auprès duquel sera admise, sous la forme de plan, la constitution décrétée par le présent congrès, laquelle, avec les lois promulguées par ce corps, sera provisoirement mise à exécution.

ART. X.

Les armes et le drapeau de la Colombie seront déterminés par le congrès général, et, en attendant, les armes et le drapeau de Venezuela, continueront à être employés, comme étant les plus connus.

ART. XI.

Le présent congrès s'assemblera, le 15 janvier 1820; après quoi se feront les nouvelles élections au congrès général de la Colombie.

ART. XII.

Un comité de six membres et un président remplaceront le congrès, dont le pouvoir et les devoirs particuliers seront réglés par un décret.

ART. XIII.

La proclamation de la république de la

Colombie se fera solennellement dans les villes et les armées, et sera suivie de fêtes et de réjouissances. Cette cérémonie aura lieu dans la capitale, le 25 du présent mois, en commémoration de la naissance du Sauveur du monde, par la faveur spéciale duquel a été obtenue cette union régénératrice, désirée depuis si long-temps.

ART. XIV.

L'anniversaire de cette régénération politique sera perpétuellement célébré avec les solennités d'une fête nationale. La présente loi fondamentale de la république de la Colombie sera solennellement promulguée dans les villes et les armées, consignée dans tous les registres publics, et déposée dans toutes les archives des sociétés, des municipalités, et corporations, tant religieuses que séculières.

Donné au palais du souverain congrès de Venezuela, dans la ville de Saint-Thomas d'Angostura, le 17 décembre, année du Sei-

gneur 1819, et la neuvième de l'indépendance.

Francisco Antonio Zea,
Président du congrès.

Juan German Roscio, Antonio M. Briceno, Ignacio Munas, Manuel Sedenno, Eusebio Afanador, Onofre Bazal, Juan Martinez, Francisco Conde, Domingo Arzura, Jose Espana, Diego Bautista Urbaneja, Jose Thomas Machado, Luis Thomas Poraza, Juan Vincente Cardosa, Ramon Garcia Cadiz, Diego de Vallenilla, député et secrétaire.

LOI FONDAMENTALE DE L'UNION DU PEUPLE DE LA COLOMBIE.

Nous, représentant du peuple de la Nouvelle Grenade et de Venezuela, dans le congrès général assemblé,

Ayant soigneusement examiné la loi fondamentale de la république de la Colombie, rendue par le congrès de Venezuela dans la ville de Saint-Thomas d'Angostura, le 17 décembre, an du Seigneur 1819, sommes d'avis:

1° Que réunies en une république, les provinces de Venezuela et de la Nouvelle Grenade possèdent tous les moyens et facultés nécessaires pour les placer dans l'état le plus élevé de pouvoir et de prospérité;

2° Que constituées en républiques distinctes, bien qu'étroitement unies par les liens de la bonne amitié, elles trouveraient difficile de rendre leur souveraineté stable, ou de la faire respecter;

3° Que considérant cet état de choses, tous les hommes distingués par leurs lumières et leur patriotisme, ont déclaré que les gouvernemens des deux républiques formeraient une union que les hostilités continuelles avaient jusqu'alors empêchée;

4° Finalement, par toutes ces causes, le congrès de Venezuela ayant décidé qu'il était instant de mettre à exécution cette mesure qui avait été approuvée de la manière la plus positive par les votes unanimes des peuples des deux pays;

Au nom et sous les auspices de l'être suprême, avons décrété et décrétons solennellement la ratification de la *loi fondamentale de la république de la Colombie* ci-dessus mentionnée, de la manière suivante.

ARTICLE PREMIER.

Les peuples de la Nouvelle Grenade et de Venezuela seront réunis en un seul corps national, d'après un pacte fédératif qui déter-

mine que le gouvernement est maintenant et sera toujours *populaire* et *représentatif*.

ART. II.

Cette seconde nation prendra le titre de *République de la Colombie*.

ART. III.

La nation colombienne est et sera pour toujours irrévocablement libre et indépendante de la monarchie espagnole et de toute autre domination ou pouvoir étranger; elle ne sera plus, en quelque temps que ce soit le patrimoine d'une famille ou d'une personne.

ART. IV.

Le pouvoir suprême national sera toujours exercé séparément et divisé en législatif, exécutif et juridique.

ART. V.

Le territoire de la république de la Colom-

bie comprendra tout ce qui se trouvait dans l'ancienne capitainerie-générale de Venezuela et dans la vice-royauté de la Nouvelle Grenade; leur démarcation précise devant être fixée dans un temps plus opportun.

ART. VI.

Pour que la République soit administrée le plus avantageusement possible, son territoire sera divisé, pour le moment, en six départemens ou plus, chacun portant un nom particulier, avec une administration subordonnée, dépendante du gouvernement national.

ART. VII.

Le présent congrès de la Colombie, conformément aux sentimens exprimés ici, formera la constitution de la république fondée sur ces principes libéraux qui ont été consacrés par la sage pratique des autres nations libres.

ART. VIII.

Il reconnaît *in consolidum* comme la dette nationale de la Colombie, toutes les dettes

que les deux peuples ont séparément contractées, et pour lesquelles répondent toutes les propriétés de la République.

Art. ix.

Le congrès appropriera, d'après le mode qu'il a jugé le plus convenable d'adopter, les branches les plus productives du revenu puplic, les taxes, et un fond spécial d'amortissement au rachat du principal de la dette publique et au paiement de l'intérêt.

Art. x.

Dans des circonstances plus favorables, sera bâtie une nouvelle ville, portant le nom du libérateur Bolivar, laquelle sera la capitale de la république de la Colombie. Le plan et l'emplacement seront déterminés par le congrès.

Art. xi.

Cependant jusqu'à ce que le congrès règle les armes et le drapeau de la Colombie, on

continuera à se servir des drapeaux actuels de la Nouvelle Grenade et de Venezuela.

ART. XII.

La ratification de l'établissement de la république de la Colombie et la publication de la constitution seront célébrées dans les villes et dans les armées par des fêtes et des réjouissances publiques, en faisant connaître dans tous les lieux, le jour où la constitution sera promulguée solennellement.

ART. XIII.

On célébrera perpétuellement un fête nationale, pendant trois jours de chaque année, comme anniversaire;

1° De l'émancipation et de l'indépendance du peuple de la Colombie;

2° De la réunion des deux états en une seule République, et de l'établissement de la constitution;

3° Des grands triomphes et des victoires signalées par lesquelles ces biens ont été assurés à la République.

ART. XIV.

La fête nationale sera célébrée chaque année, les 25, 26 et 27 décembre, consacrant chaque jour spécialement à un souvenir de gloire.

La présente loi fondamentale de l'union des peuples de la Colombie sera solennellement promulguée dans les villes et dans les armées; inscrite sur les registres publics et déposée dans toutes les archives des mairies et corporations, tant civiles qu'ecclésiastiques, et sera communiquée au pouvoir suprême exécutif par une députation spéciale.

Fait dans le lieu des séances du congrès général de la Colombie, en la ville de Rosario de Cucuta, le 12 juillet, an du Seigneur 1820, et le dixième de l'indépendance.

Jose Ignacio Marques, *président.*

Antonio M. Briceno, *vice-président.*

Felix Restrepo, Manuel M. Guijano, Pedro F. Caarbajal, Jose Cornelius Vallaria, Casi-

miro Calvo, Miguel Ibanez, Francisco de Orbegogo, Carlos Alvarez, Diego F. Gomez, Lorenzo San Ander, Juan B. Esteves, Jose Antonio Yanes, Andreas Rojas, Bernardino Tovar, Jose Antonio Paredes, Gabriel Briceno, Luis Ignacio Mendoza, Toaquin Plata, Jose Prudencia Lanz, Jose Manuel Restrepo, Francisco Jose Olero, Miguel Tobar, Jose J. Borrero, Salvador Camacho, Jose A. Mendoza, Vincente Azuero, Nic. Ballen de Guzman, Sinforoso Mutis, Domingo B. Briceno, Jose Felix Blanco, Ildefonso Mendez, Vincente Borrero, Mariano Escobar, Diego B. Urbaneja, Francisco Coade, Jose M. Hinestigla, Arbellon Urbina, Jose Ignacio Balbuena, Jose Gabriel de Alcala, Francisco Gomez, Miguel Pena, Fernando Penalver, Ramon Ignacio Mendez, Toaquin F. Soto, Pacifico, Tuime, Juan Ronderos, Manuel Reuiles, Policarpo Uricoichea, Alexandro Osario, Pedro Gual Miguel de Zarragua.

Miguel Santamaria, *député et secrétaire.*

Francisco Soto, *député et secrétaire.*

Cette pièce fut en outre signée par le ministre de l'intérieur et le vice-président, H. Ander, et ensuite promulguée.

DÉCRET ORGANIQUE DU GÉNÉRAL BOLIVAR, EN VERTU DUQUEL IL A PRIS LE POUVOIR SUPRÊME DANS LA COLOMBIE, DATÉ DE BOGOTA, 27 AOUT 1828.

DU POUVOIR SUPRÊME.

ARTICLE PREMIER.

Les attributs du chef suprême sont de conserver la paix à l'intérieur, et de défendre le pays contre une invasion étrangère; d'avoir le commandement des forces de terre et de mer, de négocier avec les puissances étrangères, de faire la paix et de déclarer la

guerre, de conclure des traités, de nommer à tous les emplois civils et militaires.

Le chef suprême a le droit de rendre les décrets et ordonnances nécessaires, de quelque nature qu'ils puissent être, de modifier ou de rétablir les lois établies et de les échanger entièrement, et de surveiller l'exécution des décrets et des ordonnances, et la conservation des lois.

Il fait percevoir les taxes, rend la justice, veille à l'exécution des jugemens, approuve ou réforme les sentences des cours martiales, accorde des commutations de peines, avec l'avis du conseil d'état, et sur la proposition des cours, ou après les avoir préalablement entendues, a le droit d'amnistie, peut pardonner les fautes publiques ou particulières, toujours avec l'avis du conseil d'état.

Il délivre des commissions aux corsaires.

Il exerce le droit naturel de chef de l'administration générale de la république dans toutes ses branches, et c'est à lui qu'est confié le pouvoir suprême de l'État; enfin, il préside le conseil d'état, quand il lui plaît.

ART. II.

Le chef suprême sera aidé dans l'exercice du pouvoir exécutif par le conseil des ministres.

FIN DU SECOND ET DERNIER VOLUME.

TABLE ANALYTIQUE

DE

L'HISTOIRE DE BOLIVAR.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVII.

CHAPITRE XVIII.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XX.

CHAPITRE XXI.

CHAPITRE XXII.

CHAPITRE XXIII.

CHAPITRE. XXIV.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.





